

## Lionel Jospin en Martinique et en Guadeloupe dans un climat social tendu

LE PREMIER ministre a commenté, mercredi 27 octobre par la Martinique, son voyage de quatre jours dans les Antilles françaises. Les barages qui ont paralysé Fort-de-France, mardi, ont été levés, mais le climat social reste tendu. En Guadeloupe, plusieurs organisations syndicales et politiques ont appelé à une grève générale de quarante-huit heures et à des manifestations, vendredi et samedi. M. Jospin devait annoncer des mesures en faveur des producteurs de banane, ainsi qu'un plan de baisse des charges sociales pour les entreprises. Tout en donnant son accord de principe à une décentralisation accrue, le premier ministre entend privilégier l'aide au développement économique plutôt que d'éventuelles évolutions institutionnelles.

Lire page 6

## Le palmarès mondial de la corruption

- La France est classée parmi les pays européens les plus corrupteurs et corrompus
- Elle tarde à ratifier la convention anticorruption de 1997
- Malgré cet accord, les pratiques illicites se multiplient dans le commerce mondial
- Les pays nordiques sont les plus vertueux

LA CORRUPTION reste un mal endémique dans le monde. D'après l'organisation non gouvernementale Transparency International, les versements occultes sont monnaie courante dans de nombreux pays, bien qu'une grande partie du monde occidental se soit engagée à bannir ces pratiques en signant, en 1997, la convention anti-corruption de l'OCDE. Selon ce texte, les dirigeants d'entreprises qui accorderaient des avantages indus à des fonctionnaires étrangers en vue d'obtenir un contrat encourrent de lourdes peines de prison ainsi que des sanctions financières.

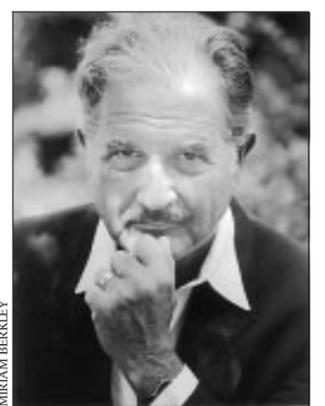
La France, qui n'a pas encore ratifié ce texte, est classée parmi les pays européens les plus corrupteurs et les plus corrompus. Les pays les plus vertueux restent le Danemark, la Finlande, la Nouvelle-Zélande et la Suède, les plus atteints par la corruption étant le Cameroun, le Nigeria et l'Indonésie. Les grands pays exportateurs ont du mal à renoncer à la pratique



des commissions, qui restent un passage obligé du commerce international. Malgré l'accord de 1997, les pratiques illicites se développent et prennent des formes de plus en plus sophistiquées.

Les organismes internationaux, qui ont identifié la corruption comme l'une des causes de la misère et du non-développement, tentent de lutter contre ce fléau. La Banque mondiale a notamment lancé un programme pour endiguer ces pratiques avec sept pays d'Afrique. Il devrait être étendu à l'Amérique latine en l'an 2000. Désormais menacées de condamnations en vertu de la convention OCDE, les multinationales tentent d'assainir leurs pratiques, avec plus ou moins de succès. Elles prennent également conscience que les « affaires » ont parfois des conséquences néfastes pour leur développement.

Lire page 20 et notre éditorial page 17



DÉBATS

## Carlos Fuentes : Mexique, Mexique

« Nous ne pourrons plus jamais cacher nos visages indigènes, métis, européens : tous sont les nôtres » : dans un vibrant plaidoyer en faveur « de la diversité raciale, du pluralisme culturel, de la vocation internationale et de la volonté de création », l'écrivain Carlos Fuentes (photo) brosse un immense portrait collectif qui est aussi l'histoire de son pays, le Mexique. Une histoire longue et tourmentée dont les tragédies et l'énergie nous parlent aussi – chances et périls – du reste du monde.

p. 14 et 15

## Le procès de Clairvaux

LE PROCÈS de l'évasion de Clairvaux, qui avait fait deux morts – un surveillant et un détenu – le 11 septembre 1992, a fait apparaître les graves lacunes de l'enquête. Il n'y a eu ni reconstitution, ni constatation sur place, ni expertise balistique, et les témoignages sont contradictoires. Sept ans après les faits, nul ne sait avec certitude qui a introduit les armes dans la centrale, ni qui a tiré sur le surveillant et sur le détenu qui sont morts. Au cours de l'audience, les détenus ont dénoncé les placements à l'isolement qui « rendent gags » ainsi que l'inflation des longues peines. Les surveillants ont raconté l'insuffisance des moyens, des équipements et des personnels.

Lire page 10

## Gabriel, l'enfant sauvage d'Internet en son village andalou

MADRID de notre correspondante

Chaque jour, à l'heure où ses petits camarades bouclent leurs cartables pour se rendre en classe, Gabriel s'assoit simplement devant son écran. Forcément, son école est à plus de 5 000 kilomètres, très loin de Felix, de ses 580 habitants et de ses petites rues blanches de village andalou, typique de la province d'Almería. Son école est à Boston, aux Etats-Unis, et c'est à travers Internet que Gabriel, sept ans, suit ses cours. De temps à autre, à l'écran, la maîtresse américaine tient une session de parents d'élèves, avec Lola, la mère de Gabriel, qui s'est mise à l'anglais intensif. Toutes deux discutent des progrès de l'enfant. Gabriel, plutôt timide, sait lire, écrire, peindre, dessiner et, bien sûr, utiliser un ordinateur. Le tout sans avoir jamais mis le pied à l'école où vont les quarante enfants du village.

Il a appris ce qu'il a voulu, quand il l'a voulu et à son rythme. C'est d'ailleurs ce credo de la liberté éducative, partagé par Lola et Gabriel senior, le père du petit, réparateur

de télévisions, qui a été déterminant. Ainsi qu'ils l'ont raconté à la presse espagnole, ils ont découvert un jour, dans une foire à Madrid, les œuvres du fondateur du mouvement Apprendre sans école, l'Américain John Holt, et, pleinement conquis, ont décidé de trouver outre-Atlantique le collège par correspondance électronique qui convenait le mieux à leurs idées. L'ennui, c'est que les autorités andalouses ont très mal pris cette interprétation, très particulière, de la loi qui rend obligatoire jusqu'à seize ans la scolarité des Espagnols, dans des écoles d'Etat ou agréées. A leurs yeux, Gabriel étant en parfaite santé, et la région d'Almería dotée des établissements scolaires adéquats, rien ne justifiait qu'il reste chez lui, au risque d'être handicapé plus tard par cette éducation sans contrôle, lubie de ses parents.

Une première plainte en justice, pour « délit qualifié » et faute de parents, n'a pas abouti, mais la Junta d'Andalousie et l'inspecteur scolaire entendent revenir à la charge. Leur argument étant qu'à l'école, on apprend un savoir, mais aussi la tolérance et

l'ouverture au monde extérieur, et que, même si pour l'instant il joue, fait du sport et semble être parfaitement normal, le petit Gabriel, coupé de tout, finira par devenir « un enfant sauvage d'Internet ».

Un cas d'école, si l'on peut dire, sur lequel se penche, depuis plusieurs jours, toute l'Espagne. La polémique fait rage. Si un tribunal donnait raison aux parents de Gabriel, que se passerait-il ? Déjà, rapporte le quotidien *El País*, des parents qui n'ont jamais envoyé leurs enfants en classe – et qui échappent aux statistiques officielles – ont livré leur témoignage au grand jour dans une revue intitulée *Croître sans école*, publiée à côté d'Alicante. D'autres parents rebelles auraient même organisé, disent-ils, des rencontres d'enfants non scolarisés, au niveau national. Le ministère de l'éducation se retranche, pour l'instant, derrière un commentaire prudent : « L'usage d'Internet dans l'éducation à domicile est un bon thème de réflexion théorique. »

Marie-Claude Decamps



D. REPERANTHOACQUI

VOYAGES

## Au village des merveilles

Joyau planté sur un éperon rocheux dominant le Lot, Saint-Cirq-Lapopie passe pour être « le plus beau village de France ». Dans cet enchevêtrement de ruelles, murailles, tourelles, arches et terrasses, une cinquantaine d'habitants résident à l'année, à l'écart du flot touristique qui se répand l'été dans la région. André Breton y passa tous ses étés. Les Voyages, p. 28 à 30

## L'an I du chancelier



GERHARD SCHRÖDER

LA PREMIÈRE année au pouvoir de Gerhard Schröder est vivement critiquée : réformes en panne, cacophonie gouvernementale, défaites aux élections régionales. Mais l'Allemagne s'est engagée dans une profonde mutation en normalisant ses relations extérieures. Un entretien croisé avec Hubert Védrine et Joschka Fischer, ministres des affaires étrangères.

Lire page 2

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 KR ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 \$ ; USA (others), 2,50 \$.

M 0147 - 1028 - 7,50 F



## Le bel avenir du service public

IL EXISTE un malaise en Europe. En Allemagne, en Italie, au Royaume-Uni et même en France, les populations ont du mal à comprendre les programmes des gouvernements et plus encore les avenir qu'ils dessinent. Entre le socialisme libéral, le libéralisme social et la « nouvelle » social-démocratie, il est difficile de s'y reconnaître.

Les troisièmes voies sont multiples et recouvrent des réalités floues qui peuvent correspondre à des conceptions politiques radicalement opposées. C'est qu'entre le marché sans Etat et l'Etat sans marché, extrêmes imaginaires de tous les possibles, il existe une infinité de situations. Tous les habitants de la Planète vivent ainsi dans des sys-

tèmes qui sont des troisièmes voies ! Il convient donc, plutôt que d'invoquer des concepts au sens indéterminé, de réfléchir à ce que devrait être le rôle de l'Etat demain.

Déterminer les règles du jeu et veiller à leur application a toujours été une mission essentielle de l'Etat, de toutes les formes d'Etat. Mais, selon la nature de ce dernier,

ces règles peuvent être plus ou moins équitables. La « régulation » est donc consubstantielle de la vie en société, mais son évocation ne nous dit rien quant au type de société que l'on veut construire.

Les marchés, par exemple, peuvent être plus ou moins concurrentiels. Les gouvernements doivent alors arbitrer entre les avantages de la puissance et ceux de la concurrence. Que, dans une économie de marché, l'on cherche à faire respecter les règles de la concurrence, à réprimer les abus de position dominante, ne saurait étonner. Mais cela va beaucoup plus loin que certains ne le pensent. Le principe de la régulation est, en ce domaine, que la taille d'un agent ne doit pas lui conférer un pouvoir dissymétrique sur les autres agents, car alors non seulement il pourrait mieux que les autres tirer parti des règles du jeu mais transformer à son profit le jeu lui-même. La réglementation doit ainsi limiter la force des agents les plus forts et accroître celle des agents les plus faibles.

C'est cette exigence de l'économie de marché qui rend absolument indispensable la protection des salariés. Autrement, le marché du travail deviendrait un lieu de purs rapports de forces.

Jean-Paul Fitoussi pour le Monde

Lire la suite page 17

## Le nouveau livre de LAURENT COHEN-TANUGI

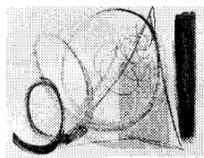


© E. Robert

EDITIONS ODILE JACOB

LAURENT COHEN-TANUGI

LE NOUVEL ORDRE NUMÉRIQUE



242 P

130 F



PAOLA AGOSTIOPALE

HISTOIRE

## Le siècle d'Hobsbawm

C'est un Anglais d'exception qui présentera, le 29 octobre à Paris, dans l'amphithéâtre de la Sorbonne, son dernier ouvrage, *L'Age des extrêmes, Histoire du court XX<sup>e</sup> siècle, 1914-1991*, qui vient de paraître en français aux éditions Complexe-Le Monde diplomatique. L'historien Eric J. Hobsbawm, juvénile octogénaire, est l'une des figures les plus originales de l'école marxiste anglaise. Il décrypte avec passion ce siècle, dont il estime qu'il « finit mal ».

p. 32

International.....	2	Aujourd'hui.....	27
France.....	6	Météorologie, jeux...31	
Société.....	10	Culture.....	32
Régions.....	13	Guide culturel.....	34
Horizons.....	14	Carnet.....	35
Entreprises.....	20	Kiosque.....	36
Communication.....	22	Abonnements.....	36
Tableau de bord.....	24	Radio-Télévision.....	37

**BILAN** Le chancelier allemand Gerhard Schröder est en poste depuis un an. Les critiques sont nombreuses sur son bilan. « Une année de perdue pour l'Allemagne »,

juge l'opposition chrétienne-démocrate (CDU). Les réformes de l'Etat providence sont à peine commencées. ● LES DÉFAITES subies aux élections régionales lui ont fait

perdre la majorité au Bundesrat et le chancelier doit composer avec la droite. ● UNE TRANSFORMATION en profondeur de l'Allemagne est pourtant engagée concernant le

rapport au passé nazi, le code de la nationalité ou la politique étrangère. ● LES MINISTRES des affaires étrangères français et allemand exposent, dans un entretien

publié conjointement avec *Die Zeit*, comment Paris et Berlin veulent s'entendre pour relancer leur coopération et dessiner l'avenir de l'Europe.

## L'Allemagne de Gerhard Schröder, une mue commencée

Les critiques sont nombreuses sur la première année du chancelier : cacophonie gouvernementale, réformes en panne, défaites aux élections régionales. Mais l'Allemagne a engagé une transformation en profondeur en apaisant sa relation au passé et en normalisant ses relations extérieures

### BERLIN

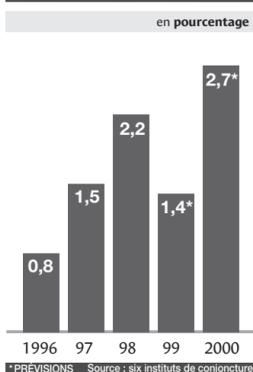
de notre correspondant  
« Une année de perdue pour l'Allemagne. » C'est le jugement lapidaire porté par l'opposition chrétienne-démocrate (CDU) sur le gouvernement du chancelier Gerhard Schröder, un an après sa prestation de serment. Sur le plan des réformes, le bilan est maigre pour le candidat social-démocrate (SPD) qui proclamait pendant sa campagne « ne pas vouloir tout faire autrement mais de le faire beaucoup mieux ». M. Schröder a tenu ses promesses d'augmenter les allocations familiales et de rétablir le remboursement à 100 % des congés maladie, mais il peine à s'attaquer aux problèmes de l'Etat-providence d'autant qu'il doit désormais composer avec la droite, qui a reconquis la majorité au Bundesrat – la chambre représentative des Länder –. Au plus bas dans les sondages, le chancelier a fait perdre à son parti une série d'élections régionales. La dégringolade a commencé en février, lorsque la Hesse (région de Francfort) a basculé à droite et s'est poursuivie aux élections européennes, puis, à l'automne à nouveau lors d'élections régionales, en Sarre, Brandebourg, Thuringe, Saxe et *in fine* à Berlin.

En apparence, M. Schröder se trouve donc dans la situation d'Helmut Kohl en 1997 : discrédité auprès de la population et paralysé par le Bundesrat. Ajoutons un an de cacophonie gouvernementale et l'impossible abandon du nucléaire, au grand dam des Verts, et l'échec est patent. Mais l'année « perdue » pour le chancelier ne l'a pas été complètement pour l'Allemagne qui au contraire a engagé une mutation en profondeur.

### ÉVOLUTION POLITIQUE

Politiquement d'abord. A la veille de son congrès, prévu en décembre, le SPD est en train de se bâtir un nouveau consensus idéologique. Jusqu'en 1998, une partie de la population et de la classe politique et syndicale croyait en une voie d'inspiration keynésienne, passant par la hausse des dépenses publiques, la baisse des taux d'intérêt et la relance des salaires. Cette tendance avait beau être minoritaire, elle disposait d'un puissant porte-voix, Oskar Lafontaine. En démissionnant à la surprise générale de la présidence du SPD et du ministère des finances, M. Lafontaine a discrédité cette voie. La gauche est aujourd'hui convaincue de la néces-

### La croissance repart



sité de couper dans les dépenses de l'Etat, le débat portant essentiellement sur le partage équitable du fardeau. Les réformes n'ont pas commencé, mais M. Schröder sait qu'il n'a qu'une voie devant lui, s'il veut se maintenir au pouvoir. Les syndicats jettent leurs dernières forces dans la bataille et la conjoncture qui s'éclaircit devrait considérablement aider le chancelier.

Sur le plan politique toujours, la victoire de la gauche a marqué un renforcement de la démocratie allemande, grâce à une alternance franche. Des Verts sont entrés au gouvernement fédéral, un peu comme mai 1981 avait vu l'arrivée des communistes. Quant aux expulsiens du PDS, ils multiplient les succès régionaux mais finissent par être considérés comme une force démocratique fréquentable, signe de l'apaisement des passions, dix ans après la chute du mur.

L'arrivée de M. Schröder a surtout consacré une nouvelle vision de l'Allemagne, devenue majeure cinquante ans après la catastrophe nazie. Premier chancelier à ne pas avoir connu la guerre, M. Schröder a fait quitter à l'Allemagne ses habits bonnois devenus trop étroits pour enfilier ceux de la nouvelle capitale berlinoise. Mais loin de rappeler les fantômes du passé, Berlin incarne plutôt une Allemagne moderne et vivante. Le rapport au passé nazi fait l'objet d'une approche nouvelle, la génération Schröder aspirant à une normalité, qui n'est pas contradictoire avec le souvenir de la Shoah. Jochen Buchsteiner, journaliste de l'hebdomadaire *Die*

*Zeit*, résume bien le problème vu par les jeunes : « On ne peut pas boire trois bières avec un étranger sans que le passé revienne sur la table. » L'écrivain Martin Walser est allé jusqu'à dénoncer une « instrumentalisation » de la Shoah, ce qui lui a valu des réponses violentes du conseil des juifs d'Allemagne, Ignatz Bubis. Mais globalement un apaisement a été, en partie, atteint. Le Parlement allemand a voté la construction d'un monument à la mémoire des victimes de la Shoah à Berlin, qui n'a pas été imposée d'en haut, comme était tenté de le faire Helmut Kohl.

### « DÉSORDRE »

La nouvelle vision de l'Allemagne sur elle-même s'est ressentie dans sa politique étrangère. M. Schröder a voulu défendre les intérêts de son pays « comme les autres ». Une normalisation qui s'est traduite par la demande d'une baisse de la contribution allemande nette au budget européen. La démarche était maladroite mais le message est passé : les autres capitales ont compris que les droits et devoirs de l'Allemagne ne devaient plus se définir plus par rapport au passé, mais au

présent. Dans cette ligne, les relations franco-allemandes, exécrables pendant un an, sont reparties depuis septembre sur des bases plus saines. « Normale », l'Allemagne l'a été durant la guerre au Kosovo en envoyant pour la première fois depuis 1945 ses soldats au combat. Le pacifisme, exception allemande, est un vestige du passé.

Gerhard Schröder a été sinon le déclencheur, du moins l'accoucheur de ces évolutions. « Plus qu'une année de désordre, je me demande si cette année n'a pas été une année de mue de l'Allemagne », commente Brigitte Saury, conseillère de Gerhard Schröder pour les relations franco-allemandes. La mue reste inachevée. Sur la scène intérieure, M. Schröder a ainsi échoué à imposer un code « normal » de la nationalité, faisant une place au droit du sol aux dépens de l'unique droit du sang. Il s'est heurté à une résistance viscérale de la population, même si un premier pas important a été fait vers un changement, l'un des plus fondamentaux mais aussi des plus difficiles.

Arnaud Leparmentier

## Joschka Fischer et Hubert Védrine, ministres allemand et français des affaires étrangères

### « Après les changements politiques en France et en Allemagne, il fallait réapprendre à travailler ensemble »

A L'OCCASION de la première réunion du nouveau Forum franco-allemand créé au sommet de Potsdam, en décembre 1998, Joschka Fischer et Hubert Védrine ont accordé, ensemble, un entretien au *Monde* et à l'hebdomadaire allemand *Die Zeit*.

« La «relance» est devenue un terme à la mode dans les relations franco-allemandes.

– Hubert Védrine : Le terme a été employé dès l'été 1998, avant même le changement de gouvernement en Allemagne. Pendant les dernières années du chancelier Kohl, nous étions presque dépassés par notre succès. Après l'euro, il nous a fallu en quelque sorte reprendre notre respiration, mesurer le chemin parcouru, regarder l'avenir et redessiner les grands objectifs. La relation franco-allemande ne relève pas de la magie mais du travail politique. Après les changements politiques en France en 1995 et 1997, en Allemagne en 1998, il fallait réapprendre à travailler ensemble. Nous sommes maintenant en bonne position pour dessiner ensemble une vision commune de l'avenir de l'Europe.

– Joschka Fischer : Ni en France ni en Allemagne, il ne se trouve quelqu'un pour penser sérieusement qu'on puisse remplacer les relations franco-allemandes comme moteur de l'unification européenne.



JOSCHKA FISCHER

– On a eu tendance à oublier ce précepte.

– J. F. : Tout président de la République, tout chancelier, qui mène une autre politique, serait condamné à échouer.

– Tout le monde n'en a pas été toujours convaincu.

– J. F. : J'ai défendu cette thèse depuis le début. On l'a maintenant compris. Au conseil européen de Berlin, on a créé avec l'Agenda 2000 la première condition pour l'élargissement de l'Union européenne (UE). Avec la réforme des institutions, la France va créer la deuxième condition pendant sa présidence. J'espère qu'au 1<sup>er</sup> janvier 2003, l'UE sera en mesure d'accueillir de nouveaux membres, selon l'avancement des négociations.

– Le chancelier Schröder a parlé d'un triangle avec la Grande-Bretagne.

– J. F. : Permettez-moi une réponse ironique : dans tout mariage, il y a des regards en coin. Mais notre mariage est d'une qualité telle que tout ça n'est que péripéties. D'ailleurs, les relations avec la Grande-Bretagne ont un bon complément.

– H. V. : Il y a trop de gens qui jouent à se faire peur avec « la crise ». Toute divergence dans les négociations est interprétée comme un drame. Il faut être plus serein. On peut enrichir la coopération franco-allemande par d'autres relations, on peut l'ouvrir, on ne peut pas la remplacer.

– En Allemagne, on a eu le sentiment que Jacques Chirac se comportait parfois plus en ministre de l'Agriculture qu'en chef d'Etat.

– H. V. : Il y a des intérêts, des traditions et aussi des personnalités différentes. Mais ce qui est décisif, c'est de dépasser les tensions pour progresser.

– H. V. : La France a toujours défendu en même temps ses intérêts agricoles et l'Europe.

– J. F. : Je sais l'importance délicate accordée à l'agriculture dans les deux pays. Pourtant malgré toute ma sympathie pour la cuisine et les produits français, je voudrais rappeler que la France est un pays de l'industrie et des services !

– Pensez-vous qu'il faille élargir le champ des réformes institutionnelles européennes ?

– J. F. : Nous espérons que les réformes seront décidées sous la présidence française...

– H. V. : ... négociation qui commencera sous la présidence portugaise. Nous ferons tout notre possible pour les mener à bien. Si cela s'avérait impossible, elles aboutiraient sous la présidence suédoise.

– J. F. : Quel cauchemar si cela devait durer trop longtemps !

– H. V. : Aussi j'espère qu'avec l'aide de tout le monde nous y arriverons. Mais si on veut se fixer une date à nous-mêmes, une date pas trop éloignée, il ne faut pas trop charger la barque.

– J. F. : Nous voulons que l'UE soit en mesure de s'élargir au 1<sup>er</sup> janvier 2003. Nous ne voulons rien qui puisse conduire à un retard ou à un ajournement.

– H. V. : 2003, pour que l'UE soit prête, pourquoi pas ? On verra à Helsinki...

– M. Fischer, l'Allemagne fera-t-elle preuve un jour d'autant d'indépendance que la France vis-à-vis des Etats-Unis ?

– J. F. : Je ne resterais pas assez longtemps en fonction... Nous, Allemands, avons dû et devons trouver un équilibre entre nos intérêts européens – c'est-à-dire dans une large mesure franco-allemands – et nos intérêts atlantiques. Notre priorité est clairement l'unification européenne. Lorsque je fais le bilan de cette année, je constate que la coopération la plus étroite a eu lieu entre Paris et Bonn-Berlin ; que la coopération étroite avec Washington est quelque chose que nous avons en commun. Les intérêts purement européens pèsent de plus en plus lourd.

– Cet intérêt commun peut-il se manifester, par exemple, par rapport à la Serbie ?

– H. V. : Nous estimons que, pour débloquer la situation et atteindre ses objectifs, l'Europe doit reprendre l'initiative.

– J. F. : Les six mois qui viennent sont très importants. Nous devons mettre au point une stratégie efficace en faveur de la démocratisation.

– Une levée partielle des sanctions fait-elle partie de cette stratégie ?

– J. F. : C'est dans la cuisine, ce n'est pas encore dans l'assiette.



HUBERT VÉDRINE

– Face à la guerre en Tchétchénie, que peuvent dire et faire les Européens ?

– J. F. : Selon moi, la Russie commet une erreur si elle recherche une solution militaire. Cela renforce les islamistes et provoque une catastrophe humanitaire. Ce conflit ne doit pas être mené sur le dos des populations civiles. Nous sommes intéressés au respect des droits de l'homme et à la stabilité de la Russie. Mais nos possibilités d'agir de l'extérieur sont limitées. Il s'agit d'un territoire russe à l'intérieur de frontières reconnues.

– H. V. : Nous reconnaissons évidemment l'intégrité territoriale russe et la nécessité de lutter contre le terrorisme. Mais cela ne justifie pas cette escalade. Il ne peut pas y avoir à cette crise une solution purement militaire. Nous sommes consternés par les victimes civiles. Nous souhaitons qu'un processus politique s'engage pour parvenir à une solution politique pour la Tchétchénie, qui s'intègre dans une réflexion d'ensemble sur l'avenir du Caucase du Nord.

– Les Occidentaux ne devraient-ils pas exiger une présence des organisations internationales en Tchétchénie, comme lors de la guerre de 1994-1996 ?

– H. V. : Pour que nous puissions nous servir de l'OSCE [Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe], il faudrait que les Russes acceptent. Nous n'en sommes pas là et c'est bien pourquoi nous voulons les convaincre de revenir à une approche politique.

– J. F. : L'OSCE est régie par le principe de l'unanimité...

– ... moins une voix, celle du pays concerné, en l'occurrence la Russie.

– J. F. : La Russie sait qu'elle doit consulter ses voisins, conformément aux accords internationaux.

Sinon, c'est toute la région qui sera déstabilisée.

– La crise tchétchène est-elle la première épreuve de vérité pour M. PESC ?

– H. V. : Javier Solana est certainement la personne la mieux à même d'inventer cette fonction. Il facilitera la coordination et la mise en œuvre de la partie commune de la politique étrangère. Sur quoi ? Nous verrons avec lui. Il y a tellement à faire que ça ne prendra du travail à personne. Il faut éviter un contresens : la politique étrangère commune européenne ne se développera pas en brisant les politiques étrangères nationales dynamiques. Au contraire. Nous ne devons pas, parce que nous avons créé un M. PESC, aller vers le plus petit dénominateur commun. Il faut harmoniser à la hausse, comme en matière sociale. Je sais que c'est l'état d'esprit de Javier Solana.

– J. F. : Dans l'affaire tchétchène, les Russes observent attentivement les positions nationales : de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne et avant tout des Etats-Unis. Javier Solana aura certes une importante fonction de coordination, mais les Russes commencent seulement à comprendre ce qu'est vraiment l'Union européenne.

– Les grands pays continueront donc à donner longtemps le ton dans les affaires internationales ?

– J. F. : Les grands pays doivent veiller à cet égard à ne pas donner l'impression aux petits qu'on est en train de se créer une sorte de Conseil de sécurité européen. Il convient de trouver le juste équilibre entre les petits et les grands pays avec leurs intérêts historiques et leur dynamique propre. C'est exactement le secret de l'UE : établir un équilibre. Dans les Balkans, les petits pays et les pays n'appartenant pas à l'OTAN se sont engagés. C'est une évolution positive. Nous sommes plus avancés dans la réalité que dans les institutions.

– H. V. : Les pays les mieux placés ne sont pas forcément les « grands ». Dans l'affaire du Timor, les quinze ont reconquis le Portugal comme chef de file. »

Propos recueillis par Daniel Vernet et Roger de Weck (« Die Zeit »)

Gérard Desportes et Laurent Mauduit  
**LA GAUCHE IMAGINAIRE**  
et le nouveau capitalisme  
Grasset

Jospin est-il de gauche ?

document Grasset

# Paris et Londres souhaitent un compromis avec Bruxelles dans la « guerre du bœuf »

Le ministre français de l'agriculture cherche « une porte de sortie fondée scientifiquement »

Les autorités françaises et britanniques s'inquiètent des conséquences politiques de la tension en hausse dans les deux pays, après la déci-

sion de la France de refuser d'appliquer la décision de la Commission européenne de lever l'embargo sur le bœuf en provenance du

Royaume Uni. Paris étudie des mesures de renforcement des contrôles, qui, s'ils étaient acceptés par Londres, permettraient de régler la crise.

A DÉFAUT des médias, qui, à l'exception de quelques journaux comme *The Guardian* ou *The Independent*, poursuivent leur croisade anti-française, appellent au boycottage des produits de l'Hexagone et consacrent une large place à la « guerre du bœuf » entre les deux pays, le gouvernement britannique fait désormais des efforts pour essayer de calmer le jeu.

Le premier ministre britannique Tony Blair attend avec espoir le verdict des experts de la Commission européenne réunis jeudi 28 et vendredi 29 octobre. Cependant, assiégé par une opposition conservatrice qui réclame à cor et à cri une politique « d'œil pour œil dent pour dent » contre Paris, M. Blair, qui ne souhaite pas se couper de son opinion, a téléphoné mardi après-midi à son homologue français Lionel Jospin pour, selon son porte-parole, lui « rappeler qu'il est toujours dans l'illégalité en ce qui concerne l'interdiction de vente de bœuf anglais en France et demander la levée de cette mesure ». Cette gestulation politique s'accompagne cependant de propos modérés démontrant que, de part et d'autre de la Manche, on cherche une porte de sortie. Celle-ci, dit-on dans l'entourage du premier ministre britannique, pourrait être trouvée si les experts de la Commission décidaient en fin de semaine de fournir à Londres « une victoire légale », en proclamant la conformité sanitaire du bœuf anglais.

## ESCALADE VERBALE

Le chancelier de l'Echiquier, Gordon Brown, a déclaré mardi que son gouvernement demanderait alors « immédiatement » à la Commission de Bruxelles d'intenter une action en justice contre Paris. Paradoxalement, la situation entre les deux pays s'en trouverait améliorée, ce genre d'action pouvant prendre des mois, le temps de calmer les esprits de part et d'autre du Channel. Déjà, la petite manifestation « symbolique » organisée mardi 26 par quelques dizaines d'agriculteurs français mécontents des appels au boycottage de leurs produits en Angleterre, qui ont bloqué pendant deux heures le tunnel sous la Manche, a fait l'ouverture du très populaire journal de 21 heures de



la BBC, accompagné d'un commentaire lapidaire du présentateur...

« Nous cherchons une porte de sortie fondée scientifiquement (...) La France n'a pas souhaité cette crise et ne s'y complait pas ». C'est en ces termes que Jean Glavany, ministre français de l'agriculture, s'est exprimé à Luxembourg, mardi 26 octobre. Après avoir répété qu'il n'y avait aucune arrière-pensée protectionniste dans l'embargo maintenu par Paris sur les viandes bovines britanniques, il a demandé que cesse l'actuelle escalade verbale, qui pourrait, dit-il, s'avérer dangereuse. En attendant, comme « les conditions d'un dialogue serein ne sont pas réunies », il n'ira pas, comme c'était prévu, ce week-end à Londres rencontrer son homologue Nick Brown, mais accompagnera Lionel Jospin dans son déplacement à la Martinique.

Sortir de la crise, mais comment ? « Qu'est ce qui peut nous faire changer d'avis, sinon un changement d'avis des scientifiques ? », s'est interrogé le ministre français. Car la décision de Paris « n'est que la traduction politique d'un doute exprimé par les experts ». Compte tenu des zones d'ombre qui caractérisent les connaissances sur l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB ou maladie de la « vache folle ») M. Glavany pense que les doutes actuels ne disparaî-

tront pas rapidement. Ils se sont encore manifestés lundi lors de la réunion du « groupe de travail ESB » de la Commission, puisque celui-ci n'est pas parvenu à un consensus (*Le Monde* du 27 octobre). Désormais la balle est dans le camp du « Comité scientifique directeur » (CSD) de la Commission, qui se réunira les 28 et 29 octobre. Ensuite, la Commission elle-même sera bientôt en première ligne.

## MESURES À L'ÉTUDE

« Entre le rétablissement de l'embargo et le refus de prendre en compte les doutes français, il existe certainement des solutions intermédiaires qui peuvent servir de compromis scientifique et politique », observait mardi M. Glavany. Une piste que la France est apparemment prête à explorer. Quel pourrait être le scénario de sortie de crise ? A Paris, on n'imagine pas, pour l'heure, que la France puisse revenir sur sa décision sans obtenir une sérieuse contrepartie britannique. Différentes mesures sont actuellement à l'étude qui pourraient être demandées afin de réduire le risque, pour le consommateur français, d'être exposé à des viandes potentiellement contaminées par l'agent de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB). Au niveau gouvernemental, on évoque notamment l'abattage de l'ensemble des animaux des troupeaux dans lesquels sur-

viennent des cas d'ESB, mesure mise en œuvre en France à laquelle Londres s'est toujours refusée. On évoque aussi une amélioration du système de traçabilité des animaux, du type de celui en vigueur en Irlande du Nord. En toute hypothèse, Paris serait contraint, avant de lever l'embargo, de saisir une nouvelle fois l'AFSSA (Agence française de sécurité sanitaire des aliments) et de suivre, comme il l'a toujours fait depuis 1996, les conclusions du groupe des experts présidé par le docteur Dominique Dormont.

Mais pourra-t-on augmenter les exigences déjà posées pour autoriser la reprise des exportations de bœuf britannique, alors que celles déjà imposées par la décision de la Commission sont des plus sévères ? Aux yeux de Jean Glavany, le problème est très théorique, la crise n'étant que virtuelle. « Il n'y a pas de demandes actuellement pour le bœuf britannique en Europe. Les Anglais le reconnaissent eux-mêmes. Ils sont à la recherche d'un symbole » a-t-il déclaré mardi. Maîtrisant son discours dans une affaire où la France sait qu'elle a pris une décision politique qui pose problème à la fois à la Commission et aux Anglais, le ministre français de l'agriculture semble être moins à l'aise lorsqu'on aborde le rapport des experts bruxellois sur le recyclage des boues provenant des stations d'épuration dans la fabrication des farines animales en France. Le fait que les éleveurs français donnent à leurs bêtes des aliments ayant pu contenir des matières fécales offre évidemment des arguments de poids à ceux qui, outre-Manche, cherchent la guerre. Jean Glavany admet des fraudes, qui méritent « des sanctions sévères ». Pour le reste, il ne veut voir qu'une ambiguïté dans la définition de la réglementation communautaire concernant les boues utilisables.

Patrice Claude (à Londres), Philippe Lemaître (à Bruxelles) et Jean-Yves Nau

# L'opposition serbe demande la levée des sanctions contre Belgrade

Les Etats-Unis appellent les opposants à s'unir

## BELGRADE

de notre envoyée spéciale

L'opposition serbe multiplie les démarches auprès des Occidentaux pour tenter d'obtenir une levée des sanctions qui frappent la Yougoslavie (Serbie et Monténégro) depuis 1992 pour sa responsabilité dans les dernières guerres balkaniques. Au moment où des dissensions se sont ravivées en son sein et où les manifestations anti-Milosevic marquent le pas, l'opposition s'emploie à rehausser son image auprès du public serbe, pour lequel les sanctions relèvent essentiellement d'un « complot » étranger, dans une paranoïa nationale que les bombardements de l'OTAN ont renforcée.

Avant de se rendre voici quelques jours en Hongrie, où il s'est entretenu, comme d'autres opposants, avec l'émissaire américain pour les Balkans, James Dobbins, le chef de file de l'Alliance pour le changement (SZP), Zoran Djindjic, avait pris soin d'expliquer les raisons de son voyage que la propagande du régime a vilipendé comme un « acte de trahison au profit des Etats agresseurs ». « Nous avons réussi à rendre certains pays européens moins réticents face à l'idée de lever les sanctions, notamment l'Allemagne et l'Autriche, affirmait M. Djindjic, il nous faut aussi convaincre l'administration américaine. » Il ajoutait que l'opposition « demanderait de façon insistante » aux Occidentaux des mesures de protection pour les Serbes du Kosovo, et plus d'aide humanitaire pour la Yougoslavie.

## REFUSER LES VISAS

Les opposants serbes estiment que les sanctions internationales (embargos aérien et pétrolier, mise à l'écart des institutions financières internationales, investissements bloqués) pèsent sur la population, et non sur le régime. Ils se sont heurtés, à Budapest, à un nouveau refus des responsables américains, pour lesquels un relâchement de l'état aurait « des effets financiers bénéfiques pour le régime de Slobodan Milosevic », a

noté le coordonnateur du SZP, Vladan Batic. Selon M. Djindjic, l'émissaire américain James Dobbins a accepté cependant d'« étudier » l'idée de conditionner un allègement des sanctions à la tenue en Serbie d'élections « libres et équitables », réclamées par les partis anti-Milosevic. En novembre, un groupe d'opposants serbes doit se rendre à Washington pour poursuivre les discussions. Le chef du petit parti Alliance civique, Goran Svilanovic, a indiqué que les Etats-Unis et l'Union européenne pourraient en outre augmenter le nombre de personnalités serbes interdites de visas à l'Ouest, une forme de sanction que les opposants jugent adéquatement « ciblée » contre le régime et son entourage.

Les diplomates américains, qui organisent depuis l'été, au Monténégro et en Hongrie, des rencontres régulières avec l'opposition serbe, ont de nouveau appelé celle-ci à s'unir et misent pour cela sur les qualités de « rassembleur » de l'ancien gouverneur de la Banque centrale yougoslave, Branimir Avramovic, le candidat désigné par le SZP pour diriger un éventuel gouvernement de transition. Mais la difficulté de cette tâche a encore été illustrée par l'absence de représentant du Parti du renouveau serbe (SPO) de Vuk Draskovic aux discussions de Budapest qui se sont achevées mardi 26 octobre. Le SPO a invoqué des « problèmes techniques ».

A Belgrade, l'agence officielle Tanjug a par ailleurs accusé l'ancien premier ministre yougoslave, Milan Panic, membre du SZP, d'avoir « appelé les Etats-Unis à renverser par des moyens sanglants » le pouvoir de Belgrade. Evoquant la chute du général Noriega après l'invasion de Panama par des troupes américaines, M. Panic, présent à Budapest, avait suggéré que Washington emploie « des méthodes plus fortes » que des sanctions économiques pour venir à bout de Slobodan Milosevic.

Natalie Nougayrède

# Tirant les leçons des Balkans, Paris projette de construire un avion de guerre psychologique

THÉÂTRES bosniaque et kosovar confondus, c'est l'une des leçons de la crise des Balkans : la France a mis en chantier le projet d'un avion de guerre psychologique, à l'instar des Etats-Unis qui disposent déjà d'un tel appareil. Sous le contrôle de responsables des opérations spéciales, l'avion de guerre psychologique est conçu pour court-circuiter les gammes radio et télévision des pays qu'il survole et y substituer la diffusion de programmes spécifiques censés influencer la population.

Outre-Atlantique, l'avion a été baptisé *Commando Solo*. Il en existe huit en service au 193<sup>e</sup> escadron des opérations spéciales de la garde nationale américaine, à Harrisburg, en Pennsylvanie. L'avion est un C-130 Hercules d'origine, aménagé pour la réception, la modulation et l'intrusion dans les émissions radio et télévision hautes, très hautes fréquences et modulation de fréquences. En onze semaines de l'opération « Force alliée », l'un de ces *Commando Solo*, depuis sa base de Ramstein, en Allemagne, a, avec une douzaine de personnes à bord, accompli plus de 80 missions sur la Yougoslavie, interrompant les émissions régulières serbes pour les remplacer par des messages radio ou télévisés (en couleurs). De la sorte, l'OTAN a pu diffuser une information qui n'était pas censurée, pas même brouillée, par le régime du président yougoslave, Slobodan Milosevic. Les Etats-Unis ont

commandé trois autres *Commando Solo*, encore plus perfectionnés. Deux sont en chantier chez Lockheed Martin, à Palmdale en Californie, de façon à pouvoir entrer en service à partir de fin 2001.

## CONTRE LA DÉSINFORMATION

Pendant l'opération « Force alliée », les armées françaises, par le biais de leur commandement des opérations spéciales (COS), chargé de l'action psychologique, ont fourni une demi-heure de programmes, en serbe, insérée dans une émission d'une heure et demie diffusée deux fois par jour par le *Commando Solo* américain et renouvelée chaque semaine. Le programme conçu par les Français se voulait une explication des efforts de paix conduits par la communauté internationale pour l'avenir de la Yougoslavie, face, disent les commandos-psy, à « l'information déformée des médias serbes ».

Aujourd'hui, le ministère français de la défense étudie le moyen de disposer de son propre avion de guerre psychologique. Le groupe Thomson devrait valider le projet, à partir d'un C-160 Transall récupéré sur un escadron de quatre appareils de ce type – baptisés Astarté – dédiés à la transmission, en toute sûreté, des ordres de tir éventuellement donnés par le gouvernement aux sous-marins lance-missiles stratégiques. Cette flotte était, tout ou partie, maintenue en permanence en vol, au cas où les stations de communi-

cation au sol étaient neutralisées. Avec la fin de la guerre froide, le réseau Astarté n'est plus aussi indispensable.

Les équipes militaires du COS ont déjà eu l'occasion d'installer, début 1994, à Sarajevo, une radio, dénommée Azur FM, qui a fourni, au profit des forces françaises et de la population bosniaque, dix-neuf heures de programmes informatifs et musicaux chaque jour, en alternance avec RFI la nuit. Une autre radio, Accord Radio, a fonctionné selon le même mode à Mostar. Le COS a ensuite été relayé par le service de presse des armées.

En intervention extérieure dans les Balkans, l'armée française semble vouloir renouer avec le concept de l'action psychologique et de la lutte contre la désinformation. Elle paraît vouloir s'y préparer dans le cadre de sa professionnalisation. Au sein du COS, le bureau dit « des actions d'influence », avec son lot de réservistes spécialisés, y contribue à sa façon. Et cela, plusieurs décennies après les balbutiements – visibles oubliés ou surmontés – des « opérations-psy » de la guerre d'Algérie, quand le 5<sup>e</sup> bureau, disparu depuis, s'était signalé par ses manipulations de l'opinion, des deux côtés de la Méditerranée, et par ses complexités plus ou moins avouées avec des chefs militaires putchistes de l'époque.

Jacques Isnard



# BREITLING

1884



LES ESPRIT DE L'AÉRONAUTIQUE. LES ESPRIT BREITLING.

En aéronautique, chaque composant doit être officiellement certifié. Cet esprit, nous l'appliquons depuis toujours à la fabrication de nos montres-instruments.

Nos mouvements remplissent tous les critères de précision et de fiabilité requis pour l'obtention du certificat de chronomètre. On ne devine pas le fournisseur attiré de l'aviation par hasard.

OLD NAVITIMER. Chronographe automatique. Le montre-instrument préférée des aviateurs depuis 1952, avec sa fameuse règle à calcul circulaire.

www.breitling.com

64, Rue Pierre Charron - 75008 PARIS  
Tel. 01 45 61 40 40 - Fax 01 45 61 40 50  
BREITLING FRANCE TÉL. 01 56 43 67 00

**INSTRUMENTS POUR PROFESSIONNELS™**



## Le nouveau gouvernement indonésien souligne la rupture avec l'ancien régime

Le nouveau président, Abdurrahman Wahid, donne la priorité à la lutte contre la corruption et au redressement de la situation économique après deux années de marasme

### BANGKOK

de notre correspondant  
en Asie du Sud-Est

En présentant rapidement un cabinet éclectique de trente-cinq membres, le nouveau président indonésien, Abdurrahman Wahid, a exprimé une nouvelle fois son talent à prendre les gens dans le sens du poil tout en maintenant le cap. Dans un pays en pleine mutation, l'« unité nationale » ne se réalise pas au prix d'une compromission avec les éléments les plus corrompus des administrations précédentes, quitte à promouvoir des personnalités manquant d'expérience. Les « quelques compromis » reconnus par le chef de l'Etat – mieux connu sous le nom de Gus Dur – se sont faits au nom du consensus et de la reconnaissance de la majorité qui l'a porté, le 20 octobre, à la présidence.

Pour sortir le vaste archipel du marasme dans lequel il se retrouve après deux années de crise, Gus Dur s'appuie sur Kwik Kian Gie, fidèle collaborateur de la vice-présidente, Megawati Sukarnoputri, et critique, de longue date, des méthodes de l'ancien régime. Ce ministre coordonnateur de l'économie et des finances sera assisté par Bambang Sudibyo, un universitaire respecté promu ministre des finances, et par Laksamana Sukardi, conseiller économique de Megawati et nommé secrétaire d'Etat pour les investissements et la supervision des entreprises publiques.

### L'INTÉGRITÉ DU TERRITOIRE

D'origine chinoise et de formation néerlandaise, Kwik Kian Gie a abandonné les affaires en 1996 pour soutenir Megawati et dénoncer les mœurs économiques sous Suharto, notamment la collusion entre le pouvoir et les conglomérats chinois. Il n'a aucune expérience de la gestion macro-économique. C'est également le cas de Bambang Sudibyo, universitaire et proche collaborateur d'Amien Rais, lequel a aidé Gus Dur à conquérir la présidence la semaine dernière. Le ministre du commerce et de l'industrie, Yusuf Kalla, est un homme d'affaires qui appartient à un troisième courant politique, le Golkar des anciens présidents Suharto et Habibie. Laksamana Sukardi est un consultant respecté. Aucun des quatre n'est, toutefois, proche de Gus Dur.

La cohésion de cette équipe dépendra donc, en partie, des conseillers dont ils vont s'entourer et de leur capacité à faire passer leurs messages au président qui paraît vouloir trancher en dernier ressort. L'objectif le plus immédiat semble la reprise des crédits gérés par le FMI et qui ont été suspendus pen-

dant quelques mois à la suite de scandales financiers. Un moment favorable au rétablissement du lien entre la roupie indonésienne et le dollar, Kwik Kian Gie a, depuis, fait marche arrière en se déclarant convaincu que l'Indonésie doit « appliquer le programme de réformes du FMI ».

Gus Dur s'est donné comme deuxième priorité l'intégrité d'un territoire dont il rappelle volontiers qu'il est, avant tout, maritime. L'armée de terre perd, pour la première fois, le commandement des forces armées, confié à un marin, l'amiral Widodo Adi Sutjipto, dont le corps militaire est le moins corrompu et le moins impliqué dans les brutali-

voir politique, ainsi que l'avait réclamé publiquement, en septembre à Djakarta, le secrétaire américain à la défense, William Cohen.

A la fois produit du monde rural javanais et cosmopolite, Gus Dur introduit d'autres nouvelles notes dans la direction du pays. Nommé attorney general, Marzuki Darusman, chef de l'aile libérale du Golkar et président de la Commission officielle des droits de l'homme, se retrouve en première ligne dans la lutte contre la corruption. Les partis musulmans sont rassurés avec l'octroi de quelques ministères, notamment ceux de la justice et des forêts. Les équilibres régionaux sont également respectés.

### Réouverture de l'enquête sur la fortune de Suharto

Les nouvelles autorités indonésiennes ont annoncé, mercredi 27 octobre, leur intention de rouvrir l'enquête sur les accusations de corruption et d'enrichissement personnel visant l'ancien président Suharto, et de le traduire en justice. « Le dossier doit être traité par les services du procureur, a expliqué le procureur général, Marzuki Darusman. Ces services pourront, s'ils le souhaitent, relancer l'enquête dans d'autres directions inexploitées. » La première enquête était centrée sur les œuvres caritatives dirigées par l'ancien président. Le 11 octobre, le gouvernement indonésien avait annoncé l'abandon, pour manque de preuves, de cette enquête contre Suharto pour abus de pouvoir et mauvais usage de fonds publics.

Le gouvernement compte également poursuivre d'autres enquêtes en cours et celle qui concerne notamment le scandale de la faillite l'établissement Bank Bali.

tés de multiples répressions. Une autre « première » est la nomination au portefeuille de la défense d'un civil, Yuwono Sudarsono, un ancien ministre respecté de l'éducation et qui a dirigé l'Institut supérieur d'études militaires.

Même s'ils n'occupent plus que six portefeuilles, les militaires ne sont pas pour autant chassés du gouvernement puisque deux généraux « réformateurs », Susilo Bambang Yudhyono et Agum Gumelar, héritent respectivement du ministère des mines et de l'énergie ainsi que de celui des communications. « Ne pensez pas que les militaires soient fous. (...) Ils sont responsables, ils savent pourquoi la société change (...) et qu'ils ont à changer d'attitude à l'égard de la société », a commenté Gus Dur.

### RAMENER LA PAIX CIVILE

Le grand perdant semble être le général Wiranto, relégué vers le poste sans troupes de coordonnateur de la sécurité et des affaires politiques après avoir cumulé, pendant près de deux ans, les fonctions de ministre de la défense et de commandant en chef des forces armées. Cette réorganisation suggère également un glissement vers un contrôle des militaires par le pou-

Cette alchimie, qui ne laisse pas de place aux personnalités corrompues de l'ancien régime, se jugera à l'expérience. Gus Dur a déjà annoncé qu'avec l'aide de Megawati, il entend ramener la paix civile dans les régions les plus affectées : il s'occupera lui-même de la province d'Atjeh (nord de Sumatra), où l'armée se bat contre un fort mouvement séparatiste, tandis que la vice-présidente sera en charge de l'Irian Jaya, où le courant indépendantiste s'est renforcé, et des Moluques, sinistrées par des affrontements entre chrétiens et musulmans.

Il a également l'intention de corriger l'image de l'Indonésie à l'étranger. Le leader est-timorais, Xanana Gusmao, auquel Gus Dur a rendu plusieurs visites avant sa libération, pourrait être reçu rapidement à Djakarta. Le président indonésien se rendra début décembre en Chine et dans les capitales de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, avec l'assistance d'Alwi Shihab, un intime qu'il a nommé ministre des affaires étrangères. Il s'agit donc également de relancer une diplomatie brisée par le fiasco timorais.

Jean-Claude Pomonti

## Le fossé entre Marocains et Sahraouis se creuse au Sahara occidental

Les manifestations de septembre ont accentué le clivage entre communautés

Le Front Polisario (indépendantiste) a lancé, mardi 26 octobre, un appel aux Sahraouis pour qu'ils manifestent, dimanche, en mémoire des victimes de la « ré-

pression » du mois de septembre. De son côté, le roi Mohammed VI a ordonné, lundi, de mobiliser des crédits pour lutter contre le chômage au Sahara occidental.

### EL AYOUNE

(Sahara occidental)  
de notre envoyé spécial

La jeune Sahraouie parle d'une voix basse en servant le thé. Ses voisins sont Marocains et les cloisons de l'appartement bien minces : elle redoute les oreilles indiscrettes. Lorsque le téléphone sonne, instinctivement, tout le monde se tait.

D'avoir milité en faveur de l'indépendance du Sahara occidental a valu à la jeune femme de moisir plusieurs années en prison. Elle n'en parlera pas. L'un de ses amis est plus prolix. Kidnappé au début des années 80 par les forces de sécurité pour avoir tenté d'organiser une manifestation, Sadik a passé dix ans en détention, dont quatre les yeux bandés, les mains menottées dans le dos, dans une caserne d'El Ayouné abandonnée par le colonisateur espagnol. La nourriture immangeable, les nuits glacées du Sahara, les brimades, l'absence de contact avec l'extérieur, Sadik pourrait en parler des heures.

Mais au journaliste de passage dans la capitale du Sahara occidental en ce mois d'octobre les Sahraouis préfèrent raconter les « événements » des dernières semaines. Tout a commencé dans la nuit du mercredi 22 au jeudi 23 septembre, lorsque la police a dispersé un sit-in d'étudiants et de diplômés chômeurs dans le centre d'El Ayouné. Depuis dix jours qu'ils campaient dans le centre-ville, des handicapés, des retraités des mines de phosphate les avaient rejoints. Chacun avec son cahier de revendications : les pensions qui ne suivent pas le coût de la vie, la ségrégation sociale... Sur les 300 manifestants, la police en aurait blessé une centaine, tandis qu'une trentaine d'handicapés étaient jetés sans ménagement à la périphérie de la ville.

### LA JUSTICE SÉVIT

Quatre jours plus tard, les étudiants sont revenus pour protester contre l'intervention policière. La manifestation était autorisée mais, au moment de la dispersion, les Sahraouis ont vu débouler sur eux plusieurs centaines de Marocains armés de cailloux, de bâtons. « Ils tapaient sur nous et criaient : "Le Sahara est marocain !". Ils nous ont poursuivis jusque dans nos quartiers », raconte un jeune diplômé chômeur. « Les gens du Nord [les Marocains] étaient appuyés par la police. Ils ont brûlé des voitures, brisé nos échoppes », ajoute un vieux cheikh à barbichette avant d'exhiber, comme d'autres Sahraouis, des photos des coups reçus sur le corps.

Les manifestations de septembre n'ont pas surpris les Sahraouis. Déjà, l'été dernier, lors du décès de Hassan II, tandis que les Sahraouis, conformément à leur tradition, marquaient le deuil en lisant des versets du Coran chez eux, les Marocains défilaient dans les rues aux cris de « Mort aux adversaires de la monarchie ! » Cette incompréhension était de mauvais augure. Depuis, le calme est revenu. L'armée a remplacé la police pour le maintien de l'ordre. Dans les bidonvilles d'El Ayouné où s'entassent les tribus sahraouies, des soldats patrouillent, matraque à la main. Des ministres sont descendus de Rabat écouter les doléances de la population. Avant de repartir, ils ont promis des changements. Et la justice sévit. Elle a eu la main très lourde : alors qu'aucun mort n'est à déplorer, 27 Marocains ont été condamnés à des peines de dix à quinze ans de prison ferme. Parmi eux, pas un policier. « Nous n'avons été saisis d'aucune plainte les concernant », assure le président de la cour d'appel, cheikh Malanine Larabes.

Les incidents de ces dernières semaines ont au moins eu le mérite de délier les langues et de mettre en pièces un mensonge. Celui, colporté depuis des années par les autorités marocaines, d'un Sahara occidental où Sahraouis et Marocains

### Le référendum reporté à 2002 ?

Le référendum sur l'avenir du Sahara occidental, prévu pour le 31 juillet 2000, ne pourra se tenir à la date prévue. Trop de problèmes liés à la préparation du scrutin restent à résoudre, admettent sous couvert d'anonymat les milieux diplomatiques. L'ONU, chargée de dresser la liste électorale des Sahraouis appelés à voter, a recensé jusqu'ici 147 000 électeurs. Mais 79 000 personnes ont fait appel (il s'agit de Sahraouis qui n'ont pas été retenus sur les listes électorales ou qui contestent la présence d'un électeur retenu par l'ONU), ce qui risque de transformer la procédure d'appel en « identification bis ». 80 % des appels ont été présentés par le Maroc et 20 % par le Polisario (partisan de l'indépendance). Par ailleurs, l'identification des trois dernières tribus sahraouies prend du retard, et il faudra compter avec de nouvelles procédures d'appel. Régulièrement repoussé depuis 1992, le référendum ne pourra se tenir avant 2002, assurent des diplomates.

cohabiteraient harmonieusement dans cette cité de quelque 200 000 habitants. « La répression a clarifié la situation. Avant, entre communautés, on s'ignorait. Maintenant, au moins, on connaît le vrai caractère des Marocains. Ils ne sont soutenus que par quelques riches familles de nobles Sahraouis qui contrôlent le port », accuse un jeune homme. « Nous sommes des colonisés, des citoyens de seconde zone. On n'est autorisé à dire que deux choses : "Vive le roi !" et "Le Sahara occidental est marocain". Que les Marocains repartent chez eux ! », lance la jeune Sahraouie.

### « PRIVÉS DE TRAVAIL »

Même les Sahraouis modérés, pro-Marocains pour certains d'entre eux, dénoncent le sort fait à leur communauté. « Les Sahraouis ont peur. Ils sont privés de travail. Les emplois sont réservés aux gens du Nord », dit le vieux cheikh. Largement partagée par la communauté sahraouie, la lassitude est telle que les espoirs de changement suscités au Nord par le nouveau roi, Mohammed VI, semblent s'être perdus entre Rabat et El Ayouné. « Le roi, il est peut-être bien, mais le problème, c'est qu'il y a trop de gens du Nord chez nous », résume un autre Sahraoui.

En réalité, tout a été fait pour inciter les « gens du Nord » à émigrer vers les « provinces du Sud ». Prime pour les fonctionnaires, facilité de logement, produits de première nécessité subventionnés : aujourd'hui, sept habitants d'El Ayouné sur dix, selon des estimations officieuses, sont d'origine marocaine. Que ce soit au port de pêche ou de commerce (d'où est exporté le sable du désert déversé sur les plages des îles Canaries), dans les mines de phosphate ou au sein de l'administration, les emplois vont en priorité aux Marocains.

La défiance des Sahraouis est de mauvais augure pour Rabat. En juillet 2000, un référendum devait décider, en principe, de l'avenir du Sahara occidental : rattachement au royaume ou indépendance. Jusqu'ici, le ministère de l'intérieur, en charge du dossier à Rabat, a toujours clamé que les Sahraouis vivant dans le territoire sous contrôle marocain voteraient sans états d'âme pour le rattachement. Depuis septembre, nombre de Marocains ont découvert que la réalité était sans doute différente. La tenue de cette consultation apparaît des plus improbables. Dans ces conditions, « le Sahara occidental va se transformer en un nouveau Timor », prévient un Sahraoui.

Jean-Pierre Tuquoy



# FRANCE

LE MONDE / JEUDI 28 OCTOBRE 1999

**OUTRE-MER** Lionel Jospin commençait, mercredi 27 octobre, par la Martinique, un voyage de quatre jours dans les Antilles françaises. Dans un climat social tendu, le

premier ministre devait insister davantage sur l'aide au développement économique que sur d'éventuelles évolutions institutionnelles, et encourager la coopération avec l'envi-

ronnement caraïbe. Il devait annoncer de nouveaux abaissements de charges sociales pour les entreprises. ● LA BANANE, qui est l'un des principaux produits antillais, redevient un

problème à l'approche du nouveau cycle de négociations commerciales internationales et alors que les exportations sont en baisse. ● AIMÉ CÉSAIRE, toujours maire de Fort-de-

France, devait recevoir, jeudi, la visite de M. Jospin, après celles de nombreux responsables de la gauche, puis de la droite, attentifs à honorer le grand écrivain antillais.

## Lionel Jospin face aux impatiences et aux inquiétudes antillaises

Le premier ministre visite successivement, pour la première fois depuis son arrivée à Matignon, la Martinique et la Guadeloupe, où règne un climat social difficile et où la mondialisation du commerce fait craindre des difficultés accrues pour les exportations de bananes

LA TENSION observée aux Antilles à la veille de l'arrivée de Lionel Jospin (*Le Monde* du 27 octobre), ne saurait évidemment être, aux yeux du premier ministre, un motif de satisfaction. Peu avant l'élaboration du projet de loi d'orientation pour l'outre-mer, qui doit être présenté au conseil des ministres début 2000, M. Jospin pourrait toutefois s'appuyer sur la multiplicité des revendications catégorielles pour justifier la démarche de son gouvernement, qui entend privilégier la voie du développement économique, à défaut d'engager une réforme institutionnelle de grande ampleur.

En Martinique, où le premier ministre séjournerait mercredi et jeudi, avant de se rendre en Guadeloupe, l'absence de dialogue social se traduit notamment par la durée des conflits (*Le Monde* du 19 octobre). Le plus symbolique d'entre eux, celui du garage Toyota, n'est toujours pas réglé, en dépit du travail de médiation effectué, du 20 au 23 octobre, par un universitaire parisien, Antoine

Lyon-Caen. Le secrétaire général de la Centrale démocratique martiniquaise des travailleurs (CDMT), Christian Ursulet, a indiqué, mardi, que des contacts avaient été noués dans la journée avec le secrétariat d'Etat à l'outre-mer. Selon lui, M. Lyon-Caen devrait reprendre sa médiation afin de trouver une solution rapide à ce conflit.

### BARRAGES LEVÉS

Toute la journée de mardi, des barrages routiers, mis en place à l'appel du syndicat CDMT des transporteurs en soutien aux gravistes du garage Toyota, ont paralysé l'agglomération Fort-de-France-Lamentin-Schoelcher. Ces barrages, dénoncés par une partie de l'intersyndicale, ont été levés en fin d'après-midi. S'ils se sont retirés du fort Saint-Louis - siège, à Fort-de-France, de l'état-major de la marine nationale aux Antilles -, qu'ils occupaient depuis dimanche, les planteurs de banane n'entendent pas rester l'arme au pied, compte tenu des difficultés

que connaît leur secteur d'activité (*lire ci-dessous*).

Pour son premier voyage dans les DOM depuis sa nomination à Matignon, M. Jospin est accompagné de cinq membres de son gouvernement : Jean-Jack Queyranne (outre-mer), Jean Glavany (agriculture), Claude Bartolone (ville), Charles Josselin (coopération) et Marylise Lebranchu (PME). Peu après son arrivée en Martinique, dont le conseil régional est présidé par l'indépendantiste Alfred Marie-Jeanne, le premier ministre devait conclure une conférence sur la coopération régionale. Il devait donner son accord de principe sur une « décentralisation accrue » organisée autour de transferts de compétences aux assemblées locales leur permettant, notamment, de traiter directement, en différents domaines, avec les Etats indépendants des Caraïbes. M. Jospin devait ainsi reprendre à son compte une partie des conclusions du rapport qui lui avait été remis en juin par deux parlementaires, Claude Lise, sénateur (app. PS) de

Martinique, et Michel Tamaya, député (PS) de la Réunion.

Si M. Jospin se montre favorable à l'octroi de davantage de « responsabilités » aux DOM, il est toutefois peu probable qu'il prenne des engagements substantiels en matière institutionnelle. Les résultats du sondage sur l'état de l'opinion dans les quatre départements d'outre-mer, commandé par le secrétariat d'Etat aux DOM-TOM, auront préparé le terrain. Il résulte, en effet, de cette enquête que les « domiens » attendent en majorité (50 %) de nouveaux moyens pour le développement économique plutôt qu'une réforme des statuts (13 %), 6 % seulement des personnes interrogées se prononçant en faveur de l'indépendance (*Le Monde* du 8 octobre). Cette réponse convient tout à fait au gouvernement, où l'on indique que les questions institutionnelles excitent la curiosité alors qu'elles ne sont pas les plus importantes. Stigmatisant, chez certains élus sensibles aux modifications statutaires en cours en Ca-

lédonie ou en Polynésie, un engagement un peu irréflecté pour d'autres statuts, on fait valoir, au gouvernement, le risque d'un système social beaucoup moins protecteur en cas d'abandon de la départementalisation.

### « SALARIÉ OCCASIONNEL »

Il y a déjà fort à faire pour s'attacher aux problèmes économiques et sociaux de l'outre-mer. Ces derniers sont légion, même si l'on considère que le taux de chômage officiel de 30 % n'enregistre pas les effets amortisseurs d'une « économie informelle » particulièrement vigoureuse. Un rapport établi par Bertrand Fragonard, conseiller maître à la Cour des comptes, préconisait d'ailleurs, afin de prendre en compte cette réalité insulaire, la création d'un nouveau statut, celui de « salarié occasionnel » (*Le Monde* du 9 juillet).

Dans l'urgence, le premier ministre apportera des réponses aux producteurs de banane. Aux dirigeants économiques des DOM, qui insistent, de façon générale, pour

que soit mieux prise en compte la spécificité insulaire, M. Jospin proposera de nouveaux allègements de charges sociales pour les entreprises. Le remplacement de la loi Pons, prorogée jusqu'à 2002, pose davantage de problèmes. Au gouvernement, où l'on se dit soucieux d'éviter les abus auxquels a donné lieu ce système fiscal, on observe qu'une politique forte d'abaissement des charges sociales rendrait moins nécessaires des mesures de défiscalisation. Le chef du gouvernement devait engager, aussi, le débat sur les conditions dans lesquelles pourrait être poursuivie la politique d'égalité sociale issue de la départementalisation : en ligne de mire figure l'alignement de différentes allocations, parmi lesquelles le RMI, sur les montants versés en métropole. Quant à la délicate question des surémunérations des fonctionnaires, on indique prudemment, au gouvernement, qu'elle ne fait pas l'objet d'une réflexion aboutie.

Jean-Baptiste de Montvalon

## Aimé Césaire au programme

FORT-DE-FRANCE  
de notre envoyé spécial

Il fut un temps où la droite était au pouvoir, et Aimé Césaire, maire de Fort-de-France depuis 1945, en quarantaine. « Il était considéré comme une espèce de gars subversif, de rebelle permanent prônant l'autonomie », se souvient Camille Darsières, député (apparenté PS), compagnon de route du poète au sein du Parti progressiste martiniquais. Le livre d'or de l'hôtel de ville témoigne du passage de Jules Moch, ministre socialiste des travaux publics, en 1947, et de celui d'André Malraux, onze ans plus tard, alors que se met en place la V<sup>e</sup> République gaulliste. Le général de Gaulle vient lui-même à la rencontre de M. Césaire à deux reprises, le 1<sup>er</sup> mai 1960 et le 22 mars 1964. Par la suite, la majorité des années 60 et 70 ignore l'auteur du *Cahier d'un retour au pays natal* (1939).

Le 25 octobre 1974, en revanche, François Mitterrand, auréolé de sa courte défaite face à Valéry Giscard d'Estaing, signe le registre de l'hôtel de ville en qualité d'« ami et frère ». Le bas de la page suivante, qui annonce, d'une belle écriture manuscrite, que, « le vendredi 13 décembre 1974 à 17 h 15 », le nouveau président de la République « s'est rendu à l'hôtel de ville », est resté vierge. « A 20 heures, raconte M. Darsières, les renseignements généraux ont téléphoné de la résidence préfectorale pour dire que Giscard ne viendrait pas. Ils ont d'abord parlé des risques d'embouteillages, puis ont fini par évoquer le risque d'une « bavure ». Les gens ont été profondément humiliés. »

L'affront de la métropole est réparé au lendemain de la victoire de la gauche. « Celui qui connaît et celui qui aime ne font qu'un. Je suis venu pour vous connaître, le reste sera notre histoire », écrit, le 4 juin 1981, le nouveau secrétaire d'Etat aux DOM-TOM,

Henri Emmanuelli. Suit, durant cinq ans, un défilé ininterrompu des représentants de la gauche au pouvoir. Le mouvement est lancé ; il sera irréversible. Ministre des DOM-TOM durant la première cohabitation, Bernard Pons rencontre M. Césaire le 14 juillet 1986, peu après son entrée en fonctions. En moins d'un an, de mars 1987 à février 1988, Raymond Barre, Edouard Balladur, Jacques Chirac et Philippe Séguin viennent saluer le poète. Âgé de quatre-vingt-six ans, le maire est aujourd'hui en retrait. On ne le néglige pas pour autant. Au lendemain de son arrivée, Lionel Jospin ne devait pas manquer d'aller, jeudi 28 octobre, à sa rencontre.

### TÊTE-À-TÊTE PUBLIC

La dernière visite d'un premier ministre à Fort-de-France remonte au 13 avril 1996. Alain Juppé avait tenu à rendre hommage au vieux maire et, pour préserver la solennité de la rencontre, son entourage s'était employé à écarter les journalistes. C'était mal connaître les habitudes de l'endroit. Comme à l'accoutumée, un grand panneau annonçait, à l'entrée du bureau du maire, les audiences du jour. Nom, prénom, qualité ? « Juppé, Alain, premier ministre. » En fait de tête-à-tête, M. Césaire avait longuement disserté sur l'histoire de sa ville, en présence d'une trentaine de personnes. Assis mal commodément sur un canapé trop bas pour loger ses longues jambes, M. Juppé avait fini par annoncer l'attribution d'une subvention exceptionnelle à la ville de Fort-de-France. Puis il avait évoqué leur parcours commun, à pas mal d'années d'intervalle, à l'Ecole normale supérieure. « Sauf que moi, avait ajouté M. Juppé, j'avais, en plus, Césaire au programme. »

J.-B. de M.

## Les producteurs de banane espèrent de nouvelles aides

POINTE-À-PITRE  
de notre correspondant

La banane antillaise est confrontée, depuis plusieurs années déjà, à un drame existentiel que la mondialisation du commerce est en train de transformer en tragédie. Longtemps « protégée », sur le marché français, par un arbitrage gaullien qui lui réservait deux tiers du marché national, contre un tiers pour les productions africaines, la banane antillaise a dû se battre pour être reconnue, en 1993, comme une production européenne. L'accord des autorités communautaires n'avait été acquis qu'après une occupation de plusieurs jours des aéroports de Pointe-à-Pitre et de Fort-de-France par les planteurs antillais.

Toujours attentif à ce problème, Jacques Chirac a informé le conseil des ministres, le 22 septembre, des difficultés qu'il avait rencontrées, deux jours avant, lors d'un dîner avec Tony Blair, à Londres, pour « réveiller les ardeurs » du premier ministre britannique pour la défense des intérêts communautaires. Porte-voix des planteurs békés, qui possèdent les grandes exploitations, maîtrisent la commercialisation des intrants agricoles et contrôlent les « maisons d'exportation », le lobby de la banane antillaise en métropole et

à Bruxelles avait obtenu, en 1993, une organisation commune du marché (OCM) quelque peu calquée sur l'ancien système français : un prix garanti par le versement de montants compensatoires, un partage du marché entre producteurs communautaires et des pays de la zone Afrique-Caraïbes-Pacifique, ainsi qu'un système de licences d'importation pour maîtriser le flux des « bananes-dollar » produites en Amérique centrale par les multinationales américaines et frappées de droits communautaires prohibitifs.

## Chute des cours, délais de versement des montants compensatoires et surendettement alimentent la grogne des planteurs antillais

Cette structuration du marché a été mise à mal par un arbitrage de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et une course à la mondialisation des échanges dont la banane antillaise n'est même pas un enjeu, tant elle constitue une production marginale en volume et par ses coûts de production, les plus élevés du monde. Les cours du fruit sur le marché européen ont, depuis lors, connu une dégringolade vertigineuse, tandis que les instances communautaires peinent à formaliser une nouvelle OCM qu'elles voudraient débarrassée de ces licences d'importation qui permettent aux grands planteurs antillais de « faire de la marge » en arbitrant parfois entre la « banane-dollar » et leurs propres productions, au détriment, souvent, de celles de leurs compatriotes petits planteurs. La chute des cours est venue poser le double problème des montants compensatoires : leurs délais de versement sont tels que les producteurs antillais doivent avoir recours à des crédits-relais - souvent accordés par les « maisons d'exportation » en intrants et parfois, même, en trésorerie - dont les frais financiers réduisent leurs revenus à néant. D'autant plus que le prix communautaire garanti (cours du jour augmenté des montants compensatoires) de 6,13 francs du kilo a été calculé sur la base d'un coût de production

communautaire moyen. Or les producteurs antillais ont à charge un fret maritime forcément plus cher, car plus lointain, que celui de leurs collègues espagnols des Canaries et des Açores. Les fruits produits dans ces deux régions sont d'ailleurs plus lourds et plus goûteux que les bananes antillaises, et ils se vendent à un meilleur cours, ce qui autorise une rentabilité agricole plus grande. Grâce à des délais de route moindres, ils sont récoltés seulement trois jours avant leur mise sur le marché continental européen, contre au moins dix jours pour les bananes antillaises.

A cela s'ajoute le surendettement des cultivateurs antillais de cette plante arbustive qui est mise à mal dès que soufflent des vents de 60 à 80 km/h, et qu'il faut alors arracher et replanter. D'où la grogne unanime des planteurs antillais, dont beaucoup se plaignent pourtant, *mezza voce*, du manque de transparence de leur filière et qui réclament le versement par l'Etat d'une « aide exceptionnelle au revenu » chiffrée, par les grands planteurs qui dirigent et contrôlent les organisations professionnelles, à 250 millions de francs en Martinique, premier producteur antillais, et à 100 millions en Guadeloupe. Tous attendent de Lionel Jospin qu'il leur annonce des mesures qui leur permettraient, au moins, de maintenir la tête hors de l'eau.

Eddy Nedeljkovic



**406 Norwest 1.8 AM 2000**  
**109.400 F TTC**



**EQUIPEMENTS DE SERIE**  
 • Air conditionné • ABS • 2 airbags • Direction assistée • Autoradio RB2, RDS, 4 HP, affichage déporté et rappel des commandes au volant  
 • Banquette arrière fractionnable et rabattable 2/3 - 1/3  
 • Projecteurs antibrouillard • Peinture métallisée • Cache-bagages (1) • Barres de toit (1)  
 (1) En version Break uniquement.

**PARIS 18 - 01 46 27 33 33**  
162, rue Lamark

**PARIS 17 - 01 46 22 88 88**  
9, bd Gouvion St-Cyr

**PARIS 9 - 01 42 85 04 04**  
4, rue de Chateaudun

**92 LEVALLOIS - 01 45 19 19 19**  
10, rue Curnonsky

**92 ASNIERES - 01 47 33 37 37**  
36, rue P. Brossolette

**93 ST DENIS - 01 49 33 60 60**  
229, bd A. France

**95 SAINT BRICE - 01 34 04 39 39**  
5, rue R. Schumann



**PEUGEOT**

REUSSIR LES ADMISSIONS PARALLÈLES

► **Sur DEUG, DUT, BTS :**  
*EM Lyon, concours "Profils", "Tremplin", "Passerelle"*

► **Sur Licence :**  
*Sciences Po* ► **Attention :**  
**NOUVEAU CALENDRIER EXAMEN EN MARS**

*HEC-ESCP, EM Lyon, concours "Tremplin", "Profils", "Passerelle",*

► **Sur Maîtrise :**  
*ESSEC, CRFPA, DECF-DESCF*

IPESUP

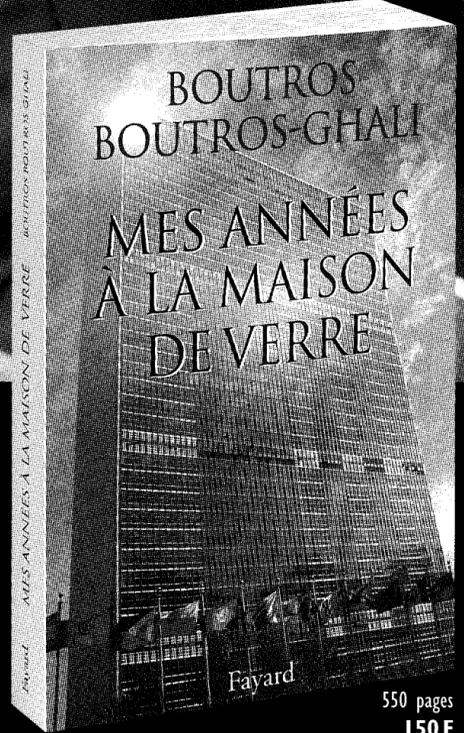
18 rue du Cloître Notre-Dame  
75004 Paris 01 43 25 63 30  
3615 IPESUP  
Équipement supérieur plus (223 Eton)

# BOUTROS BOUTROS-GHALI

ancien secrétaire général de l'ONU (1992-1996)



Photo: John Kelly / Opale



550 pages  
150 F

Un bilan passionnant de cinq années de politique planétaire qui virent naître les crises majeures de notre fin de siècle.

Le Nouvel Observateur

FAYARD

## Jacques Chirac se décide à convoquer le Congrès pour ratifier la réforme de la justice

Cette initiative, différée depuis des mois, est assortie de conditions

En adoptant, mardi 26 octobre, le projet de loi sur les relations entre parquet et chancellerie, le Sénat a réalisé la condition mise par Jacques Chirac pour convoquer le Congrès afin de ratifier la réforme du Conseil supérieur de la magistrature. Le chef de l'Etat a donc décidé de demander la réunion du Congrès en janvier, mais il pourrait assortir cette initiative de nouvelles demandes de précisions sur la réforme de la justice et le statut des magistrats.

LE FEUILLETON de la réforme de la justice est décidément loin d'être terminé. Mardi 26 octobre, le Sénat a adopté le projet de loi relatif à l'action publique en matière pénale, autrement dit aux relations entre le parquet et la chancellerie. Certes, les sénateurs de droite, majoritaires au Palais du Luxembourg, ont profondément remanié ce texte, rétablissant la possibilité d'instructions individuelles du garde des sceaux dans les affaires touchant à la sécurité nationale, instaurant un procureur général de la République et chicanant sur de nombreuses dispositions (*Le Monde* du 23 octobre).

Il n'en reste pas moins que l'adoption de ce texte en première lecture par les deux Assemblées – après celle du projet de loi sur la présomption d'innocence, en juin – remplit, en principe, la condition fixée par le président de la République pour convoquer le Parlement en Congrès afin de ratifier la réforme constitutionnelle du Conseil supérieur de la magistrature (CSM), clef de voûte de l'ensemble de la réorganisation de la justice engagée par le gouvernement. Depuis quelques jours, on ne faisait d'ailleurs pas mystère, dans l'entourage du premier mi-

nistre, de l'intention de Lionel Jospin de demander à nouveau au chef de l'Etat la convocation du Congrès, lors de leur entretien hebdomadaire précédant le conseil des ministres, mercredi (*Le Monde* du 21 octobre).

Tout démontre, depuis des mois, que M. Chirac est embarrassé par cette réforme qu'il avait amorcée en décembre 1996, dont il a revendiqué à plusieurs reprises la paternité, mais qui suscite de sérieuses réticences, voire de vives critiques, dans son propre camp. Le chef de l'Etat a cependant décidé de trancher et de convoquer le Congrès au mois de janvier, probablement le 17 ou le 24. Il devait l'annoncer au premier ministre mercredi, avant d'en informer le président de l'Assemblée nationale, Laurent Fabius, en fin de matinée, puis celui du Sénat, Christian Poncelet, dans l'après-midi.

### « ASTUCE SUBALTERNE »

Cette initiative est évidemment de nature à dissiper le soupçon que le président de la République cherchait à gagner du temps et à finasser. Elle est loin, cependant, d'effacer toutes les difficultés. Chacun admet – et la discussion du texte sur le parquet l'a ample-

ment démontré au Palais du Luxembourg – que l'adoption de la réforme du Conseil supérieur de la magistrature par la majorité requise des trois cinquièmes des parlementaires est rien moins qu'évidente pour le moment. Dès mercredi, ou dans les prochaines semaines, le président de la République pourrait donc, en échange de la convocation du Congrès, attirer l'attention du gouvernement et des parlementaires sur certaines conditions supplémentaires qui lui paraîtraient requises pour favoriser l'adoption de la réforme du CSM.

Les sénateurs de droite lui ont d'ailleurs bien préparé le terrain mardi soir. Au terme de la discussion du texte sur le parquet, ils ont, en effet, présenté, en toute fin de débat, un sous-amendement que ne manquera certainement pas d'invoquer le chef de l'Etat. Cette disposition, présentée par Patrice Gélard (RPR) puis reprise par le président de la commission des lois, Jacques Larché (DL), stipule tout bonnement qu'une fois adoptée, la loi sur les relations parquet-chancellerie « entrera en vigueur après la promulgation d'une loi organique relative au statut de la magistrature », autrement

dit de l'un des deux textes en cours de préparation à la chancellerie et qui doit fixer, notamment, le statut des magistrats, une fois mis en place le nouveau CSM.

Michel Dreyfus-Schmidt (PS) a eu beau dénoncer cette « astuce subalterne », Elisabeth Guigou, garde des sceaux, a eu beau confirmer son engagement à « présenter les avant-projets de loi sur le statut des magistrats dès la ratification de la réforme du CSM », ajoutant que ces textes seront « finalisés dans les prochaines semaines » – début décembre, précisait-on dans son entourage –, rien n'y a fait : les sénateurs de droite ont adopté ce sous-amendement, sous l'œil attentif et approuvateur de Maurice Ulrich, sénateur (RPR) de Paris et conseiller de M. Chirac à l'Elysée. Le chef de l'Etat pourrait insister lui aussi auprès du gouvernement sur la nécessité d'assouplir son attitude à propos du dossier controversé de la responsabilité pénale des élus, qui nourrit l'irritation grandissante des parlementaires de l'opposition, mais également de la majorité. Sur ce point, l'attitude de Mme Guigou (*lire ci-dessous*) témoigne qu'il pourrait être entendu

Gérard Courtois

## Elisabeth Guigou s'efforce de calmer l'irritation des élus

CHACUN LE SOULIGNE, à gauche comme à droite : l'incertitude qui existe sur l'attitude des parlementaires lors du vote à venir sur la réforme du Conseil supérieur de la magistrature (CSM) résulte évidemment de l'opposition de la droite à la réforme de la justice engagée par le gouvernement. Mais elle tient, tout autant, à l'irritation croissante des élus à l'encontre des magistrats dès lors qu'est en jeu la responsabilité pénale des élus.

L'examen du texte sur les relations parquet-chancellerie, mardi au Sénat, l'a une nouvelle fois démontré. En effet, un amendement présenté par Michel Charasse (PS, Puy-de-Dôme) et une douzaine de sénateurs socialistes a proposé de chambouler le régime de la mise en examen dans le cas de fautes non intentionnelles, qu'il s'agisse d'élus ou, à tenu à préciser M. Charasse, de tout décideur public ou simple citoyen. Dans ce cas, précisait l'amendement,

« la mise en examen ne peut intervenir que si l'enquête préliminaire diligentée par le procureur de la République ou l'information conduite par le juge d'instruction leur fait estimer que l'auteur des faits n'a pas accompli les diligences normales. »

Tout en partageant le souci des auteurs de l'amendement, le rapporteur de la commission des lois, Pierre Fauchon (UDF), a eu beau jeu de renvoyer les sénateurs socialistes à leurs études : « Au fond, votre système revient pratiquement à supprimer la notion de mise en examen, qui n'interviendrait plus que lorsque seraient réunies toutes les conditions de la culpabilité », a-t-il observé. La garde des sceaux ne pouvait que lui emboîter le pas, mais Elisabeth Guigou a saisi cette occasion pour faire, une nouvelle fois, des ouvertures sur ce dossier controversé. Comme elle l'avait déjà fait, notamment dans le cadre du débat sur la présomption d'innocence, la ministre a affirmé que la procédure pénale est

« sans doute imparfaite » et permet « des mises en examen trop faciles ».

Mme Guigou a rappelé, après les propos du premier ministre à Léognan le 14 octobre, que, « pour éviter la rupture d'égalité devant la loi pénale, c'est autour de la notion de responsabilité des décideurs publics, plutôt que celle de la seule responsabilité des élus locaux » qu'il convient de réfléchir. Elle a précisé que cette réflexion, confiée à une commission présidée par le conseiller d'Etat Jean Massot, serait achevée avant la fin de l'année. Elle a enfin souligné qu'une modification éventuelle de la procédure pénale sur ce point ne pourrait trouver sa place que dans le cadre de l'examen en deuxième lecture (au printemps 2000) du texte sur la présomption d'innocence. Autant de gestes susceptibles d'apaiser les parlementaires.

G. C.

## Doutes et inquiétudes des députés avant le sommet de l'OMC

LE « DIABLE » de l'OMC (Organisation mondiale du commerce) a refait une apparition, mardi 26 octobre, à l'Assemblée nationale : à un mois de l'ouverture, à Seattle, d'un nouveau cycle de négociation sur le commerce international, où la voix de la France sera mêlée à celles des quatorze autres membres de l'Union européenne, les quelque trente députés présents en séance ont pu, au cours d'un débat sans vote de trois heures, donner libre cours à leurs inquiétudes et – plus rarement – à leurs espoirs en une économie mondiale à la fois mieux régulée et plus juste.

Faut-il faire le voyage de Seattle, ville de Boeing et de Microsoft et, pour certains, symbole de la domination américaine ? « La politique de la chaise vide servirait nos intérêts nationaux », a répondu Pierre Moscovici, ministre délégué aux affaires européennes, en rappelant que la France est à la fois la quatrième puissance commerciale mondiale et le troisième exportateur de services.

### PARVENIR À UN ACCORD GLOBAL

En ouvrant le débat, François Huwart, secrétaire d'Etat au commerce extérieur, a rappelé la position de la France en citant la formule de Lionel Jospin : « Rien ne sera acquis quand tout ne sera pas acquis. » En clair, il faudra parvenir à un accord global portant aussi sur des thèmes nouveaux (normes sociales et travail des enfants, meilleure prise en compte du principe de précaution dans l'alimentation, reconnaissance de la « diversité culturelle »), et non sur les seuls dossiers privilégiés par les Etats-Unis.

Il en fallait plus pour conjurer, aux yeux d'une majorité de dépu-

tés, le spectre de la mondialisation. Furieusement partisan du libre-échange, qui est « conforme à la tradition française », Laurent Dominati (DL, Paris) a été le seul à n'avoir aucun état d'âme et à affirmer que « l'ouverture des marchés profite à tous les pays ». Le seul, aussi, à ne pas s'en prendre aux Etats-Unis.

Hervé Gaymard (RPR, Savoie) a insisté sur « trois sujets vitaux » : les droits sociaux fondamentaux, l'identité culturelle et la sécurité alimentaire. Claude Gaillard (UDF, Meurthe-et-Moselle) a, pour sa part, achevé son intervention en lisant l'épigramme sur les Améri-

cains que lui avait remise un res-taurateur : « Devons-nous les haïr ou leur tendre la main/Oui, que devons-nous faire à ces Américains ?/ Accepter leurs bovins au parfum de l'hormone ?/ Déguster leurs recettes au goût si monotone ? »

Dans un registre différent, Jean-Claude Lefort (PCF, Val-de-Marne) s'est félicité que « rien ne se [fasse] plus sans l'opinion publique », tandis qu'André Lajoinie (PCF, Allier), président de la commission de la production et des échanges, dénonçait l'« agressivité » des autorités américaines. Sans surprise, Georges Sarre (MDC, Paris), Julien Dray (PS, Es-

sonne), Yves Cochet (Verts, Val-d'Oise) et Lionnel Luca (ex-RPR, Alpes-Maritimes), désormais au RPF de Charles Pasqua (*lire page 18*) ont dénoncé les « ravages » de la mondialisation.

Loin des débats sur l'opportunité des négociations de Seattle, les ministres de vingt-quatre Etats-membres de l'OMC et le négociateur européen, Pascal Lamy, réunis à Lausanne, confirmaient le même jour « leur résolution de surmonter les divergences qui subsistent », notamment sur l'étendue du programme des discussions.

Jean-Michel Bezat



## Nos diesels sont uniques, Essayez-les.



**Centre d'essai**  
320d - 530d  
740 d V8 Bi-turbo  
et tous les nouveaux  
coupés

44, avenue Edouard Vaillant 92 BOULOGNE  
PORTE DE SAINT-CLOUD - 01 46 09 91 63





**JUSTICE** Le procès des évadés de la maison centrale de Clairvaux, qui a lieu devant la cour d'assises de Troyes (Aube), a fait apparaître les graves lacunes de l'enquête. Il n'y a

eu ni reconstitution, ni constatations sur place, ni expertise balistique, et les témoignages sont totalement contradictoires. ● SEPT ANS après les faits, nul ne sait qui a in-

trouit les armes dans la prison et qui a tiré le premier au cours de cette évasion, le 11 septembre 1992, qui a fait deux morts, un surveillant et un détenu. ● AU FIL DES JOURS,

le procès de l'évasion est devenu celui de la prison. Les détenus ont dénoncé les placements à l'isolement et l'absurdité des longues peines. ● PARMI LES ÉVADÉS, se trouvait un

détenu qui a effectué dix-huit ans de détention pour une attaque de poste à seize ans, une série de cambriolages et une tentative d'évasion.

## Au procès des évadés de Clairvaux, la justice au banc des accusés

L'audience a fait apparaître les lacunes de l'enquête, où ne figurent ni reconstitution, ni constatations sur place, ni expertise balistique. Les évadés de 1992 ont dénoncé les placements à l'isolement et l'inflation des longues peines

### TROYES

de notre envoyée spéciale

La question était anodine : « Qu'attendez-vous de ce procès ? » La réponse a fusé comme un cri :



### PROCÈS

« Je veux un jugement honorable, honorable ! On a été assez salis, bafoués, depuis quelque temps, moi et tous mes amis, parties civiles et surveillants ! Qu'on nous redonne notre dignité ! » La salle, d'ordinaire bruyante, retient son souffle. Depuis quinze jours, la cour d'assises de Troyes tente laborieusement de reconstituer l'évasion historique du 11 septembre 1992, à Clairvaux, au cours de laquelle un surveillant et un détenu ont été tués, et le malaise n'a cessé de grossir. La cour, présidée par Daniel Marzi, a fort à faire : quasiment tous les témoins et les parties civiles sont revenus, au cours de l'audience, sur leurs dépositions initiales. Or l'instruction reposait presque exclusivement sur ces témoignages : il n'y a eu ni reconstitution, ni constatations sur le terrain, ni expertise balistique.

Qui a introduit les armes à Clairvaux ? Le mystère reste entier. Pendant deux semaines, la cour d'assises a quasiment refait toute l'enquête. Avec quelques résultats : on sait désormais grosso modo comment s'est déroulée l'évasion. Et beaucoup de lacunes. Qui, des détenus ou des surveillants, a tiré le premier ? Combien de balles ont été échangées ? Qui a tué le surveillant Marc Dormont ? Qui a tiré sur la voiture du gendarme arrivé à la rescousse ? Où sont passées les douilles ? « Nous n'avons que peu

d'éléments matériels. Pas de reconstitution, pas d'expertise balistique. En l'état, il est impossible d'avoir un débat contradictoire éclairé », a regretté l'un des avocats des accusés, Thierry Levy, en demandant un transport sur les lieux. La cour, éfrayée par les difficultés de l'entreprise, a préféré surseoir à statuer.

De jour en jour, le débat a insensiblement glissé : le procès des évadés est devenu le procès de la prison. Face à des détenus détendus et clairs qui mettent en charpie l'instruction, les surveillants, nerveux, méfiants et souvent incohérents, ont un comportement d'accusés. Ils avouent leur désarroi, leur immense fragilité face à une administration, des détenus, une société qui les méprisent. « On a été tout seuls. La direction de l'administration pénitentiaire nous a laissés dans la nature. » Ils racontent l'insuffisance des moyens, des équipements, des personnels. Clairvaux, lors des faits, n'était équipée ni de caméras ni d'appareils de détection aux rayons X. Les forces de l'ordre censées leur porter secours ne sont arrivées que deux heures plus tard.

### DOULEUR ET FRUSTRATION

Au fil des témoignages, l'assistance, stupéfaite, pénètre dans l'univers étrange de la prison. Un milieu où douleur et frustration règnent en maîtres, des deux côtés des barreaux. Un monde clos où les syndicats gèrent la détention, au jour le jour, plus que l'administration, dans une « relation symbiotique », selon le mot du journaliste Pierre Tartakowsky, auteur d'un livre sur les surveillants, mais conflictuelle où les rumeurs, les dénonciations sont monnaie courante, où la drogue rentre. « Il y a 187 établissements pé-

nitentiaires. Dans les 187, il y a un problème de stupéfiants », admet Claude Asset, directeur régional de l'administration.

Cette violence, les accusés la racontent avec des mots simples. Ils décrivent le climat délétère, les injures, les menaces, les mauvais traitements, la « haie d'honneur » formée par les gardiens, au milieu de laquelle il faut passer lorsque l'on revient après une évasion. Ils dénoncent le placement à l'isolement, « 24 heures sur 24, seuls, sans pouvoir parler à personne », cet isolement « qui rend gaga », qu'ils subissent, pour la plupart, depuis plusieurs années, certains depuis sept ans dans

l'attente du procès. Ils dénoncent, via leurs avocats, l'absurdité des longues peines, qui coupent tout espoir et poussent à l'évasion. « Une politique aveugle et dangereuse », assure Pierre Tartakowsky, cité comme témoin. « L'enfermement n'a de sens que s'il y a une libération au bout. Plus on enferme les gens pour une longue peine, plus on se prépare de gros problèmes. »

La maison centrale de Clairvaux était considérée comme un sanctuaire, un « symbole de la rigueur pénitentiaire », d'où l'on ne pouvait s'enfuir. Pourtant, en 1992, des armes et des munitions ont été introduites, qui ont permis l'évasion.

Plus récemment, en 1997, des explosifs y ont été découverts. Depuis le début du procès, une ombre de plus en plus lourde pèse sur les débats : celle de la complicité interne. L'enquête judiciaire était formelle : les évadés n'avaient pas eu de complice. Les débats ont démolé ces certitudes. L'ordinateur dans lequel les armes étaient censées être rentrées dans la centrale était en fait trop petit pour les contenir. De plus, l'examen, à l'audience, du registre des livraisons a révélé de troublantes contradictions. Résultat : l'hypothèse d'un complice est devenue la plus probable.

S'il est découvert, il risque la per-

pétuité. Un surveillant avait été dénoncé, peu après les faits. Il avait été vu le jour de l'évasion en train de déposer dans une poubelle du terrain de sport un sac en plastique qui aurait été récupéré par les évadés. Les dénégations des surveillants qui l'ont innocenté n'ont apparemment guère convaincu la cour. Le surveillant soupçonné était un délégué syndical et, en donnant la parole, lundi 25 octobre, aux syndicats présents dans la salle, le président de la cour d'assises a amplement démontré le poids que ceux-ci avaient à Clairvaux.

Véronique Maurus

## Récit d'une évasion historique qui a fait deux morts

### TROYES

de notre envoyée spéciale

Comment s'évader de la centrale réputée la plus sûre de France ? Il faut des armes, des otages, un camion servant de bélier et une bonne dose de chance. Ce 11 septembre 1992, le directeur régional était à Paris, le directeur de Clairvaux absent pour raison personnelle, le directeur adjoint en congés. Ne restaient aux commandes qu'un très jeune directeur stagiaire et deux surveillants généraux qui pilotaient une visite syndicale dans les murs. Mis à part l'armurier et les hommes de garde des miradors, les seuls surveillants armés face aux mutins étaient un pompier, un responsable de l'entretien, et un cuisinier, Marc Dormont, tué lors de la fusillade, dont l'autopsie révélera qu'il avait de 0,90 à 0,94 grammes d'alcool dans le sang. En face, neuf détenus dont deux ont été tués, l'un lors de

l'évasion, l'autre pendant sa cavale. Trois détenus (Michel Ghellam, Rémy Morard et Franck Weis), ont, semble-t-il, préparé le coup et se sont armés ; les autres affirment n'avoir été prévenus que quelques minutes avant l'opération, dans la cour de gymnastique. A 15 h 15, Franck Weis entre dans le bureau du gardien de gymnastique, le braque avec un gros revolver et l'enferme dans un cabigi après lui avoir pris ses clés.

### DEUX GROUPES

Les détenus se séparent alors en deux groupes. Le premier, conduit par Michel Ghellam, armé d'un pistolet, saute le mur du terrain de sport pour aller s'emparer d'un camion de livraison. Il se retrouve face à la délégation syndicale conduite par les surveillants généraux, qu'il capture. L'autre groupe, conduit par Rémy Morard pénètre dans le bâtiment et monte à l'étage pour « gober un maximum de matons » - ils prendront onze otages en tout. Puis ils rejoignent l'autre groupe au camion. Michel Ghellam, pour convaincre le surveillant général qu'il ne bluffe pas, lui a tiré une balle entre les jambes. Tout le monde grimpe dans le camion bâché, conduit par un détenu. Rémy Morard s'installe à l'avant, avec un surveillant sur les genoux pour servir de « paravent ».

Le camion enfonce une première porte pour accéder au chemin de ronde puis fonce vers la porte principale.

Arrivé devant la porte principale, protégée par un blockhaus en verre armé et un mirador, le camion subit un tir « nourri », selon les détenus, « deux coups dissuasifs », selon le gardien du mirador. Michel Ghellam fait sortir le surveillant-chef du camion pour arrêter les tirs, et tente à trois reprises de faire sauter les vitres du blockhaus. Les mèches ne s'allument pas. Le conducteur tente alors de défoncer les parois avec l'arrière du camion, en vain. L'un des détenus crie au conducteur : « La porte, il faut défoncer la porte ! » Le camion fait demi-tour et vient frapper la porte métallique de biais. Au troisième essai, la porte sort de ses rails et s'entrouvre. Les évadés se fauflent dans la cour d'honneur, avec leurs otages.

La cour d'honneur est entourée de bureaux et de logements de fonction. Au bout, c'est la dernière porte, la liberté. Dès l'arrivée des évadés, se déclenche une fusillade. « Ca tirait de partout », disent les témoins. On ne sait toujours pas qui a commencé. Les gardiens affirment que seul Marc Dormont a tiré. Mais aucun rapport administratif n'a été établi et la plupart des douilles ont disparu. Conduisant les évadés, Rémy

Morard se retrouve face à Marc Dormont, caché derrière un arbre. Des coups partent. Les deux hommes s'effondrent, le premier est tué sur le coup, le second mortellement blessé de trois balles. Les autres détenus et leurs otages courent vers la porte, qui est ouverte sur ordre du directeur stagiaire pour éviter un massacre. Les huit évadés se retrouvent dans la rue, où, après avoir tiré sur la voiture du seul gendarme accouru dès l'alerte, ils s'emparent d'une 505 et s'enfuient en gardant un seul otage.

Qui a tué le surveillant ? Selon l'accusation, le détenu a tiré le premier trois coups et le surveillant s'est effondré en tirant sur son adversaire qu'il a abattu. Les accusés assurent, eux, que l'arme retrouvée dans la main du détenu décédé - un petit pistolet 6,35 dont on sait que les balles ont tué - n'était pas à eux. Les gendarmes, arrivés deux heures après les faits, ne retrouveront qu'une seule douille sur trois, et l'arme, ramassée par un surveillant et placée dans un coffre, ne sera remise à la police que quarante-huit heures après l'évasion. Les gardiens « ont fait le ménage », assurent les détenus. L'absence de reconstitution et d'expertise balistique laisse planer le doute.

V. M.

## Guillaume Durand

18h20-19h

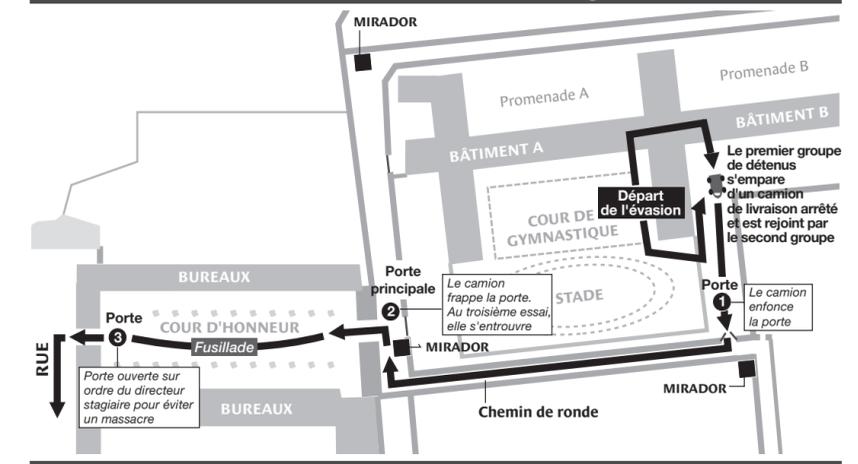
# Les gens connus gagnent à être connus.

Vous ne connaissez qu'eux et pourtant, vous ne les connaissez pas. Célébrités, hommes politiques et stars de tous poils, les invités de Guillaume Durand n'auront plus grand chose à vous cacher à la fin de l'émission. C'est simple, vous n'allez plus les reconnaître.

La radio active

www.europe1.fr

### Parcours des évadés à l'intérieur de la prison



### PROFIL

#### L'ÉGARÉ DE CLAIRVAUX

La centrale de Clairvaux est spécialisée dans les détenus « à profil », comme dit pudiquement l'administration pénitentiaire. Autrement dit, les durs, les récidivistes, les condamnés à de longues peines. Mais la justice a ses ratés et Clairvaux abrite quelques égarés. Roland Pettegola, maigre et noueux, le visage prématurément durci, est l'un d'eux. A trente-cinq ans, il a passé dix-huit ans en prison sans avoir jamais versé de sang. Pour une attaque de Poste, à seize ans, avec un pistolet à grenaille, une série de cambriolages et une tentative d'évasion.

Cadet d'une famille de neuf en-

fants, il a grandi en Isère, dans un village où sa famille était marquée du sceau de la marginalité. Un père absent, un beau-père trop jeune, un frère aîné champion cycliste qu'il admire, mais qui, lorsque Roland Pettegola a dix ans, est lourdement condamné aux assises. Commencent alors les bêtises, les vols de voitures, les placements en foyers, les fugues. A seize ans, il se fait prendre en tentant de cambrioler une Poste et fait vingt-six mois de prison. En sortant, il recommence les vols avant d'être repris. Jugé dans deux départements limitrophes, il écope de huit ans dans l'un, de sept dans l'autre. Farouche, solitaire, un peu rustre, il se défend mal. La confusion des peines est refusée parce qu'il a commis d'autres infractions.

En 1986, il tente de s'évader une

première fois de la centrale de Saint-Maur, ce qui lui vaut trois ans de plus. « Je ne me sens pas persécuté mais traité injustement », dit-il au médecin qui a réalisé son expertise psychologique. « Je ne vois pas pourquoi la moyenne des peines pour cambriolage est de 3 à 5 ans et pour moi quinze. » Transféré à Clairvaux, il ne se lie pas aux autres détenus. Il lit, étudie, se cultive. « Depuis 1981, il a fait beaucoup de progrès », reconnaît le psychologue. « Quand je l'ai vu le jour de l'évasion, je me suis dit, qu'est-ce qu'il fait là ? », raconte le surveillant-chef. Il était sans arme. « Il n'a pas de dimension criminologique », dit le psychiatre. Il risque la perpétuité.

V. M.

# M. Chevènement souhaite améliorer l'efficacité des reconduites à la frontière d'étrangers

Une circulaire invoque une « politique gouvernementale équilibrée »

Inquiet du « niveau anormalement bas » des services de police en matière de reconduite à la frontière des étrangers depuis la fin de l'opération de

régularisation, Jean-Pierre Chevènement vient d'adresser aux préfets une circulaire leur demandant de mettre en place une « action méthodique

et organisée » afin d'augmenter le nombre de décisions de reconduite prises et d'améliorer le taux de décisions effectivement exécutées.

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT l'avait annoncé lors de sa dernière entrevue avec les préfets, le 16 septembre : la machine préfectorale doit relancer les « éloignements » d'étrangers en situation irrégulière. Le ministre de l'intérieur vient de leur rappeler dans une circulaire du 11 octobre, dont le contenu a été révélé par le journal *Libération* du 27 octobre. Un texte particulièrement musclé où M. Chevènement demande à ses services de faire du chiffre.

Constatant un « niveau anormalement bas » de l'activité des préfectures en matière de reconduite à la frontière des étrangers en situation irrégulière, tant au niveau des décisions que de leur exécution, le ministre souligne la volonté du gouvernement d'avoir « une politique équilibrée ». Ainsi, indique le texte : « les étrangers qui ne remplissent pas les conditions d'obtention d'un titre de séjour doivent être effectivement éloignés ». Ces dernières années, le nombre de reconduites effectives s'est élevé à environ 10 000 par an, soit un taux d'exécution de 28 % en 1997. Or, constate le ministre ce chiffre a « sensiblement baissé en 1998 et 1999 » : seules 20 % des mesures de reconduites sont effectivement exécutées alors que les arrêtés ont été « en proportion nombreux ces derniers mois », constate la circulaire. Comme le prévoit la loi sur l'immigration de 1998, le ministre devrait présenter au Parlement, en novembre, un rapport sur le nombre de titres de séjour délivrés ainsi que celui des mesures d'éloignement (reconduites à la frontière

et expulsions). Le réexamen de la situation de certains étrangers qui ont demandé leur régularisation dans le cadre de la circulaire du 24 juin 1997 puis de la loi sur l'immigration du 11 mai 1998 semble avoir entraîné l'affectation prioritaire des effectifs des bureaux des étrangers des préfectures au service des titres de séjour au détriment de ceux chargés des reconduites. L'opération de réexamen s'étant achevée depuis la fin 1998, cette diminution d'activité des préfectures doit prendre fin. « J'observe que près de la moitié des personnes qui n'ont pas été régularisées en 1997 et 1998 n'ont été l'objet d'aucun arrêté de reconduite », souligne M. Chevènement qui craint « un risque d'affaiblir la portée de la règle de la République » et un « renforcement de l'immigration irrégulière ».

La circulaire demande donc aux préfets « une action méthodique et organisée » à tous les stades de la procédure d'éloignement. Première étape, l'interpellation : sans prôner des contrôles « systématiquement sélectifs », le ministre de l'intérieur réclame des services de police et de gendarmerie « des vérifications répétées dans les endroits (...) où se concentrent les irréguliers » et de procéder à des interpellations « qui sont actuellement en nombre insuffisant ». Pour rendre ces contrôles plus efficaces encore, les services préfectoraux doivent inscrire « rapidement » au fichier des personnes recherchées les arrêtés d'expulsion et de reconduite à la frontière et anticiper les dates de sortie des étrangers incarcérés. Le ministre annonce par ailleurs l'application

de la disposition légale permettant la constitution d'un « fichier des empreintes des demandeurs de titre de séjour ».

Deuxième étape, la rétention et la reconduite. Si l'étranger doit pouvoir exercer ses droits (droit de recours, soutien par une association ou un avocat...), cette liberté ne doit pas « être perçue comme une renonciation à l'éloignement ». De même, pour contourner les politiques de quotas mises en place par les compagnies aériennes en terme de sièges pour les étrangers reconduits dans leur pays d'origine ainsi que la faible disponibilité des vols vers les destinations d'éloignement « sensibles » comme l'Afrique, le ministre invite les préfets à saisir « le plus tôt possible » la police aux frontières et à utiliser « la totalité du délai de rétention dont vous disposez » soit douze jours.

Enfin, constatant que les étrangers sont de plus en plus nombreux à contester devant la justice le refus des préfectures de leur accorder un titre de séjour et les mesures de reconduite à la frontière prises à leur

encontre, et que les tribunaux administratifs ont tendance à ne pas prolonger les délais de rétention administrative, M. Chevènement veut parvenir à un « homogénéisation des pratiques judiciaires d'un département à l'autre » : selon le ministre tout rejet de prolongation par le juge doit amener le parquet à faire appel. Une instruction pénale est en cours de discussion entre le ministre de l'intérieur et celui de la justice : cette instruction pourrait citer les cas où les parquets doivent faire appel si la décision n'est pas conforme à l'esprit de la loi.

Afin de s'assurer que son message est bien compris, le ministre de l'intérieur exige des préfets « dans les derniers mois de l'année 1999 », « une augmentation significative du nombre d'éloignement effectifs et du taux d'exécution des mesures ». Son cabinet fait aujourd'hui savoir que cette circulaire de nature « technique » n'est pas un durcissement de la politique du ministère en matière d'immigration mais « une reprise habituelle des reconduites ».

Sylvia Zappi

## Le président Bongo nie avoir perçu « directement » des commissions d'Elf

DANS UN COMMUNIQUÉ rédigé par son avocat, Jacques Vergès, le président de la République gabonaise, Omar Bongo, a réagi mardi 26 octobre à nos informations sur les commissions versées en Suisse par le groupe Elf Aquitaine, via les comptes bancaires d'André Tarallo, ancien dirigeant de la compagnie pétrolière Elf (*Le Monde* daté des 24 et 25 octobre). « Les révélations dont fait état Le Monde concernant les comptes litigieux liés à l'affaire Elf ne permettent pas de mettre en cause le chef de l'Etat gabonais, indique-t-il. En effet, les relations pétrolières entre le Gabon et les sociétés pétrolières exerçant dans le pays ont toujours répondu aux usages internationaux. C'est ainsi que des "bonus" ont été versés par Elf à l'Etat gabonais, mais jamais à son président directement. » Selon l'enquête suisse, 610 millions de francs ont transité, entre 1990 et 1997, par les comptes de M. Tarallo, qui a assuré avoir été le garant de « l'exécution d'engagements » pris par Elf envers les présidents africains. L'immunité accordée aux chefs d'Etat préserve, à ce stade, M. Bongo de toute poursuite judiciaire.

## Le docteur Godard aurait été vu récemment aux Hébrides

APRÈS DES INVESTIGATIONS menées sur l'île de Man, l'enquête sur la disparition du docteur Yves Godard a entraîné les enquêteurs de la gendarmerie nationale sur l'île Lewis, située au nord-ouest de l'Ecosse, dans l'archipel des Hébrides. Le médecin y aurait été aperçu récemment en compagnie de ses deux enfants âgés de quatre et six ans. Les gendarmes, arrivés le 21 octobre sur l'île Lewis, se sont notamment rendus à l'office du tourisme, où le docteur Godard aurait acheté des billets pour un circuit touristique en bateau. Les recherches menées depuis le 12 octobre sur l'île de Man par ces mêmes trois gendarmes n'ont guère abouti. Malgré quelques témoignages attestant de la présence du docteur Godard dans cette île jusqu'à la mi-septembre, il est encore impossible de retracer avec précision son itinéraire, depuis la disparition mystérieuse du voilier loué à Saint-Malo le 1<sup>er</sup> septembre. Les enquêteurs misent sur le mandat d'arrêt international lancé à l'encontre du médecin soupçonné d'avoir tué sa femme avant son départ de Tilly-sur-Seulles (Calvados).

## Désiré Nyela, régularisé mais « invité » à quitter la France

QUAND il a reçu la lettre de la direction de la population et des migrations (DPM) du ministère de l'emploi lui accordant « à titre exceptionnel » son autorisation de travail, Désiré Nyela a vraiment cru son calvaire terminé. Voilà des mois qu'il bataillait pour obtenir ce sésame pour l'emploi qu'on lui avait proposé. C'était compter sans les réticences de la sous-préfecture d'Antony (Hauts-de-Seine), qui lui a finalement refusé le titre de séjour auquel il avait pourtant droit.

Arrivé en 1991 de Yaoundé (Cameroun) pour suivre des études de lettres à la Sorbonne (Paris-IV), M. Nyela croit alors fermement en sa bonne étoile. Le jeune étudiant brillant gagne sa vie comme maître auxiliaire (MA) dans l'éducation nationale. Mais en 1995, le nouveau gouvernement d'Alain Juppé limite à vingt heures hebdomadaires l'emploi des MA étrangers et exige une autorisation de travail pour tout dépassement de ce quota horaire. Détenteur d'une simple carte de séjour d'étudiant, M. Nyela doit chercher une autre source de revenus et trouve un job à mi-temps de téléopérateur dans une entreprise de services. Il se marie en 1996 avec une Camerounaise dont il aura une fille un an plus tard. Le demi-salaire ne suffit plus et M. Nyela obtient la possibilité de passer à plein temps. Pour ce faire, il a besoin dorénavant d'une autorisation de travail.

Fort de sa promesse d'embauche, il adresse sa première demande à la direction départementale du travail et de l'emploi (DDTE) des Hauts-de-Seine en novembre 1998. Il pense ainsi obtenir sa carte de séjour salarié. Trois mois plus tard, la réponse négative, habituelle en pareil cas, lui parvient : « La situation présente et à venir de l'emploi dans la région d'Ile-de-France ne permet pas d'envisager favorablement [son] admission sur le marché du travail ». Pour la seule région parisienne, 657 demandes d'emploi émanant de Français ou de résidents étrangers restent « non satisfaites » dans son secteur. Refusant ce raisonnement qu'il juge absurde – il a beau être africain, c'est lui que son patron veut embaucher – il décide de faire

appel de cette décision en introduisant un recours hiérarchique auprès de la ministre de l'emploi.

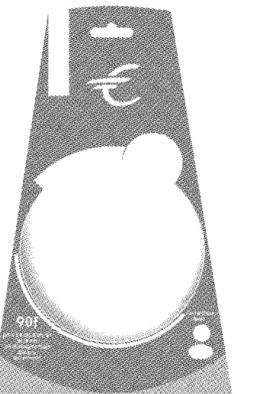
Entre-temps, la sous-préfecture d'Antony lui refuse son titre de séjour salarié et l'invite à quitter le territoire avant le 26 avril 1999, quelques jours après la naissance de sa deuxième fille. La promesse d'embauche s'envole, son emploi avec. Opiniâtre, M. Nyela attend le résultat de son recours et trouve une place dans l'hôtellerie. Deux mois plus tard, il reçoit son premier feu vert : révisant son jugement, la DPM lui accorde son autorisation de travail.

### DÉCISION COUPERET

A la mi-juillet, il est convoqué de nouveau à la préfecture pour compléter son dossier. L'agent le rassure : après une visite médicale, il sera régularisé. « La procédure semblait aboutir », raconte M. Nyela. La lettre de la sous-préfecture n'arrivera que le 10 septembre, avec une décision couperet : l'accord de principe sur son autorisation de séjour était « subordonné » à la régularité de son séjour. Or « il apparaît que vous vous maintenez en situation irrégulière depuis le 26 avril 1999 », écrit le sous-préfet d'Antony, Benoît Le Miere. M. Nyela est donc de nouveau « invité » à quitter le territoire.

Pour le Groupe d'information et de soutien des immigrés (Gisti), le cas de M. Nyela est l'exemple type de la « cacophonie » entre le ministère de l'emploi et de la solidarité et celui de l'intérieur. « Comment le sous-préfet d'Antony peut-il ne pas tenir compte du feu vert donné par le ministère de l'emploi ? », argumente Patrick Mony, permanent de l'association. Jean-Pierre Chevènement s'est pourtant montré rassurant dans un entretien à *France-Soir* du 8 octobre : « Dès lors qu'il y a autorisation de travail, un titre de séjour peut-être délivré. » C'est ainsi que les militants en défense des sans-papiers avaient compris la loi sur l'immigration de 1998. Ils viennent donc d'introduire un recours auprès du tribunal administratif pour faire valoir les droits de M. Nyela.

Sylvia Zappi



REPORTAGE





## HORIZONS

DÉBATS

## Les cinq Soleils du Mexique

**A**U commencement, il n'y avait rien. Alors, pendant la nuit, les dieux se réunirent à Teotihuacán et créèrent l'humanité. Que la lumière soit, déclare la bible des Mayas, le *Popol Vuh*, qu'elle éclaire le Ciel et la Terre. Les dieux ne connaîtront la gloire que lorsque l'homme aura été créé.

Le visage du Mexique est celui de la création inachevée. Parce que la naissance du pays coïncide avec la création du monde, de l'homme et de la parole.

Le monde fut créé par deux dieux, racontent les mémoires vives du Yucatán : l'un nommé Cœur du Ciel, l'autre Cœur de la Terre. En se rencontrant, la Terre et le Ciel fertilisèrent toutes choses en les nommant. Ils nommèrent la Terre et la Terre fut. A mesure qu'elle était nommée, la création se diversifia et se multiplia. Nommées, les montagnes surgirent du fond des mers. Nommés, se formèrent magiquement les vallées, les nuages et les arbres. Et les dieux ont connu l'allégresse quand ils ont séparé les eaux et donné naissance aux animaux.

Mais rien de tout cela n'était doté de ce par quoi il avait été créé, c'est-à-dire la parole. Brume, tigre, pin, eau : muets.

Alors les dieux décidèrent de donner le jour aux seuls êtres capables de parler et de nommer toutes les choses créées par le verbe des dieux. Ainsi naquirent les hommes, afin que soit préservée jour après jour la création divine au moyen de ce qui fut à l'origine de la Terre, du Ciel et de tout ce qui s'y trouve : la parole. L'être humain et la parole sont ainsi devenus la gloire des dieux.

Il n'est nul mythe de la création qui ne contienne l'annonce de sa destruction. Parce que la création se déroule dans le temps, elle paie son existence en usure de temps. Et le temps, disait Platon, est l'éternité en mouvement. Les anciens Mexicains inscrivent le temps de l'homme et de sa parole dans une succession de Soleils : cinq Soleils.

Le premier fut le Soleil d'Eau, qui périt noyé.

Le deuxième se nommait Soleil de Tigre et fut dévoré par une longue nuit obscure.

Le troisième, nommé Soleil de Feu, fut détruit par une pluie de flammes.

Le quatrième fut le Soleil de Vent ; un ouragan l'emporta.

Le cinquième, croyaient les derniers Mexicains avant l'arrivée des Européens, est le nôtre. C'est sous son règne que nous vivons, mais lui aussi disparaîtra un jour, englouti, comme le furent les autres par l'eau, le tigre, le feu, le vent ; lui sera par un élément tout aussi redoutable : le mouvement. Le Cinquième Soleil, le dernier, porte avec lui ce terrible avertissement : le mouvement nous tuera.

Comment ne pas voir dans ces prophéties liées au mythe mexicain de la création un miroir de notre temps ? Miroir où se reflète la persistante discordance entre les promesses de la vie et la certitude de la mort, entre la conscience éclairée, humaniste, scientifique, éthique, verbalisable et l'inconscience des pouvoirs, aveugles, qui mènent à la destruction, au silence, à la mort.

Les hommes qui possèdent le pouvoir – princes, prêtres, guerriers, scribes – l'exercent afin d'assurer au peuple que le temps durera, que le chaos naturel – feu, tigre, eau, vent – ne nous anéantira pas une nouvelle fois...

Regardons-nous dans ce miroir de l'antiquité mexicaine. Soyons attentifs, hier comme aujourd'hui, à l'instant où le verre se voile et cesse de refléter la vie ; au moment où le miroir se rompt et annonce les années de malheur ; malheur qui finit par s'abattre sur le monde indigène du Mexique.

Le dieu le plus célébré des anciennes cosmogonies mexicaines était Quetzalcoatl, le Serpent à plumes, dieu créateur de l'agriculture, de l'éducation, de la poésie, des arts et des métiers. Jaloux, les démons mineurs, menés par le dieu de la nuit, Tezcatlipoca, dont

**Carlos Fuentes trace la singulière destinée du peuple latino-américain. Il dit combien le désastre de la colonisation fut aussi le début d'un nouveau monde fertile. Ce texte a été prononcé par l'écrivain en français, à Paris, le 5 octobre, à l'occasion de la conférence inaugurale de la chaire d'études mexicaines Alfonso-Reyes**

*La figure ambiguë de la « Malinche », princesse esclave, maîtresse de Cortés et mère symbolique du premier « mestizo », le premier enfant de sang indien et européen mêlé, est aujourd'hui interprétée par un homme déguisé.*



FLOR GARDUÑO

le nom signifie « miroir de femme », se rendirent au palais de Quetzalcoatl pour lui offrir un cadeau enveloppé dans du coton. « *Qu'est-ce que c'est ?* » se demanda le dieu bienfaiteur. C'était un miroir. Lorsque Quetzalcoatl défit le paquet, il vit pour la première fois son visage. Etant un dieu, il croyait qu'il n'avait pas de visage. Puisqu'il était éternel. En découvrant ses traits humains dans le reflet du verre, il fut saisi de crainte à l'idée d'être doté d'un destin égalitaire humain, c'est-à-dire historique, c'est-à-dire transitoire.

Cette nuit-là, il s'enivra et commit l'inceste avec sa sœur. Le lendemain, il quitta le Mexique sur un radeau de serpents et partit vers le Levant, promettant de revenir un jour pour voir si les hommes et les femmes s'étaient bien acquittés de leur tâche, à savoir préserver la Terre. Il promit de revenir à une date précise durant le Cinquième Soleil : l'année *Ce Acatl*, qui signifie « un roseau » et qui, dans les calendriers européens, correspond, à l'an 1519 de l'ère chrétienne.

Et c'est précisément à cette date – le jour de Pâques de l'an 1519 – que le capitaine espagnol Hernán Cortés, à la tête de 508 hommes, 16 chevaux et 11 navires, débarqua sur la côte de Veracruz et se lança à la conquête du plus grand royaume indigène d'Amérique du Nord : l'empire aztèque gouverné par Moctezuma depuis la ville la plus peuplée – alors comme aujourd'hui – de l'hémisphère occidental, Mexico-Tenochtitlán.

Fondée par un peuple d'immigrants sur un lac où ils trouvèrent un aigle en train de dévorer un serpent, la cité des Aztèques s'appropriait la promesse culturelle de Quetzalcoatl – la vie comme paix et création – mais en la liant à la promesse de Huitzilopochtli, le dieu de la guerre : une promesse d'expansion territoriale, de soumission des peuples les plus faibles, accompagnée d'exactions, de prélèvements de tributs et de la terreur des sacrifices humains.

Si naître peut constituer une blessure, car il faut pour ce faire quitter le ventre maternel, celle-ci est bientôt cicatrisée par le fait même de se trouver vivant, dans le monde. Mourir comme est mort l'univers des Aztèques est une blessure qui cicatrise difficilement, mais qui nous a obligés, nous les Mexicains, à construire quelque chose de nouveau, de différent et en même temps fidèle à nous-mêmes, avec le sang jailli de la terrible plaie infligée par les Espagnols au corps de la nation mexicaine.

Moctezuma, le Grand Tlatoani du Mexique, c'est-à-dire le Seigneur à la Grande Voix, Maître absolu de la Parole, est dépourvu de ses attributs par un Européen de la Renaissance, un Machiavel avant la

lettre, Hernán Cortés, et une femme qui donne la langue indigène aux conquérants et la langue espagnole aux conquis : Marina, la Malinche, princesse esclave, traductrice, maîtresse de Cortés et mère symbolique du premier *mestizo* mexicain, du premier enfant de sang indien et européen mêlé.

Moctezuma hésite entre se soumettre à la fatalité des événements – le retour de Quetzalcoatl, au jour prévu par les prophéties – et combattre ces hommes blancs et barbus, montés sur des monstres à quatre pattes, armés de feu et de tonnerre. Cette hésitation lui coûte la vie : il n'est plus maître ni du temps ni de la parole. Son propre peuple le lapide. Cuauhtémoc, le dernier empereur, lutte pour la survie de la nation aztèque comme centre d'identification et d'adhésion des autres peuples du Mexique. Il est trop tard.



MIRIAM BERKLEY

Vierge Marie, la Mère de Dieu, apparaît au plus humble des paysans indigènes et lui offre des roses en plein hiver. C'est une vierge à la peau sombre, elle porte un nom arabe, elle devient la mère pleine de pureté du nouveau Mexicain : Santa María de Guadalupe. Nous cessons d'être les fils de la Malinche : notre mère purifiée s'appelle Guadalupe.

L'art du baroque, qui dans l'Europe de la Réforme et de la Contre-Réforme sert de refuge aux sensualités prohibées, sauve le Mexique d'un abîme encore plus profond. Le baroque mexicain comble le vide entre la promesse utopique du Nouveau Monde imaginé par l'Europe – la politique de Thomas More – et la terrible réalité de la colonisation imposée par l'Europe – la politique de Machiavel. Entre More et Machiavel, Erasme de Rotterdam ouvre le champ de l'humana-

**Carlos Fuentes est, avec Octavio Paz, l'un des plus célèbres écrivains mexicains. Né en 1928, il fut ambassadeur de son pays à Paris entre 1975 et 1977. Son œuvre est dominée par la quête des véritables racines de son peuple, « le seul, dit-il, à ne pas avoir tué ses dieux, qui errent en liberté, moqueurs », ce peuple qui, écrit Hector Bianciotti, « semble ne pas avoir accepté le remplacement de Quetzalcoatl par le Christ ». Son chef-d'œuvre, *Terra Nostra*, est paru en 1979 chez Gallimard. Ont suivi notamment, chez le même éditeur : *Christophe et son œuf* (1990), *Le Sourire d'Erasme* (1993).**

Cortés, en politicien machiavélique, a découvert la faiblesse secrète de l'empire aztèque : les peuples soumis à Moctezuma le haïssent. Ils s'unissent donc aux Espagnols pour combattre le despote centralisateur. Ils perdent la tyrannie aztèque, mais ils gagnent la tyrannie espagnole.

Ils gagnent cependant quelque chose de plus. Le sang de la conquête fait jaillir un pays nouveau, à la fois indien et européen ; pas seulement espagnol, mais, à travers l'Espagne, méditerranéen, grec et romain, arabe et juif.

La prophétie s'est réalisée : le Cinquième Soleil a été détruit par le mouvement, le mythe par l'épopée, l'isolement par le transfert de cultures. Le premier Mexique, isolé dans ses montagnes, coupé de l'océan, fidèle aux mythes de ses ancêtres, va s'ouvrir au mouvement épique de l'univers en expansion, monde de découvertes et de migrations, de mercantilisme et de colonisation : le monde de la Renaissance. Soudain, les traditions qui constituent le Mexique se multiplient et se diversifient. Nous cessons d'être un centre d'exclusions pour devenir un centre d'inclusions. Le Cinquième Soleil s'est éteint dans le feu et la poudre à canon. La nation aztèque s'est effondrée.

Aussitôt, un nouveau soleil naissant, inachevé, se lève à l'horizon par où Quetzalcoatl est revenu. Les vieux pôles d'adhésion et d'identification disparaissent, de nouvelles alliances et de nouvelles identités s'établissent ; une nouvelle ère a commencé pour le Mexique. Non plus seulement l'ère de la Conquête, mais celle de la Contre-Conquête. Car, pour chaque pique espagnole plantée dans le sol du Mexique, il y a une pique mexicaine plantée dans le sol de l'Espagne. Des Caraïbes à la Méditerranée, une double circulation s'établit. Conquête et Contre-Conquête : les anciens dieux sont exilés, leurs temples anéantis, leurs sacrifices interdits. Le christianisme, lui, s'impose doublement, avec une force génétique, paternelle et maternelle. Par voie du Père, car la figure du Christ crucifié étouffe et subjugué les Indiens : le nouveau Dieu ne demande pas que nous nous sacrifions pour lui, c'est lui qui se sacrifie pour nous. Nous ne sommes pas les fils du conquérant, mais du rédempteur. Par voie de la Mère, car le sentiment d'abandon qui suit la conquête est vite compensé par une opération politique et raciale étonnante : la

nisme, la sereine folie où tout est relatif, tant la foi que la raison. Il n'est pas d'influence intellectuelle plus grande dans le monde hispanique que celle du sage de Rotterdam. Nous sommes donc, comme partie de l'Extrême Occident, les descendants de Thomas More, Niccolò Machiavelli et Desiderius Erasmus.

Le Baroque, nom d'une perle, c'est-à-dire d'une exagération, ouvre un espace dans lequel le peuple conquis peut représenter son ancienne foi en la masquant sous les formes et les couleurs, les unes et les autres fort abondantes, d'un autel couronné d'anges bruns et de diables blancs.

Le Baroque s'empresse de remplir les vides de notre histoire collective et individuelle après la Conquête avec tout ce qui lui tombe sous la main, argent et poussière, or et excrément. C'est l'art du Sixième Soleil, soleil sexuel du métissage, plexus solaire de l'émotion. Une nouvelle généalogie américaine s'est développée sous les auspices du baroque. Grâce à elle, les silencieux ont retrouvé la voix, les anonymes ont trouvé un nom : Indiens, métis et Noirs.

**T**OUTES ces données font de nous, Hispano-Américains, les témoins de la terrifiante simultanéité de notre mort et de notre naissance. Nous avons tous devant les yeux de notre présent le spectacle de l'acte qui nous a engendrés. Éternels témoins de notre propre création, nous les descendants des Espagnols et des indigènes d'Amérique, nous savons que la Conquête fut un événement cruel, sanglant, criminel. Un événement catastrophique. Mais pas un événement stérile.

Nous sommes nés métis, d'emblée. Nous parlons l'espagnol, en majorité. Et que nous soyons croyants ou non, nous avons grandi dans la culture catholique, mais un catholicisme syncrétique, incompréhensible sans ses masques indiens, puis noirs. Nous sommes le visage d'un Occident matiné, comme l'a dit le poète mexicain Ramón López Velarde, de maure et d'aztèque – et, ajouterai-je pour ma part, de juif et d'africain, de romain et de grec.

Le fait est que nous ne sommes pas restés dans le désastre qui nous a fait naître. Dès le premier moment, nous nous sommes posés les questions de l'identité : « *Qui sommes-nous ? Quel est le nom de ce fleuve ? Comment s'appelaient, avant, cette montagne ? Qui ont été nos*

*pères et nos mères ? Reconnaissons-nous nos frères ? De quoi avons-nous mémoire ? Que désirons-nous ?* » Puis nous nous sommes posés les questions de la justice : « *A qui appartient légitimement ces terres et leurs fruits ? Pourquoi si peu ont-ils tant ? Pourquoi tant ont-ils si peu ?* »

De nous être formulé ces questions depuis le XVI<sup>e</sup> siècle fait de nous, les Mexicains, – peut-être – les plus anciens citoyens du XXI<sup>e</sup>. Les questions de la fondation du Mexique métis sont les questions de la société migrante et contradictoire de notre époque, coïncée entre l'identité traditionnelle et l'altérité moderne, le village local et le village global, l'interdépendance économique et l'indépendance politique. Le Mexique vit dans cette problématique si actuelle depuis cinq cents ans.

La révolution mexicaine fut une tentative – la plus importante de notre histoire – pour reconnaître la totalité culturelle du Mexique, convaincu qu'aucune de ses parties n'était sacrificable. Les grandes chevauchées des hommes de Pancho Villa dans le Nord et des guérilleros d'Emiliano Zapata dans le Sud sont une revanche contre la mort du Cinquième Soleil qui tua dans son mouvement l'univers indigène. Le mouvement révolutionnaire de 1910 a fondé un nouveau soleil, le Soleil de la reconnaissance mutuelle, de l'acceptation de tout ce que nous avons été, de la valeur accordée à chacun des apports qui font du Mexique une nation multiculturelle dans un monde lui aussi de plus en plus varié et pluraliste.

Le temps révolutionnaire naît d'une nouvelle blessure : un million de morts en dix années de combats acharnés ; une destruction de richesse incalculable... Bon nombre de ces blessures cicatrisent grâce à la réussite majeure de la révolution : le processus d'autoreconnaissance nationale, la découverte d'une continuité culturelle qui a survécu à tous les avatars de l'histoire, mais qui ne se reflète pas encore suffisamment dans l'histoire politique et économique du pays.

C'est dans la culture que la révolution s'incarne : pensée, peinture, littérature, musique, cinéma... Une révolution qui fait taire les voix de la création et de la critique est une révolution morte. La révolution mexicaine, avec tous ses défauts, n'a pas réduit ses artistes au silence : le Mexique a compris que la critique est un acte d'amour, le silence une condamnation à mort.

Nous sommes ce que nous sommes grâce à cette découverte de soi qui s'est produite pendant les années de la révolution. Grâce à la philosophie de José Vasconcelos. A la prose d'Alfonso Reyes, aux romans de Mariano Azuela, à la poésie d'Octavio Paz, à la musique de Carlos Chávez, à la peinture d'Orozco, Siqueiros, Tamayo, Diego Rivera et Frida Kahlo... Nous ne pourrions plus jamais cacher nos visages indigènes, métis, européens : tous sont les nôtres.

Le miroir de Quetzalcoatl s'est empli de visages : les nôtres. Mais le temps de la révolution établit aussi et indubitablement un accord tacite. Lequel dit, en substance : organisons le pays dévasté par l'anarchie et la guerre. Créons des institutions, créons des richesses, créons le progrès, l'éducation, la santé, et un minimum de justice sociale.

Par ailleurs, en bons scolastiques, préservons l'unité, contre la réaction interne, contre les pressions nord-américaines, afin d'atteindre les objectifs de la révolution : réalisons le bien commun thomiste au moyen de la hiérarchie augustiniennne. Les fidèles – entendez : les citoyens – ne peuvent connaître la grâce divine – entendez : la démocratie – par leurs seuls moyens. Voici le pacte : stabilité et progrès, mais sans démocratie et pluralisme. Pourquoi ?

Pour nous épargner les dictatures militaires, les trop longs séjours au pouvoir, tous ces facteurs du déséquilibre latino-américain. L'armée respecte les institutions, la présidence aussi : tout le pouvoir à César, mais pour six ans seulement, jamais plus ; pas de réélection, comme l'a demandé Madero au début de la révolution en 1910.



# Tchétchénie : les fruits islamistes de la non-ingérence

**DES AMIS** américains de la Russie, comme Strobe Talbott, ont fini par se repentir d'avoir été trop complaisants avec elle lors de la première guerre tchétchène. Avenu tardif, une fois que le mal est fait : Moscou se conduit en Tchétchénie comme Belgrade au Kosovo. Avec plus de violence, sans doute : bombes, obus et missiles russes s'abattent une seconde fois sur un pays déjà en ruine, qui a eu près de cent mille morts en 1994-1996. Il subit de nouveau des ratisages, préludes aux camps de « filtration », c'est-à-dire de mort et de torture.

Mais la Russie n'est pas la Serbie : l'OTAN ne songe pas un instant à s'ingérer dans les affaires de son « partenaire » russe, doté du feu nucléaire et membre du Conseil de sécurité de l'ONU. Les ambiguïtés du droit d'ingérence sont ainsi exposées avec éclat. Un haut diplomate européen le traduisait au mieux en demandant, il y a trois semaines, au représentant à Moscou du président tchétchène Aslan Maskhadov : « *Comment peut-on vous aider sans gêner la Russie ?* » Il voulait sans doute dire : sans gêner ses dirigeants actuels. Ce qui est une question sans réponse.

La Russie, elle, ne serait pas gênée par un processus de décolonisation négocié dans le nord du Caucase. La population était assez largement prête, après la défaite de 1996, à laisser partir les Tchétchènes, à s'en débarrasser une fois pour toutes. Assortie d'accords économiques et militaires, comme le proposait le président Maskhadov, une indépendance tchétchène n'aurait guère menacé le maintien des Républiques voisines au sein de la Fédération russe. Leurs différents statuts se seraient fondus progressivement dans un ensemble régional aux liens, y compris culturels, étroits avec la Russie.

Mais, aujourd'hui, c'est un vœu pieux. Car deux forces, plus ou moins complices, ont intérêt à la guerre. D'une part, les maîtres actuels du Kremlin, conduits par le magnat Boris Berezovski. Ils ont lancé cette seconde guerre comme une planche de salut, qui leur a enfin permis de promouvoir un candidat crédible à l'élection présidentielle de juin 2000, le premier

ministre Vladimir Poutine. Sa popularité est certes aussi soudaine que fragile, vulnérable aux premières images de pertes importantes dans les rangs russes. Mais les médias sont sous contrôle et les étrangers efficacement dissuadés de se rendre sur place. Si cela ne suffit pas à maintenir le mythe d'une guerre propre et victorieuse, un scénario de rechange est prévu : le ministre des situations d'urgence, Sergueï Choïgou, autre « protégé » de M. Berezovski, surgirait dans le rôle de l'homme de la paix – comme Alexandre Lebed en 1996 – et raflerait les suffrages.

L'autre force qui brûle d'en découdre, ce sont les chefs de guerre tchétchènes qui sont ralliés, aujourd'hui, sous la bannière « islamiste », autour de Chamil Bassaev, dont les militaires russes viennent de mettre la tête à prix. Ils promettent un petit million de dollars à qui assassinerait ce « *terroriste numéro un* ». Or ils avaient eux-mêmes œuvré à son ascension : même si Bassaev ne fut pas un agent du GRU (renseignements militaires), comme le veut la rumeur, la première « guerre totale » contre les Tchétchènes avait ouvert une voie royale aux radicaux dont il avait pris la tête.

## PROTESTATIONS VERBALES

La seconde guerre l'a remis en selle, ruinant les vellétés du président Maskhadov de le mettre au pas, lui et ses nouveaux alliés, bandits preneurs d'otages étrangers – rachetés presque toujours grâce aux bons soins de M. Berezovski, en relations d'affaires suivies avec leurs chefs – et « wahhabites » coupeurs de tête, financés par d'obscurs sponsors proche-orientaux. Mais l'Occident avait tout autant favorisé l'essor de ces divers extrémistes par sa démission durant la première guerre, puis par son silence quand le Kremlin renia sa promesse de reconstruire la Tchétchénie et de poursuivre les négociations sur son avenir.

Rien n'indique que les choses aient changé de ce côté : les protestations verbales de l'Occident se font certes un peu plus fermes, mais ne dépassent pas les appels classiques, toujours ignorés, demandant à Moscou de faire un usage « *modéré* » de la force et de négocier, le Kremlin rétorquant

qu'il n'a pas d'interlocuteur valable. Cette réponse est inacceptable.

Aslan Maskhadov est certes très affaibli par les divers soutiens financiers occultes prodigués à ses rivaux islamistes. Mais il reste le président élu sous les auspices de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). L'abandonner, comme le réclame le Kremlin, livrerait à coup sûr la région à ces mêmes « *terroristes* » que Moscou prétend combattre

– ou à d'autres. Faut-il que l'Occident ait peur de la Russie pour se taire quand le représentant à Moscou du seul pouvoir tchétchène légal se fait arrêter sous un prétexte coulé de fil blanc ? La pusillanimité n'est pas une solution : il n'y aura pas de stabilisation en Russie si son président est élu une nouvelle fois grâce à des manipulateurs qui provoquent froidement des bains de sang.

Sophie Shihab

## Les gens par Kerleroux



# Le bel avenir du service public

Suite de la première page

Ce qui est incompatible avec à la fois le libéralisme et la démocratie. C'est l'origine du droit du travail. Mais cette exigence peut être diversement interprétée, et conduire à autant de troisièmes voies différentes. Par exemple, la protection de ceux qui, parmi les salariés, sont en position la plus fragile implique que l'on évite de les laisser entrer dans un rapport de négociation directe avec les entreprises.

Certains termes de leur contrat de travail doivent être des dispositions d'ordre public qui échappent à la négociation, notamment le salaire. C'est la vraie justification du salaire minimum. Mais on voit bien que, à partir d'une même exigence, différentes politiques peuvent être conduites. Le salaire minimum est aussi et inévitablement une norme sociale dont le niveau dépend d'une appréciation politique. Il n'est pas le même en France et aux Etats-Unis. Certains diront que l'introduction d'un prix administré crée une rigidité qui nuit à l'efficacité de l'économie de marché. Parce qu'ils auront oublié que cette « rigidité » a été introduite pour compenser une autre inefficacité, le fait que certains agents ont des pouvoirs de marché.

Mais l'exemple suffit pour illustrer un point essentiel : accepter l'économie de marché ne signifie pas – et n'a jamais signifié – renoncer au politique. C'est à lui qu'incombe le choix du contrat social, celui des modes d'intervention mieux à même de corriger les dysfonctionnements du marché. Tout cela est banal, mais l'insistance de certains sur les excès de la réglementation du marché du travail n'a de libéralisme que le nom. S'inquiètent-ils des dysfonctionnements futurs inscrits dans le mouvement présent de concentration ?

Nous sommes aujourd'hui à la croisée des chemins. Les Etats se désengagent du jeu économique

notamment par la privatisation. C'est le négatif qui l'emporte sur le positif : défaire plutôt que faire. Il n'y a rien de mal à cela, c'est une partie du chemin. Les temps changent et les modes d'intervention doivent changer. La fin de l'Etat propriétaire ne signifie pas la fin de l'Etat tout court. Mais, comme devant l'effondrement du communisme, nous restons à bout de souffle pour imaginer la suite. Où sont les projets et quel est notre avenir ? Allons-nous affronter seuls un futur rendu d'autant plus opaque que les évolutions en cours, la mondialisation et le changement technique ont des conséquences indéterminées ?

## UNE DOUBLE INJUSTICE

Jamais les individus n'ont eu autant besoin du social, du collectif, comme points de repère, d'ancrage. La montée de l'individualisme les a libérés, mais elle a accru la fragilité de leur destin. Il incombe à l'Etat d'inventer le contrat social et les services publics de l'avenir, propres à apaiser leurs inquiétudes. Car être responsable de soi, en un temps où les jeux semblent déjà faits, apparaît comme une double injustice. Il convient donc de susciter une autre dialectique entre l'individuel et le collectif au moyen de l'invention de nouvelles formes de solidarité. Le chantier est immense, mais pour illustrer mon propos je choisirai trois exemples.

Le service public de l'éducation semble être le moins remis en question aujourd'hui. D'où vient alors le malaise récurrent que son fonctionnement semble susciter ? Même si son principal critère est le mérite, il ne semble pas en mesure d'empêcher la reproduction des plus graves inégalités. Dans la plupart des pays européens, en effet, et singulièrement en France, l'orientation et la sélection des élèves se font si tôt qu'elles valident tout autant et peut-être davantage l'inégalité des conditions familiales que le mérite de l'enfant. Il ne devrait pas être impossible d'imaginer des procédures qui donnent plus de poids au second qu'à la première, ne serait-ce qu'en

repoussant dans le temps ou en laissant libre le choix des orientations.

Pour des raisons du même ordre – l'importance accordée aux conditions initiales, généralement très inégalitaires, des individus – l'accès au crédit est rendu particulièrement difficile pour des catégories de plus en plus nombreuses de la population. Les conséquences en sont considérables : seuls ceux qui ont la chance d'avoir un « passé », c'est-à-dire qui peuvent mobiliser les garanties et cautions nécessaires, ont accès et à la possibilité de réaliser un investissement personnel et à celle d'affronter les incidents de parcours dont la probabilité ne cesse d'augmenter avec la modernité. Pour les autres, ces incidents auront des conséquences irréversibles. Ne pourrait-on imaginer un « service public du crédit » qui, sous certaines conditions, apporterait des garanties à ceux qui en sont démunis mais dont le projet est solvable ? Ou encore un « service public du logement » qui faciliterait l'accès au logement pour ceux qui manquent de garanties ?

Les services publics de l'avenir me semblent devoir obéir à des règles générales, mais d'application particulière de façon à mieux aider les gens dans leur vie quotidienne.

Un principe général doit présider à leur organisation : l'introduction d'une dose d'égalité dans des rapports autrement trop inégaux, entre salariés et entrepreneurs – ce qui suppose la recherche obstinée et permanente du plein emploi –, entre système financier et individus, entre propriétaire et locataire, etc. Autrement, les inégalités deviendraient trop vite cumulatives. Ces services du second type, qui complètent utilement ceux de l'Etat-protecteur, ne sont, pour les raisons exposées plus haut, nullement incompatibles avec l'économie de marché. Au contraire, en remédiant au déséquilibre des rapports de forces entre acteurs, ils en accroissent l'efficacité.

La croyance selon laquelle l'économie de marché se porte d'autant mieux que l'Etat en est absent est superficielle. Il faut sans cesse inventer de nouvelles voies. L'égalité n'est pas un concept archaïque, mais au contraire celui qui nous permettra de mieux concevoir notre futur. La notion de service public n'a jamais eu plus bel avenir. Mais elle doit être pensée autrement si nous voulons réussir la transition de l'Etat propriétaire à l'Etat intelligent.

Jean-Paul Fitoussi pour *Le Monde*

## RECTIFICATIFS

### DINOSAURE

L'auteur du dessin d'*Atlasaurus imalakei*, le dinosaure géant découvert dans l'Atlas marocain (*Le Monde* du 14 octobre), s'appelle Michel Fontaine et non Michel Moulin, comme il était indiqué par erreur dans la légende.

### RETRAITES

A la suite de la publication de notre article intitulé « Financer les retraites des Français grâce à la Bourse ou contre elle » (*Le Monde* du 20 octobre), la Commission européenne précise que, contrairement à ce qui était écrit, elle « ne préconise ni d'allonger les durées de cotisation, ni de baisser le montant des prestations retraites, ni de dimi-

nuer les ressources, donc les prélèvements destinés aux systèmes de retraites ». Elle recommande, en revanche, « une augmentation des ressources » et « pas forcément, ni seulement, une baisse des prestations ».

### EMBRAER

Contrairement à ce qui était indiqué dans un article consacré au groupe d'aéronautique brésilien Embraer (*Le Monde* du 26 octobre), le PDG de cette firme n'est pas Mauricio Botelho, mais Carlos Leoni Siqueira, qui exerce cette responsabilité tout en présidant la société Bolzano Simonsen Group, principal actionnaire d'Embraer. M. Botelho, quant à lui, est directeur général de la firme d'aéronautique.

# Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05  
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Tél. : 206 806 F  
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90  
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

# La France et la corruption

**L**A France aime à se présenter comme un modèle de vertu au reste du monde ; ses dirigeants, de droite comme de gauche, parquent volontiers dans les grandes réunions internationales en dénonçant la corruption... chez les autres. Le rapport rendu public, mardi 26 octobre, par Transparency International (TI), un mouvement international indépendant qui lutte partout dans le monde contre toutes les formes de corruption, porte, malheureusement, une ombre sur cette image que notre pays s'efforce de cultiver. En la matière, en effet, la France reste encore et toujours un mauvais élève.

En dépit du rôle, plus actif, de la presse ; de l'action, plus persévérante, des juges ; de la pression, plus insistante, de l'opinion et des intentions gouvernementales, toujours proclamées avec conviction, la France n'a pas véritablement réussi à se guérir de ce mal qui ronge nos sociétés. Dans les classements établis par TI, notre pays apparaît à chaque fois en mauvaise position. Les entreprises françaises continuent à considérer que des pots-de-vin peuvent être nécessaires pour emporter un contrat : seules dans le monde développé les firmes japonaises et italiennes sont plus laxistes encore. Partout ailleurs, en Suède comme au Royaume-Uni, en Allemagne comme en Espagne, une prise de conscience a été observée, des dispositions ont été prises.

Corrupteur, notre pays est perçu aussi comme corrompu.

Pour y travailler, il faut y avoir, bien souvent, recours à des pratiques inavouables. Si le Danemark, la Finlande, la Nouvelle-Zélande et le Canada apparaissent comme les nations les plus respectueuses d'une certaine éthique des affaires, la France se place au 22<sup>e</sup> rang seulement, ex aequo avec l'Espagne. Parmi les Quinze de l'Union européenne, il n'y en a que trois où, apparemment, le mal est plus profond encore – la Belgique, la Grèce et l'Italie.

Au-delà de ce constat, l'action de Paris dans la lutte contre la corruption apparaît bien timide. La convention anticorruption de l'OCDE (l'Organisation de coopération et de développement économique, le club des pays riches) de 1997 peut être critiquée : elle ne s'en prend pas, c'est vrai, à tous les maillons de la chaîne. Elle ne s'attaque pas, en particulier, à la question des paradis fiscaux – un thème sur lequel le ministre français de l'économie, Dominique Strauss-Kahn, insiste, à juste titre, à chaque fois qu'il se trouve dans une réunion internationale. Ce traité de l'OCDE n'en constitue pas moins un progrès dans l'indispensable coopération internationale. Or même sur un accord aussi modeste, la France est en retard. Contrairement à la plupart des autres pays exportateurs, elle n'a pas encore ratifié cette convention ; elle n'a pas ensuite encore transposé les principaux éléments de cet engagement dans sa propre législation. Avant de pouvoir donner des leçons aux autres, il faut être exemplaire chez soi.

**Le Monde** est édité par la SA LE MONDE  
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani  
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint  
Directeur de la rédaction : Edwy Plenel  
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomet  
Directeur artistique : Dominique Roynette  
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment  
Rédacteurs en chef :  
Alain Frachon, Erik Izraelewicz (*Editoriaux et analyses*) ; Laurent Grelsamer (*Suppléments et cahiers spéciaux*) ; Michel Kajman (*Débats*) ; Eric Fottorino (*Enquêtes*) ; Eric Le Boucher (*Internationales*) ; Patrick Jarreau (*France*) ; Franck Nouchi (*Société*) ; Claire Blandin (*Entreprises*) ; Jacques Buob (*Aujourd'hui*) ; Josyane Savigneau (*Culture*) ; Christian Massol (*Secrétariat de rédaction*)  
Rédacteur en chef technique : Eric Azan  
Médiateur : Robert Solé  
Directeur exécutif : Eric Pialoux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg  
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Nermert ; partenariats audiovisuels : Bertrand Le Gendre  
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président  
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourme (1991-1994)  
Le Monde est édité par la SA Le Monde  
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994.  
Capital social : 1 003 500 F. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Léna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

## IL Y A 50 ANS, DANS *Le Monde*

### « Jeanne la Folle » salle Luxembourg

**LA COMÉDIE-FRANÇAISE** a découvert Georges Wakhevitch. C'est un très grand décorateur. Comment surpasser la beauté du jardin de l'infante, calciné de lumière, et ce chemin suspendu qui vient d'on ne sait où et dont la fantaisie ravit ; la vue de ce port, sur le canal bordé de maisons hispano-flamandes, d'où le roi Philippe le Beau admire la richesse et l'activité de son peuple ; cette chartreuse aux murs géants, prison aux grilles superbement forgées, où s'étiole la vieillesse révoltée de la vieille Jeanne ? Les costumes ne sont pas moins audacieux ni éclatants.

Le metteur en scène, Jean Meyer, a rempli ces décors, utilisés ces figures somptueuses avec un art parfait. Ainsi, le spectacle est d'une haute et chaleureuse qualité. La pièce de François Aman-Jean va rencontrer de violentes oppositions. Il est vrai que ce texte, plus

délicat que musclé, et dont les intentions, parfois trop subtiles, n'atteignent pas ou fuient trop vite l'esprit, s'est, au-delà de toutes les appréhensions, évaporé dans cette cage merveilleuse.

Mais la pièce est bien jouée. Jamais la voix de Marie Bell n'a été plus fervente ni plus musicale. Elle croit à son personnage ; elle y brûle. En Charles Quint, Debu-court égale notre attente. Henri-Rollan, Jean Darcy, qui alourdit un peu son Philippe, Jean Meyer, Denise Noël, apparition muette, Louise Conte... Ils sont vingt-quatre, sans compter l'infante – Frédérique Hébrard, délicieuse petite bourgeoise royale – et Boabdil, le jeune Zoura Hani, qui à toutes les grâces de l'enfance maure.

Robert Kemp  
(28 octobre 1949.)

## *Le Monde* SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE  
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC  
ou 08-36-29-04-56

*Le Monde* sur CD-ROM : 01-44-88-46-60  
Index du *Monde* : 01-42-17-29-33. *Le Monde* sur microfilms : 03-88-71-42-30

*Le Monde* sur CompuServe : GO LEMONDE  
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

# La spirale de l'asservissement *par Charles Pasqua*

LES Etats membres de l'OMC vont-ils décider, le 30 novembre à Seattle, de relancer une nouvelle déréglementation des échanges mondiaux, en ouvrant ce que les Américains ont baptisé « *cycle du Millénaire* » ?

Le choix de la ville de Boeing et de Microsoft n'est pas innocent. Voilà six ans, le président Clinton y avait déjà réuni les pays riverains du Pacifique afin de leur faire intégrer une « *communauté Asie-Pacifique* », décrite comme une inéluctable préfiguration du XXI<sup>e</sup> siècle sous la bienveillante tutelle des Etats-Unis. Les dirigeants asiatiques, rompus au décryptage des ruses de guerre, firent savoir qu'Internet n'était pas un argument suffisant pour brader leurs civilisations millénaires et se muer en vassaux. Le projet s'arrêta là. Il avait suffi de dire : « *Non* ».

La députée socialiste Béatrice Marre, auteur du rapport sur les enjeux de la conférence de Seattle, n'a pas ces réticences. Elle invite les députés français à accepter l'ouverture d'un nouveau cycle, en assénant l'argument massue : « *La mondialisation est un fait dont aucune organisation internationale, serait-ce l'OMC, n'est la cause. Elle est d'abord la conséquence directe du progrès technique et de son accélération récente, notamment avec l'Internet.* » A Washington, derrière les portes captonnées, on doit en trépigner de rire : faire croire aux gogos qu'Internet implique la reddition des nations devant l'Oncle Sam est décidément un coup de maître !

Car nous sommes en pleine mystification : les inventions du téléphone, de l'automobile, de l'avion, de la radio, de la télévision, des satellites et des fusées interplanétaires n'ont jamais empêché les Etats-nations, dont le nombre a quadruplé au cours du siècle, de protéger s'ils le voulaient leur indépendance, leurs spécificités culturelles et leurs régimes sociaux. Internet est certes un bel outil mais ce n'est pas lui qui a changé les rapports de forces mondiaux, c'est l'effondrement de l'URSS. Et cette heureuse victoire sur le totalitarisme a malheureusement rendu les Etats-Unis ivres de puissance, tandis que l'esprit d'abandon s'emparait d'une partie des élites françaises.

Cette mise en avant d'Internet vise à détourner l'attention des conséquences du dernier cycle commercial et à nous empêcher de voir que notre intérêt est de ne pas réouvrir un cycle. Car il faut savoir que les 20 000 pages (!) de mesures de démantèlement du cycle conclu à Marrakech en 1994 n'ont même pas encore été toutes mises en œuvre. Qu'aucun bilan n'a été tiré des conséquences des mesures déjà entrées en application. Et que les derniers rapports des Nations unies sont inquiétants : crises financières à répétition, concentration des richesses chez les plus riches et de la pauvreté chez les plus pauvres, développement des violences urbaines partout sur la planète, explosion des activités criminelles transnationales, déferlement de l'américanisation du monde, dépossession sournoise des souverainetés nationales. D'ailleurs, ces cycles commerciaux suscitent un rejet croissant des

#### AU COURRIER DU « MONDE »

#### LIRE BOURDIEU

J'ai lu avec la plus grande attention le texte de Pierre Bourdieu paru dans *Le Monde* du 14 octobre. Je n'y ai nullement trouvé ces marques de « *la plus méprisable des xénophobies* » qu'un enseignant de Sciences-Po à Grenoble prétend y relever (*Le Monde* du 21 octobre). Au contraire, Bourdieu a pris soin d'écrire que son point de vue était celui de « *l'internationale dénationalisée des créateurs* ».

On a le droit d'aimer le capitalisme le plus débridé et de mettre ce qui vient des Etats-Unis plus haut que tout au monde. Mais pas celui de porter une accusation aussi lamentable envers ceux qui ne partagent pas ces vues. L'honnêteté intellectuelle la plus élémentaire, celle qu'on est en droit d'attendre d'un universitaire, aurait dû y inciter ce monsieur.

**Dominique Noguez**  
Paris

opinions publiques qui commencent à flairer la supercherie.

Face à ces résistances, il serait normal – mieux : démocratique – de freiner le mouvement plutôt que de l'accélérer. Alors pourquoi la Commission de Bruxelles, par laquelle la France est représentée dans ces négociations, propose-t-elle de dire « *oui* » à Seattle ? Officiellement parce que cet engagement figure dans les accords de Marrakech. Mais, selon ces mêmes accords, l'Union européenne aurait aussi dû accepter les décisions

#### Nous pouvons dire « non »

à ce « cycle du Millénaire » de l'OMC,

comme le général de Gaulle

sut dire «non » au « Reich millénaire ».

Car la convocation de Seattle relève

d'une politique stratégique de domination

mondiale menée par les Etats-Unis

de l'OMC favorables aux Etats-Unis sur la banane ou le bœuf aux hormones. Or, sous la pression des opinions publiques, elle les a refusées.

Nous pouvons donc dire « *non* » à ce « *cycle du Millénaire* », comme le général de Gaulle sut dire « *non* » au « *Reich Millénaire* ». Car la convocation de Seattle relève d'une politique stratégique de domination mondiale menée par les Etats-Unis et dans leur intérêt supérieur, sous le couvert d'un mot lénifiant et faussement sympathique la « *mondialisation* », qui sonne assurément mieux aux oreilles que « *colonisation* ».

L'urgence n'est pas de démanteler frénétiquement les derniers garde-fous mais au contraire de maintenir la pluralité et l'authenticité des civilisations du globe, en empêchant qu'elles ne soient réduites à des folklores sans épaisseur ou balayées par une sous-culture mondiale avilissante. Il faut que tous les Français lisent cet incroyable aveu du rapport de la députée socialiste : « *Notre ambition n'est pas d'inonder les marchés des pays étrangers de films ou d'émissions de télévision européens, elle est plus modestement de continuer à exister.* » Mais nous marchons sur la tête ! Si l'« *ambition* » culturelle que le gouvernement fixe au pays de Molière pour l'issue du prochain cycle est de « *continuer à exister* », pensant que ce serait déjà un beau résultat, c'est que quelque chose ne tourne plus rond.

Quelle est donc cette force suicidaire qui produit notre asservissement, et qui ne cesse de servir les intérêts américains au lieu des nôtres ? La réponse tient en deux mots : construction européenne. Pour deux raisons. D'une part, les transferts massifs et renouvelés de souveraineté opérés par les traités de Maastricht et Amsterdam ont fini par blaser les responsables. Après avoir transféré tant de pouvoirs à Bruxelles, Francfort et Luxembourg, on ne va pas chipoter pour céder ce qui reste à Genève, siège de l'OMC, d'autant que c'est Bruxelles qui en décide.

D'autre part, la construction européenne bâillonne la France. En

#### ELECTIONS EN AUTRICHE

Je me permets de vous signaler une inexactitude que l'on retrouve dans beaucoup d'informations sur la situation politique en Autriche : l'idée que le Parti libéral autrichien (FPö) n'aurait jamais participé à un gouvernement. Ainsi, dans *Le Monde* du 6 octobre, vous écrivez : « [L']entrée au gouvernement [du FPö] constituerait une première pour l'Europe de l'après-guerre. »

En fait, ce ne serait une première ni pour l'Europe ni même pour l'Autriche, car ce pays a été gouverné de 1983 à 1985 par une coalition SPö/FPö, c'est-à-dire socialiste/libérale ! Je sais bien que ni les conditions ni les hommes n'étaient les mêmes, mais le fait est qu'un parti socialiste a alors cru possible – et bon ? – de s'allier avec ce parti qui n'a jamais caché sa position à l'extrême droite. Il y aurait certainement des enseignements à tirer de ce fait historique, et il n'est en tout cas pas convenable de l'occulter systématiquement.

**Georges Strauss**  
Paris

négociant nous-mêmes, comme tous les autres membres de l'OMC, nous pourrions empêcher des décisions contraires à nos intérêts nationaux puisque ces cycles fonctionnent par consensus. Quatrième puissance du monde, la France rallierait à ses vues d'autres Etats, européens, africains, asiatiques ou latino-américains, ayant des intérêts identiques aux siens, notamment de très nombreux pays en voie de développement qui ne veulent pas plus que nous d'un nouveau cycle de démantèle-

rope, travail de Sisyphe qui nous occupe déjà depuis plus de quarante ans et dont l'idée nous fut sursumée à l'origine par les Américains, nous sommes obligés de nous taire et de déléguer à Bruxelles le soin de parler à notre place. Les Français pro-européens exultent, en proclamant que « *l'union fait la force* », et que l'UE va enfin faire reculer Washington. Mais leur raisonnement est faux, car une communauté d'intérêts ne se proclame pas, elle se constate.

Réunis par la géographie, les Etats membres de l'UE ont des intérêts nationaux variés, dont les résultantes sont de fragiles compromis, toujours à renégocier. Bruxelles concocte donc fiévreusement des positions chèvre-chou qui se lézardent dès qu'elles se heurtent à celles d'autres Etats sachant précisément ce qu'ils veulent parce qu'ils se groupent par intérêt.

Déjà, pour Seattle la Commission mitonne des concessions sur l'agriculture contraires à nos intérêts mais favorables à ceux d'autres Etats-membres. En matière de services, elle propose un mandat flou sur des sujets cruciaux, comme la réglementation des prises de participation, des professions libérales, de l'audiovisuel, des services publics (poste, santé, éducation). Nos gouvernants insistent sur des sujets secondaires intéressant quelques grandes entreprises mais ne disent

mot des conséquences incalculables qu'aurait une déréglementation de tous ces services, même partielle et progressive, sur notre vie quotidienne, l'aménagement de notre territoire, la saveur de la France.

Et ces choix fondamentaux pour l'avenir vont se prendre en catimini, sans même que les Français en aient conscience ! Le mécanisme qui se met en place vide de sens la notion même de démocratie et va déboucher sur un totalitarisme bureaucratique sans précédent.

Nos responsables politiques le savent. Déjà sur la défense, ils affirment qu'ils veilleront au grain et que certains secteurs seront exclus. Mais c'est méconnaître que ces négociations acquièrent une dynamique propre, comme on le vit à nos dépens lors du précédent cycle. Et c'est taire le point capital : nos intérêts vitaux seront défendus par une technocratie chargée de défendre aussi d'autres intérêts, souvent contraires aux nôtres.

Comme dans une tragédie grecque, la seule et vraie raison qu'ont nos dirigeants de dire « *oui* » à Seattle, c'est que leurs choix antérieurs les empêchent de dire « *non* ». Ayant applaudi aux prémisses, c'est-à-dire aux transferts de souveraineté croissants à une Union européenne dans laquelle ils assurent mordicus que réside notre avenir, ils ne peuvent plus maintenant en refuser les redoutables conséquences.

D'où les pathétiques contorsions du gouvernement et de son rapporteur. D'où aussi le silence abyssal de la supposée opposition qui achève ici son processus d'anéantissement. Neuf mois après la ratification du traité d'Amsterdam, soustrait au référendum par peur que le « *non* » l'emporte, ni le PS ni le RPR ni l'UDF ne peuvent plus s'opposer à la Commission de Bruxelles, même lorsqu'elle dit « *oui* » à la stratégie américaine de vassalisation. PS, RPR et UDF ne peuvent d'ailleurs plus s'opposer entre eux que sur des brouilles puisqu'ils sont d'accord sur cela, qui est l'essentiel.

Seuls les députés du RPF ont déposé des amendements demandant que la France propose aux membres de l'OMC le report de ces négociations, dans l'attente, répondant au plus élémentaire bon sens, que toutes les mesures adoptées lors du cycle précédent aient été mises en application et qu'un bilan complet et objectif des conséquences de ces mesures ait été établi. Il faut casser la spirale de l'asservissement. Pour cela, je demande solennellement au président de la République et au premier ministre de refuser d'ouvrir des négociations à Seattle.

***Charles Pasqua**, ancien ministre, député européen, est président du Rassemblement pour la France (RPF).*

# Trente-cinq heurts ? Trente-cinq leurres ? Pourquoi nous ne sommes pas dans le Caucase nord

par **Thierry Paquot**

TRENTE-CINQ heurts ? Trente-cinq peurs ? La loi sur les 35 heures est largement débattue et chacun va de ses intérêts catégoriels, de ses réflexes corporatistes, de son « *confort intellectuel* », de ses habitudes socioculturelles, alors même qu’il s’agit (enfin !) de repenser la place du travail dans la vie de chacun comme de son importance dans la machine économique.

Le travail salarié est une réalité récente – un peu plus d’un siècle environ – qui ne concerne qu’une minorité de la population mondiale, certes majoritaire dans les pays industriels, et qui connaît de profonds bouleversements avec le déploiement des technologies de l’information et des télécommunications et la nouvelle division internationale du travail produite par la mondialisation.

La loi sur les 35 heures que propose Martine Aubry est certainement imparfaite et mérite à coup sûr de nombreuses améliorations, mais elle est à défendre, car elle a l’immense mérite de poser sur la place publique la question du temps, c’est-à-dire du pourquoi et du comment de l’existence humaine, ni plus ni moins.

Certains haussent les épaules, d’autres ricanent face à cette formulation quelque peu pompeuse et pourtant y a-t-il un bien – non économique – aussi important que le temps ? La loi sur les 35 heures

prépare d’autres réductions du temps de travail et surtout d’autres aménagements plus respectueux de la diversité des at-tentes individuelles.

Il y a plus de vingt ans, des syndicalistes, politiques, intellectuels, proposaient de travailler « *deux heures par jour* » ou, plus pragmatiquement, souhaitaient impulser la dynamique du « *temps choisi* ». Le succès fut mitigé. L’époque n’était pas prête, à les entendre.

A présent, chacun observe que la question du temps de travail fait le mur des usines et des bureaux, des magasins et des autres lieux d’activités, pour envahir son quotidien et même imprégner sa destinée. Le séjour terrestre du mortel ne peut se résumer en un emploi

et d’autres réductions du temps de travail

Y-a-t-il un bien – non économique – aussi important que le temps ?

La loi sur les 35 heures prépare

d’autres réductions du temps de travail

et d’autres réductions du temps de travail

du temps plus souvent imposé (depuis la crèche jusqu’à la maison de retraite...) que désiré.

Ce n’est pas l’ouvrage qui manque dans cette société en profonds mutations technologiques et territoriales, et l’ouvrage n’est pas obligatoirement un emploi salarié. Aussi faut-il profiter de la loi

Aubry pour engager d’autres réflexions et énoncer de nouvelles propositions, plus ou moins réalistes, selon les critères des économistes.

Si nous sortions le « *temps de travail* » d’une logique strictement économique pour l’intégrer à la logique de la vie humaine ? Pour repenser le temps de l’éducation (les horaires scolaires plus soucieux de la chronobiologie, les études et les stages, la formation alternée avec les périodes d’emploi, etc.), le temps de la « *vie active* » (?) (le rythme du travail journalier, le repos hebdomadaire, les vacances, etc.), le temps de la retraite (ce mot de « *retraite* » a un arrière-goût de « *déroute* », non ?).

La vie sociale s’organise de plus

et d’autres réductions du temps de travail

temps, et que les nouvelles technologies, d’une certaine manière, vont dans ce sens ?

Le temps libéré n’est pas du « *temps libre* » – celui-ci est aussitôt capté par les industriels des loisirs, de la santé et de la détente –, mais une réconciliation, parfois tendue et contradictoire, de soi avec soi-même. Le temps libéré n’est aucunement un résidu – ce qui reste après le transport, le travail, les commissions, la famille, etc. –, mais une exigence, celle de la dignité humaine, de la maîtrise la moins incomplète possible du destin de chacun.

La loi sur les 35 heures est plus ambitieuse qu’une nouvelle réglementation – certes, ceux qui raisonnent avec une calculette n’y voient que cela, un « *bon* » ou un « *mauvais* » calcul, selon... –, elle questionne la société tout entière sur la finalité des diverses activités productives et consommatrices. Elle éclaire d’un jour nouveau les « *à-côtés* » non économiques, tant méprisés car non immédiatement rentables, qui pourtant participent à la vie. N’escamotons pas un tel débat, pour une fois, de société !

et d’autres réductions du temps de travail





# Canal France International intensifie sa coopération en Asie du Sud-Est

Le Laos vient de lancer une chaîne nationale francophone financée par la France, déjà très impliquée dans le développement de l'audiovisuel au Vietnam et au Cambodge

## VIENTIANE

de notre envoyé spécial

La petite maison ressemble à une chapelle, avec sa façade blanche, son toit pointu, sa porte en bois rouge. Érigé depuis fin 1998 dans l'enceinte de la Télévision nationale du Laos, dans la banlieue de Vientiane, ce bâtiment abrite la dernière née des chaînes laotiennes, TNL 5, dont le lancement a eu lieu, vendredi 22 octobre. Elle s'ajoute aux deux chaînes nationales déjà existantes, TNL 9 et TNL 3, et aux télévisions régionales de Luang Prabang et de Suvannakhet.

Sa particularité est de diffuser, de 17 heures à minuit, des programmes français. Le premier jour, les habitants de Vientiane ont ainsi pu découvrir *Nikita*, de Luc Besson, – préféré à la dernière minute au film *Les Anges gardiens*, dont les scènes dénuées risquaient de choquer –, mais aussi des reportages de « Thalassa » et de « Faut pas rêver », un dessin animé, une émission d'apprentissage du français, un journal télévisé composé d'images de TF 1, France 2 et 3, etc.

Dans les trois pièces de TNL 5, dont la principale abrite la régie, une poignée de techniciens locaux s'affairent, sans stress excessif, sous l'autorité souriante de Charlotte Deflassieux, la représentante de Canal France International (CFI) au Laos. Pour compléter leur paysage audio-

visuel, les autorités laotiennes ont en effet fait appel à la France, qui a financé la totalité du projet, depuis les fondations du bâtiment jusqu'aux antennes. Un investissement de plus de 3 millions de francs, auquel s'ajoute annuellement 1 million de francs de frais de fonctionne-

ment déjà les chaînes laotiennes en images françaises depuis 1994 par le biais de son service professionnel, comme il le fait avec 91 télévisions dans 69 pays. Les chaînes 9 et 3 reprennent en moyenne vingt et une heures de ces émissions chaque mois. Mais les autorités laotiennes

## TV5 reste sur le bouquet thaïlandais

Jean Stock, président de TV5, et Sompan Charumilinda, directeur général du bouquet satellitaire thaïlandais UBC, ont signé, lundi 25 octobre, un accord qui permet à la chaîne francophone de rester dans l'offre basique du bouquet de programmes. Face à la volonté des nouveaux actionnaires sud-africains d'UBC de la reléguer parmi les chaînes optionnelles, TV5 a bénéficié, dit-on, du soutien de la très francophone et francophile famille royale, notamment de la princesse Maha Chakri Sirindhorn de Thaïlande, qui visitera le siège parisien de TV5 lors de sa venue en France, le 14 décembre prochain.

En Asie, TV5 est présente depuis 1996 sur deux autres bouquets, Indovision (Indonésie) et PDM (Taiwan), mais surtout sur les principaux réseaux câblés (dix-sept millions de foyers desservis).

ment, répartis entre le ministère des affaires étrangères et CFI.

La présence de Jean Stock, président commun de CFI et de TV5, à l'inauguration de la nouvelle chaîne laotienne, témoigne de l'intérêt porté par les Français au développement de la coopération télévisuelle dans la péninsule indochinoise, prélude à d'autres développements en Asie.

Canal France International ali-

ont souhaité une intensification de la coopération, sur le modèle des journaux télévisés en français que CFI a contribué à mettre en place au Vietnam et au Cambodge depuis le début des années 90 (*Le Monde* du 7 novembre 1997). Le but est d'ajuster la télévision aux efforts francophones de l'hebdomadaire *Le Rénovateur* et de la radio nationale, explique Douangmany Soliphanh, le patron de TNL 5, qui anime simulta-

nément l'une des trois émissions de la radio laotienne consacrées à la chanson française.

Dans ce pays à la francophonie tout juste renaissante – la France y a consacré 5,5 millions de francs en 1999, notamment par la création de classes bilingues –, la fourniture de programmes français clés en main n'est pas une fin en soi. L'effort fait pour réunir les conditions techniques et humaines au lancement de cette nouvelle chaîne devra être prolongé par un travail de formation en profondeur des personnels. La tâche de Charlotte Deflassieux est d'accompagner les Laotiens vers le professionnalisme en matière de post-production et d'adaptation des images. Il faudra aussi former des journalistes puisque l'arrivée imminente d'une caméra numérique permettra d'insérer dans la grille de TNL 5 des reportages tournés sur place.

C'est le rôle que remplit aussi Hubert Colombeau pour CFI au Cambodge. Mais c'est une aide dont se passent désormais les Vietnamiens, après sept ans de coopération étroite. Ces derniers ont conquis suffisamment d'autonomie pour as-

surer eux-mêmes le journal télévisé quotidien en français. Dans le domaine des échanges de programmes, ils sont aussi passés de l'assistanat total à un partenariat commercial quasi normal avec CFI.

Vietnam Télévision avait bénéficié de la fourniture gratuite des matches de la Coupe du monde de football en 1998 ; cette année, elle a acquis un match de championnat de France sur deux. « De la gratuité à la semi-gratuité, puis au tout-payant, notre objectif est de faire évoluer progressivement les partenariats pour stimuler l'achat de programmes français, résume Guy Muller, directeur Asie de CFI. Pour le Laos, nous ne sommes qu'au début du processus, rendez-vous dans trois à cinq ans. »

L'évolution ne se limite pas aux pratiques commerciales. Si les Laotiens ne sont pas prêts à voir surgir sur leur petit écran les actrices déshabillées des *Anges gardiens*, les responsables de VTV viennent d'acquiescer directement auprès du producteur les droits de *Saint-Tropez*, une série court vêtue que CFI n'avait pas en portefeuille.

J.-J. B.

## TROIS QUESTIONS À...

### JEAN STOCK

**1** Que représente l'Asie dans les priorités de Canal France International que vous présidez conjointement avec TV5 ?

La problématique est la même pour CFI et TV5. En Europe, les programmes français sont connus, tandis que sur un territoire lointain il faut créer l'attente en convainquant les opérateurs – de télévision pour CFI, des bouquets et du câble pour TV5 – de leur qualité. Plus qu'ailleurs, parce que c'est loin et qu'il y a peu de francophones, c'est un travail de longue haleine. D'où l'implantation d'un bureau de TV5 à Bangkok et de personnels détachés au Laos et au Cambodge. On ne peut pas se contenter d'envoyer des images par satellite depuis Paris sans tenir compte de la spécificité de la zone. Il faut précéder et accompagner la livraison.

**2** Comment conciliez-vous les contraintes de la coopération avec les objectifs de l'entreprise ?

Nous n'irions pas si vite sans le financement du ministère des affaires étrangères, ni la motivation des postes français à l'étranger. Si la coopération est une option politique, la démarche doit rester professionnelle. C'est sur des critères télévisuels et non poli-

tiques que les actions sont menées. La formation pour l'endoctrinement appartient au passé. Aujourd'hui, on forme pour rendre les gens responsables de leurs choix.

**3** Cette démarche pour être présents là où la France n'est pas en position privilégiée n'est-elle pas trop coûteuse ?

En quinze ans, la France s'est dotée d'instruments performants à un coût relativement peu élevé. Grâce à TV5, elle paie un satellite sur quatre, et par CFI, on obtient des droits adaptés aux marchés émergents. Sur ces territoires, le fait de montrer nos programmes dans un environnement professionnel va, petit à petit, créer la demande. Nous creusons le sillon des privés à moyen terme.

Sans argent public, il y aurait aujourd'hui quelques niches de vente, mais pas d'effet vitrine à l'échelle mondiale. Il arrivera un jour où le contribuable français n'aura plus besoin de payer pour favoriser l'exportation des images. Il faut simplement veiller au retour sur investissement du contribuable : par exemple, nous ferons dans quelques mois au Laos une étude d'audience pour vérifier l'impact de la chaîne francophone à laquelle nous contribuons.

Propos recueillis par  
Jean-Jacques Bozonnet

## Cofiroute rachète la radio 95.2

APRÈS des années d'atermoiements et de difficultés financières, la radio 95.2 (40 % Ville de Paris, 25 % Havas Images, 15 % Canal+ et 15 % RATP) tombe dans l'escarcelle de Cofiroute, concessionnaire des autoroutes situées au sud et à l'ouest de Paris, qui reprend la totalité du capital de cette société.

En discussion depuis juillet, cette transaction correspond à la volonté de Cofiroute (dont les actionnaires sont, indirectement, Vivendi, la Lyonnaise des eaux et Bouygues) de trouver un prolongement à leur radio Autoroute FM (107.7), dont la diffusion s'interrompt lorsque cesse la concession, c'est-à-dire lorsque l'automobiliste passe les péages. « A partir de là, nos clients ne reçoivent plus d'informations sur la circulation, notamment dans la capitale vers laquelle ils se dirigent. Nous cherchions un moyen pour assurer la continuité de la diffusion », explique Philippe Garnier, directeur

de l'action commerciale et de la communication de Cofiroute. Il restera à trouver un système – technique ou incitatif – pour que l'auditeur bascule de la fréquence 107.7 à celle de 95.2.

### COUPLAGES PUBLICITAIRES

Quant aux programmes, ils devraient continuer à mêler les informations sur la circulation routière, les services et l'actualité francilienne ou parisienne. Forts de leur 33 % d'audience en semaine et 75 % les week-ends, les responsables de Cofiroute envisagent de commercialiser des couplages publicitaires entre les deux stations.

En matière budgétaire, leur objectif est plus modeste que les 12 millions de francs annuels, actuellement dépensés pour le fonctionnement de cette entreprise. Cette recherche d'économies risque de pousser au départ quelques-uns de la trentaine de collaborateurs de l'équipe de 95.2, déjà

échaudés par les réformes successives. Inspiré du format de City Radio, basé sur l'information, les services et la musique, cette station, créée en 1982, n'est jamais parvenue à trouver le format qui lui permette d'attirer les auditeurs et les annonceurs en quantité suffisante pour équilibrer son budget. La dernière tentative, faite en novembre dernier, de diffuser 95.2 dans douze gares du RER n'a pas donné les résultats escomptés.

Pour accélérer la décision de Cofiroute, les anciens propriétaires avaient mandaté, à la fin de la semaine dernière, un administrateur judiciaire pour préparer le cadre juridique d'une cessation d'activité. Comme pour toute modification du capital d'une entreprise de communication, le Conseil supérieur de l'audiovisuel devra donner son accord avant la conclusion définitive de la transaction.

Françoise Chiroit

## COMMUNIQUÉ : YOM HATHORA

# “Au sein de la famille on ne vous juge pas, on vous aime.”

### Avec le Grand Rabbin Joseph Sitruk

et des personnalités de premier plan, réfléchissons ensemble sur la notion de famille.

- M. Bakchi Doron, Grand Rabbin d'Israël
- M. David Lévy, Ministre israélien des affaires étrangères
- M. Pierre Louis Rémy, Délégué interministériel à la famille
- M. Albert Mallet, Conseiller de M.J.P Chevènement
- M. le Pr. René Frydman, médecin spécialiste de la stérilité

### Cinquième journée du judaïsme français

**DIMANCHE 31 OCTOBRE 1999**  
**DE 10h à 20h PARC DES EXPOSITIONS DU BOURGET**

Grand Rabinat de France. 19 rue Saint Georges 75009 Paris.  
Pour tous renseignements, téléphonez au 01.44.59.86.06 ou faxez au 01.44.59.86.07

# La chute du mur de Berlin

C'était il y a dix ans. Dans une série en six épisodes, retour sur l'année 1989 et les événements qui ont précipité l'effondrement du bloc socialiste

Du lundi 1<sup>er</sup> novembre au samedi 6 novembre

Le Monde  
daté 2



FINANCES ET MARCHÉS

VALEURS EUROPÉENNES

● Tractebel a été le titre le plus actif de la Bourse de Bruxelles, mardi 26 octobre, avec 181 479 actions échangées pour un montant de l'ordre de 29,134 millions d'euros. La valeur a fini en hausse de 2,07 %, à 162,30 euros, après que le tribunal de commerce de Bruxelles a décidé de prolonger jusqu'au 3 novembre l'offre publique d'échange (OPE) du groupe Suez Lyonnaise des eaux sur Tractebel. ● L'action DaimlerChrysler a gagné, mardi, 2,39 %, à 72,29 euros. Le groupe automobile germano-américain a annoncé que son bénéfice opérationnel croîtrait probablement plus vite que son chiffre d'affaires en 1999. ● La banque allemande Hypo-

Vereinsbank a gagné, mardi, 6,68 %, à 61,77 euros. Le marché a salué la démission de sept de ses dirigeants dans le cadre d'un scandale immobilier, et les nouvelles perspectives de la banque, qui s'attend à une hausse de sa rentabilité en 2000. ● A la Bourse de Londres, le groupe de matériaux de construction Tarmac affichait la plus forte progression, mardi, avec un bond de 34,45 %, à 480 pence. La direction du groupe a reconnu avoir reçu une offre qui pourrait déboucher sur une OPA. Certains observateurs estiment que le cimentier français Lafarge pourrait être un acquéreur possible avec l'australien Pioneer International.



Table of stock market movements for STOXX 653. Columns include company name, country, and percentage change. Notable entries include COURTAULDS TEXT (+1.89%), BONGRAIN/RM (+3.02%), and CARLSBERG (-0.26%).



Table of stock market movements for EURO STOXX 50. Columns include company name, country, and percentage change. Notable entries include VALMET (+11%), DJ E STOXX IND GO P (-0.17%), and ASSURANCES.

Table titled '27/10 09h49' showing automotive stock prices. Includes companies like AUTOLIV SDR, BEAG, BMW, and Continental AG.

Table titled 'BANQUES' showing bank stock prices. Includes companies like ABNEY NATIONAL, ABBN AMRO HOLDIN, and Allianz.

Table titled 'TÉLÉCOMMUNICATIONS' showing telecom stock prices. Includes companies like EIRCOM, BRITISH TELECOM, and Deutsche Telekom.

Table titled 'CONSTRUCTION' showing construction stock prices. Includes companies like ACCIONA, ACESA, and Aktor SA.

Table titled 'PRODUITS DE BASE' showing raw materials stock prices. Includes companies like ALUMINIUM GREEC, ARJO Wiggins AP, and Assidomaen AB.

Table titled 'CHIMIE' showing chemical stock prices. Includes companies like AGA-A, AGA-B, and Air Liquide RM.

Table titled 'CONGLOMÉRATS' showing conglomerate stock prices. Includes companies like AKER RGJ-A, CGIP/RM, and Christian Dior.

Table titled 'ÉNERGIE' showing energy stock prices. Includes companies like AKER MARITIME, BG, and BP Amoco.

Table titled 'SERVICES FINANCIERS' showing financial services stock prices. Includes companies like CEPSA, ELF Aquitaine, and ENI.

Table titled 'SERVICES COLLECTIFS' showing utility stock prices. Includes companies like AEM, ANGLIAN WATER, and British Energy.

Table titled 'COMMERCE DISTRIBUTION' showing retail stock prices. Includes companies like ARCADIA GRP, BOOTS CO PLC, and Carrefour RM.

Table titled 'HAUTE TECHNOLOGIE' showing high-tech stock prices. Includes companies like AEROSPATIALE MA, ALCATEL/RM, and Alcatel SA Reg.

Table titled 'PHARMACIE' showing pharmaceutical stock prices. Includes companies like AstraZeneca, Elan Corp, and Glaxo Wellcome.

Table titled 'BIENS D'ÉQUIPEMENT' showing equipment stock prices. Includes companies like ABB Parti, Adecco N, and Alstom.

Table titled 'BIENS DE CONSOMMATION' showing consumer goods stock prices. Includes companies like Ahold, Asda Group PLC, and Atens Medical.

Table titled 'COMMERCE DISTRIBUTION' showing retail stock prices. Includes companies like Arcadia GRP, Boots Co PLC, and Carrefour RM.

Table titled 'HAUTE TECHNOLOGIE' showing high-tech stock prices. Includes companies like Aerospatiale Ma, Alcatel/RM, and Alcatel SA Reg.

Table titled 'ALIMENTATION ET BOISSON' showing food and beverage stock prices. Includes companies like Allied Domecq, Associat Brit F, and BASS.

www.lemonde.fr FOOT EN DIRECT

Table titled 'ASSURANCES' showing insurance stock prices. Includes companies like AGF/RM, Allianz Ass, and Allianz AG.

Table titled 'MEDIAS' showing media stock prices. Includes companies like BSKY B GROUP, Canal Plus/RM, and Carlton Communi.

Table titled 'BIENS DE CONSOMMATION' showing consumer goods stock prices. Includes companies like Ahold, Asda Group PLC, and Atens Medical.

Table titled 'COMMERCE DISTRIBUTION' showing retail stock prices. Includes companies like Arcadia GRP, Boots Co PLC, and Carrefour RM.

Table titled 'HAUTE TECHNOLOGIE' showing high-tech stock prices. Includes companies like Aerospatiale Ma, Alcatel/RM, and Alcatel SA Reg.

Table titled 'ALIMENTATION ET BOISSON' showing food and beverage stock prices. Includes companies like Allied Domecq, Associat Brit F, and BASS.

Table titled 'SERVICES COLLECTIFS' showing utility stock prices. Includes companies like AEM, Anglian Water, and British Energy.

Table titled 'COMMERCE DISTRIBUTION' showing retail stock prices. Includes companies like Arcadia GRP, Boots Co PLC, and Carrefour RM.

Table titled 'HAUTE TECHNOLOGIE' showing high-tech stock prices. Includes companies like Aerospatiale Ma, Alcatel/RM, and Alcatel SA Reg.

Table titled 'ALIMENTATION ET BOISSON' showing food and beverage stock prices. Includes companies like Allied Domecq, Associat Brit F, and BASS.

Table titled 'ALIMENTATION ET BOISSON' showing food and beverage stock prices. Includes companies like Allied Domecq, Associat Brit F, and BASS.

★ CODES PAYS ZONE EURO FR : France - DE : Allemagne - ES : Espagne IT : Italie - PT : Portugal - IR : Irlande LU : Luxembourg - NL : Pays-Bas - AT : Autriche FI : Finlande - BE : Belgique.

CODES PAYS HORS ZONE EURO CH : Suisse - NO : Norvège - DK : Danemark GB : Grande-Bretagne - GR : Grèce - SE : Suède.



# AUJOURD'HUI

LE MONDE / JEUDI 28 OCTOBRE 1999

**SPORTS** Pour mieux protéger les secrets de leur jeu, les rugbymen néo-zélandais réduisent au minimum, depuis le début de la 4<sup>e</sup> Coupe du monde de rugby, leurs contacts avec l'exté-

rieur. ● **AVANT LA DEMI-FINALE** qui les opposera à la France dimanche 31 octobre à Twickenham, les All Blacks ont choisi de se préparer à l'abri des regards et des sollicitations. ● **SYLVAIN**



**MARCONNET**, pilier du Stade français, a été appelé, mardi 27 octobre, par les responsables du XV de France en remplacement de Thomas Lièvreumont, blessé. ● **L'ÉLIMINATION** des trois

équipes britanniques en quarts de finale relance le débat sur l'organisation du jeu dans l'hémisphère Nord, où la priorité est donnée aux clubs au détriment des équipes nationales.

## Les All Blacks cultivent en secret leur jardin anglais

Hôtel discret, entraînement à huis clos, contacts avec l'extérieur réduits au minimum : les rugbymen néo-zélandais préparent leur demi-finale, qui aura lieu dimanche, contre le XV de France en ne dévoilant rien de leurs émotions et des arcanes de leur jeu

### LONDRES

de notre envoyé spécial

Située à la sortie du petit bourg de Bagshot, l'entrée de l'hôtel ne paie pas de mine. Un panneau discret se contente d'annoncer que c'est bien ici, l'adresse des All Blacks de Nouvelle-Zélande, le repaire londonien des futurs adversaires de la France. On distingue une route goudronnée qui s'enfonce dans une dense forêt de feuillus qui suffit à décourager le regard des curieux. Pour s'aventurer jusque-là, il faut d'abord avoir parcouru une cinquantaine de kilomètres au sud-ouest de Londres, et avoir affronté les fréquents embouteillages de l'autoroute M3. Le plus dur reste à faire : franchir les huit cents derniers mètres qui conduisent jusqu'au superbe manoir dans lequel cohabite toute la troupe des

hommes en noir. Parcours de golf, tennis, piscine, et même terrain d'entraînement de rugby, une fois encore les All Blacks ne se sont pas trompés dans leur choix.

Ce havre, qu'ils avaient déjà investi avant leur rencontre du premier tour contre l'Angleterre, leur convient parfaitement. Ils s'y préparent loin des tumultes de la ville et à l'abri des curiosités. Dans cet établissement luxueux, les Rolls voisinent avec les Bentley sur le parking, et le majordome stylé semble tout droit sorti d'un roman bourgeois du XIX<sup>e</sup> siècle. Avare d'anecdotes sur ces hôtes prestigieux, il met toute son exquise politesse à indiquer au visiteur l'endroit précis où il faut attendre, un salon plein de divans confortables et de meubles d'époque. Les autres clients vont et viennent, indifférents à la pré-

sence de ces étranges envahisseurs. Ils ont même le bon goût de ne pas reconnaître Jonah Lomu lorsqu'ils le croisent dans les couloirs. Il est vrai qu'on ne peut dire s'il s'agit d'un geste de bonne éducation ou d'une simple ignorance de la chose rugbystique. Bref, les All Blacks coulent des jours tranquilles à Bagshot.

Comme les coups de pied d'Andrew Mehrtens, les charges de Jonah Lomu ou les percées de Jeff Wilson, la discrétion fait partie de la stratégie néo-zélandaise. Pour vivre heureux, vivons cachés, semble être la devise favorite de John Hart, l'entraîneur. Ainsi, ses joueurs sont ceux que l'on aura le moins vus depuis le début de la Coupe du monde. Le plan médias des All Blacks réduit au minimum ce que l'on peut savoir de leur jeu. Cameramen et photographes

n'auront que la possibilité d'assister aux quinze premières minutes des trois entraînements prévus mardi 26, jeudi 28 et vendredi 29 octobre. Autant dire qu'ils ne disposeront que d'images d'échauffement, agrémenté de quelques facéties des artistes les mieux disposés, pour alimenter les journaux, les télévisions et les émissions sportives.

### CONCENTRATION

A ce rendu minimum d'images correspond une explication paradoxale. Les Néo-Zélandais, si dominateurs sur le terrain, tiennent à garder secrets les arcanes de leur jeu. Depuis le premier match du premier tour, les All Blacks n'ont eu vraiment qu'une fois à s'employer – contre l'Angleterre – pour vaincre. Ils n'ont montré presque aucun de ces lancements de jeu censés surprendre et désorienter la défense des adversaires. L'utilisation à deux reprises de Jonah Lomu comme n° 8 en mêlée, en lieu et place du capitaine Taine Randell, et le placement des trois-quarts sur une seule ligne perpendiculaire à la mêlée, pour semer le doute dans la défense adverse sur le côté vers lequel partira l'attaque, n'étaient que des amuse-gueules. Le gros devrait suivre, en cas de besoin. Pour peu que les Français refusent de plier sous la férule noire, ou se mettent en tête de rééditer la double victoire de la tournée de 1994 (22-8, 23-20) ou le match de Toulouse (22-15) en 1995, gagné contre toute

attente. La discrétion des joueurs répond au même souci d'efficacité. John Hart, spécialiste des ressources humaines lorsqu'il ne s'occupe pas de rugby, n'a qu'un mot à la bouche : la concentration. Il veut que chacun de ses joueurs conserve en tête l'objectif

cessaire concentration exigée des titulaires et des remplaçants. C'est pourquoi les All Blacks ne livrent leurs confidences à la presse qu'une fois par semaine. En professionnels, ils y consacrent le temps qu'il faut. Certains, tel Josh Kronfeld, le

### Califano puni, Lièvreumont blessé, Marconnet appelé

Le pilier français Christian Califano a vu son appel rejeté, mardi 26 octobre, à Londres, par la commission de discipline de la Coupe du monde de rugby après le coup de tête dont il s'était rendu coupable lors de France-Fidji (28-19), lui ayant coûté une suspension jusqu'au 5 décembre. La commission a considéré le geste de Christian Califano comme « un acte volontaire ». « *Il nous ont indiqué qu'il fallait que Califano se satisfasse de la décision, car il écopait du minimum dans le barème, a indiqué M<sup>e</sup> Paul Mauriac, l'avocat du joueur. Ils nous ont fait comprendre que cela aurait pu être pire.* » La confirmation de la suspension de Christian Califano a contraint les dirigeants français à convoquer Sylvain Marconnet (Stade français, 23 ans, 8 sélections) pour remplacer le troisième-ligne Thomas Lièvreumont, qui a déclaré forfait à la suite d'une blessure à une cuisse. Après Stéphane Castaignède, Nicolas Brusque et Fabien Galthié, Sylvain Marconnet est le quatrième joueur à rejoindre la sélection française alors qu'il n'avait pas été retenu dans le groupe des 30.

de reconquête du titre mondial. Cette préoccupation a été entièrement reprise à leur compte par le capitaine, Taine Randell, et son second, Jeff Wilson, chargés de veiller à l'ambiance de l'équipe, à sa motivation sur le terrain et en dehors. Virée impromptue dans le sud de la France pour trois jours de détente, entraînements à huis clos, où se mêlent critiques et exercices, rien n'est laissé au hasard. Tout doit favoriser cette né-

troisième-ligne, vont jusqu'à faire durer les plaisirs de la conversation. C'est un trait du personnage. Une fois l'épreuve médiatique terminée, tous en reviennent aux exigences de l'entraînement, à la préparation du futur match. Depuis la victoire sur l'Ecosse (30-18), le 24 octobre, il n'y a plus que la France qui compte.

Pascal Ceaux

## Joueurs et entraîneurs européens multiplient les appels à une restructuration du rugby de l'hémisphère Nord

### LONDRES

de notre envoyé spécial

L'élimination des trois équipes britanniques en quarts de finale de la 4<sup>e</sup> Coupe du monde a donné un nouveau coup d'accélérateur au débat sur la nécessaire restructuration du rugby de l'hémisphère Nord. Au lendemain des défaites successives du pays de Galles, de l'Angleterre et de l'Ecosse, samedi 23 et dimanche 24 octobre, les appels des joueurs et des entraîneurs se sont multipliés pour demander aux fédérations européennes de réagir face à la domination des trois pays de l'hémisphère Sud : la Nouvelle-Zélande, l'Australie et l'Afrique du Sud, vainqueurs des trois premières éditions de la Coupe du monde, et tous trois qualifiés pour le dernier carré de la compétition.

« *Le Sud est meilleur que le Nord. C'était une tendance, c'est devenu une réalité pendant cette Coupe du monde*, observe Pierre Villepreux, l'entraîneur adjoint du XV de France. *Il est temps de poser certaines questions. Elles avaient été posées il y a quatre ou cinq ans, mais elles n'avaient pas été entendues. L'élimination des quatre équipes britanniques va peut-être provoquer l'occasion de tenir un discours réel sur ce problème.* »

Pour tous les réformistes du rugby européen, le modèle se situe dans l'hémisphère Sud, où, dès le passage au professionnalisme, en 1995, fédérations et

télévisions se sont entendues pour mettre sur pied de nouvelles compétitions de haut niveau : le Tri-Nations, tournoi annuel entre les équipes nationales, et le Super 12, un championnat qui oppose douze sélections provinciales des trois pays. C'est cette compétition qui fait aujourd'hui rêver les joueurs européens, las de disputer leurs championnats nationaux, mal structurés et peu relevés.

### « CRÉER L'ÉQUIVALENT DU SUPER 12 »

« *Les fédérations britanniques et la France ont intérêt à créer l'équivalent du Super 12 si elles veulent que leurs équipes nationales rivalisent un jour en Coupe du monde* », souligne Graham Henry, l'entraîneur néo-zélandais recruté à prix d'or par le pays de Galles. Des projets de compétition entre provinces européennes existent, en France notamment, mais les clubs ont jusque-là fait barrage pour protéger leur pré carré.

De retour dans son club des Wasps, l'ancien capitaine anglais Lawrence Dallaglio s'est interrogé à chaud sur les enseignements à tirer de cette Coupe du monde : « *Voulons-nous avoir le meilleur rugby de clubs en Angleterre ou la meilleure équipe nationale ? Je ne pense pas que nous puissions avoir les deux.* » La question et la réponse sont identiques en France.

Eric Collier

## Situation difficile pour le Milan AC et le Bayern Munich en Ligue des champions

**SEPT JOURS** de tension. C'est à n'en pas douter ce qui attend les footballeurs du Milan AC. Car les Italiens, tenus en échec sur leur terrain de San Siro, mardi 26 octobre,



### FOOTBALL

par les Anglais de Chelsea (1-1), ne seront pas fixés sur leur avenir au sein de la Ligue des champions avant le mercredi 3 novembre au soir. C'est-à-dire pas avant d'avoir affronté les Turcs de Galatasaray Istanbul pour la sixième et dernière journée de la première phase de qualification de la compétition européenne. Mais pas avant, surtout, de connaître le bilan de la rencontre qui opposera, le même soir dans ce groupe H, Chelsea aux Allemands du Hertha Berlin.

Pour poursuivre leur chemin sur la voie « royale » de la Ligue des champions, les Milanais devront non seulement absolument s'imposer face à Galatasaray, qui, mardi 26 octobre, a créé la surprise en dé-

crochant sa première victoire dans cette Ligue, face au Hertha Berlin (4-1), équipe invaincue avant cette rencontre, mais les Italiens devront aussi croiser les doigts pour que, dans l'autre match de la soirée, Chelsea ou Berlin s'impose. En tout cas que la rencontre ne se solde pas par une égalité au score. Sinon, Milan AC devra se contenter de rejoindre les rangs de la beaucoup moins médiatique – et rémunératrice – Coupe de l'UEFA.

« *Désormais notre sort ne dépend plus de nous* », a lâché, fataliste, Alberto Zaccheroni, l'entraîneur milanais, à l'issue de la rencontre contre Chelsea. Et il n'est pas certain que le petit message de « sympathie » délivré par son homologue italien Gianluca Vialli l'ait vraiment rassuré : « *Milan peut se tranquilliser par rapport à notre rencontre face au Hertha Berlin. Même si un nul qualifierait les deux équipes, nous jouerons le jeu jusqu'au bout* », a expliqué l'entraîneur de Chelsea.

Un autre club phare de la scène européenne se retrouve lui aussi en situation délicate : le Bayern Mu-

nich. Mardi 26 octobre, les Allemands ont subi la loi des Néerlandais du PSV Eindhoven (2-1), qui, jusque-là, totalisaient trois matches perdus et un match nul. Pour poursuivre leur route en Ligue des champions, les Munichois, troisièmes du groupe F, devront absolument battre, mercredi 3 novembre, les Glasgow Rangers. Le choc s'annonce rude, car il sera également synonyme de possible qualification pour les Ecosseis, qui, mardi soir, ont été battus, à domicile, par le FC Valence (1-2).

### « BESOIN DE SOUFFLER »

Les Espagnols se sont ainsi qualifiés pour la phase suivante de la compétition. Tout comme l'ont fait, au cours de cette soirée, les Espagnols du Real Madrid et les Portugais du FC Porto dans le groupe E, de même que le Sparta Prague dans le groupe G. Les Tchèques sont venus décrocher un match nul (0-0) en Gironde, face à des Bordelais qui, d'ores et déjà assurés de leur qualification avant cette rencontre, ont livré un match à minima.

« *L'important, c'était de ne pas perdre, de rester dans notre série et de ne pas prendre de but. J'ai laissé se reposer des joueurs qui avaient besoin de souffler, comme beaucoup* », a expliqué Elie Baup, l'entraîneur de l'équipe bordelaise, qui n'est cependant pas encore assurée de décrocher la première place de son groupe. Pour cela, il leur faudra battre les Néerlandais de Willem II, mercredi 3 novembre.

Ph. L. C. (avec AFP)

### RÉSULTATS ET CLASSEMENTS

#### Ligue des champions (5<sup>e</sup> journée)

● **Groupe E** : Real Madrid (Esp.)-Olympiakos (Gr.) 3-0 ; FC Porto (Por.)-Molde (Nor.) 3-1. **Classement** : 1. FC Porto, 12 points ; 2. Real Madrid, 10 pts ; 3. Olympiakos Le Pirée, 4 pts ; 4. Molde, 3 pts.

● **Groupe F** : PSV Eindhoven (PB)-Bayern Munich (All.) 2-1 ; Glasgow Rangers (Eco.)-FC Valence (Esp.) 1-2. **Classement** : 1. FC Valence, 9 points ; 2. Glasgow Rangers, 7 pts ; 3. Bayern Munich, 6 pts ; 4. PSV Eindhoven, 4 pts.

● **Groupe G** : Bordeaux (Fra.)-Sparta Prague (Tch.) 0-0 ; Spartak Moscou (Rus.)-Willem II (PB) 1-1. **Classement** : 1. Bordeaux, 11 points ; 2. Sparta Prague, 9 pts ; 3. Spartak Moscou, 5 pts ; Willem II, 1 pt.

● **Groupe H** : Milan AC (Ita.)-Chelsea (Ang.) 1-1 ; Hertha Berlin (All.)-Galatasaray (Tur.) 1-1. **Classement** : 1. Hertha Berlin, 8 points ; 2. Chelsea, 8 pts ; Milan AC, 6 pts ; Galatasaray, 4 pts.

Prochaine et dernière journée le 3 novembre.

PRIX APPEL LOCAL  
**N°Azur 0 801 37 66 66**

**0,29 FHT/mn\***  
**partout en France.**  
**Patrons, vos concurrents**  
**vont devoir ramper**  
**pour trouver un prix aussi bas.**

**FIRST TELECOM** [www.first-telecom.com](http://www.first-telecom.com)

**La seule chose qui change, c'est le prix.**

\*Offre réservée aux professionnels en Ile-de-France et soumise à conditions au départ de la province. Prix TTC : 0,35 F/mn. Valable pour les appels d'un téléphone fixe vers un téléphone fixe, hors numéros spéciaux, hors mobiles et hors crédit temps de 0,37 FHT les 20 premières secondes.

# Saint-Cirq-Lapopie au centre du monde

Du modeste village au bord du Lot, André Breton et ses amis ont fait le haut lieu, quasiment secret, du surréalisme

## SAINT-CIRQ-LAPOPIE

de notre envoyé spécial

C'est une vallée à déguster lentement, rêveusement. A pied le long de chemins de halage creusés jusque dans le roc, en petit tortillard ballotté par les courbes d'un rail vagabond ou en bateau sur la main d'une eau plate, à peine frissonnante. Ici, entre les chairs rouges des causses de Gramat et de Limogne, le Lot a tracé une vallée ni trop large ni trop serrée, de texture sobrement humaine.

Des générations d'hommes ont tempéré ses berges, les ont polies, attendries, depuis que leurs ancêtres sont venus faire leur nid dans les trous des falaises. L'histoire s'est succédé le long de cet axe fluvial qui, jusqu'à l'arrivée du chemin de fer, constituait la

principale voie de communication entre la Méditerranée et l'Atlantique. C'était l'autoroute des marinières et des marchands, des peussiers et des tourneurs de buis, que se disputèrent Anglais et Français.

Du haut des falaises, des hérons cendrés lancent leurs volutes et les chênes verts, par grappes, étouffent la grisaille du roc. Immobiles dans leurs pierres sèches, les hameaux organisent l'ordre des terrasses et des pentes, potagers et vergers, vignes et maïs. Ici la terre était l'or. Puis l'eau s'est changée en or. Le Lot devint roi, chargé d'écluses, de moulins et de barrages. Aujourd'hui, Cahors s'enroule paresseusement dans son écharpe et les touristes affluent pour s'enivrer aux villages qu'il borde.

Îcône de pierre plantée sur un éperon rocheux, Saint-Cirq-Lapopie rayonne. Est-ce sa cascade de toits pointus qui dégringole de l'épaule du causse, est-ce son indéfinissable couleur de rouille, est-ce son enchevêtrement de murailles, tourelles, colombiers, venelles, arches et terrasses ? Ou encore ce silence d'oiseaux volant au-dessus des tonnelles et des roses trémières ? Saint-Cirq-Lapopie passe pour le plus beau

village de France. Ce n'est ni vrai ni faux. Le lieu est médiéval à souhait, avec ses ruines féodales et son église voûtée. Il a exclu fils électriques et antennes de télévision. A peine peuplé (une cinquantaine d'habitants), il a su se garder encore indemne des razias touristiques qui s'y déploient à raison de 300 000 à 400 000 personnes par an.

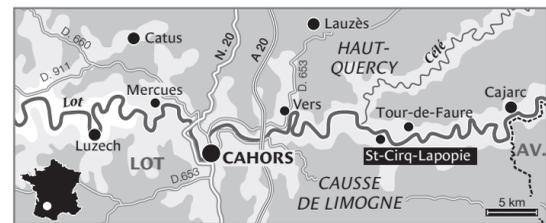
A quoi tient l'exception de ce village dont le descriptif n'est pas plus exceptionnel que beaucoup d'autres « plus beaux villages de France » ? Poser la question, c'est aller chercher la réponse à une autre énigme : pourquoi André Breton et ses amis en firent-ils un haut lieu, quasiment secret, du surréalisme ?

Car le grand imprécateur de la réconciliation du réel et de l'imaginaire qui ne jurait que par Paris – « l'histoire se passe à Paris » – fit soudain de ce site son lieu d'élection. « Saint-Cirq a disposé sur moi du seul enchantement : celui qui fixe à tout jamais. J'ai cessé de me désirer ailleurs », lit-on sur le livre de la mairie qu'il signa « André Breton, homme de lettres », le 3 septembre 1951.

On le sait peu et Saint-Cirq-Lapopie n'en tire aucune vanité, André Breton s'est installé cette année-là au bas du village, dans une maison massive surmontée d'une tour carrée. C'était l'ancienne auberge des marinières qu'il racheta aux héritiers du peintre Henri-Martin et où, jusqu'à sa mort en 1966, il passa tous ses étés. La maison est toujours là, envahie par les herbes, avec sa grille rouillée et ses grosses pierres disjointes. La dernière femme du poète, Elisa, ne vient plus ; sa fille, Aube, passe parfois. L'étroit chemin qui y mène sent la désolation. Nul ne sait quels secrets ou quelles merveilles l'auberge des marinières recèle encore. André Breton ne dispose à Saint-Cirq d'aucun musée, ●●●



ELISA BRETON



ELISA BRETON

## Au fil de l'eau

C'est un plaisir qui s'apparente plus à la glisse qu'à la navigation. Mais quel bonheur de se laisser aller au fil du Lot ! Une soixantaine de bateaux, *house boats* et pénichettes en tout genre, sont à la disposition des touristes entre Tour-de-Faure et Luzech en passant par Saint-Cirq-Lapopie, Vers, Cahors et Mercuès, d'avril à novembre.

Sur 65 km, de méandre en méandre, le Lot est navigable grâce à un système d'écluses. On s'arrête où l'on veut pour parcourir villages et chemins alentour. Les embarcations sont faciles à diriger (sans permis) et parfaitement équipées (cuisine, chambres, salle de bains) pour accueillir de 3 à 8 personnes. Le moteur est heureusement silencieux. Reste à apprendre à « négocier » les écluses sans aide extérieure, ce qui nécessite un peu de réflexion et beaucoup d'huile de coude. La promenade demande au moins une semaine, car il faut absolument prendre son temps.

## Semaine prochaine, sortie de notre nouvelle brochure Voyageurs dans les îles 2000



**Voyageurs**  
DANS LES ÎLES

[ VOLS RÉGULIERS ]\*  
Paris > La Réunion : 3 290F  
Paris > La Havane : 3 300F  
-> Consultez et réservez tous nos vols sur toutes nos destinations sur le Web Voyageurs : [www.vdm.com](http://www.vdm.com)

[ SEJOUR ] LE GUANAHANI / SAINT BARTHÉLÉMY  
8 jours/7 nuits à partir de 4 500F par personne  
Un lieu d'exception entre océan et lagon (vols non inclus).

[ ITINÉRAIRE EN INDIVIDUEL ] LA RÉUNION  
8 jours au départ de Saint Benoît à partir de 3 360F par personne  
" La traversée des 3 cirques ", une randonnée pour la découverte de la Réunion au travers de 3 de ses plus beaux sites. (vols non inclus)

[ VOYAGE A LA CARTE EN INDIVIDUEL ] LES SEYCHELLES  
8 jours/7 nuits à partir de 5 250F par personne  
Un combiné Mahé/Praslin/La Digue, logement en hôtels typiques et confortables où vous serez accueillis en hôtes privilégiés. (vols non inclus).  
\*Prix par personne à partir de, aller/retour, hors taxes.  
-> Prenez rendez-vous avec nos conseillers spécialisés par destination.

-> Renvoyez ce coupon à VOYAGEURS DU MONDE, 55 rue Sainte Anne, 75002 Paris

JE SOUHAITE RECEVOIR LES BROCHURES SPÉCIALISÉES SUR LES VOYAGES EN "INDIVIDUEL" :  
 Afrique  Amérique du Sud  Asie Centrale  Asie du Sud Est  Australie  Chine  Etats-Unis / Canada  Europe  Les îles  Inde  Indonésie  Italie  Mexique / Guatemala  Monde Arabe

JE SOUHAITE RECEVOIR LA BROCHURE VOYAGEURS "CIRCUITS" :  
Cette brochure regroupe l'ensemble des circuits "civilisations" et "découvertes" de nos 13 brochures spécialisées.  
 Circuits \*Envoi gratuit limité à 2 brochures. Au delà, merci de joindre 15 Frs par chèque à l'ordre de Voyageurs du Monde.

NOM : \_\_\_\_\_ PRENOM : \_\_\_\_\_  
ADRESSE : \_\_\_\_\_  
CODE POSTAL : \_\_\_\_\_ VILLE : \_\_\_\_\_ TÉL : \_\_\_\_\_

Le Monde - 28/10/99

## Les Expositions-ventes d'Artisanat

LA CHINE : du 8 septembre au 27 novembre 1999, la Cité des Voyageurs - Paris, vous invite à découvrir l'art et l'artisanat traditionnel chinois.

► VOYAGEURS PARIS  
55, rue Sainte-Anne  
75002 Paris  
☎ 01 42 86 16 39

► VOYAGEURS LYON  
5, quai Jules Courmont  
69002 Lyon  
☎ 04 72 56 94 56

► VOYAGEURS RENNES  
(agence Rallu)  
2, rue Jules Simon, BP 7501,  
35075 Rennes Cedex  
☎ 02 99 79 16 16

► VOYAGEURS TOULOUSE  
12, rue Gabriel Péri  
31000 Toulouse  
☎ 05 62 73 56 46

► VOYAGEURS FOUGÈRES  
(agence Rallu)  
☎ 02 99 94 21 91

► VOYAGEURS SAINT-MALO  
(agence Rallu)  
Tél : 02 99 40 27 27

-> Demandez vos brochures sur Internet

[www.vdm.com](http://www.vdm.com)

3615 VOYAGEURS

2,23F/min

## Carnet de route

● **ACCÈS.** En voiture par la N 20 et l'A 20 sur l'axe Paris-Toulouse. Par le train, ligne directe Paris-Cahors. Par avion, aéroport de Toulouse-Blagnac.

● **ÉTAPES.** A Saint-Cirq, jusqu'au mercredi 3 novembre, l'Hôtel de la Pélissaria (tél. : 05-65-31-25-14), une des adresses de charme sélectionnées par Cendrine Dominguez et Tim Newman dans leur *Carnet de week-ends romantiques* (Hachette, 168 p., 139 F, 21 €) ? et l'Auberge du Sombrol (tél. : 05-65-31-26-08), ouverte jusqu'au 15 novembre.

A 10 km de Cahors, le château de Mercuès (tél. : 05-65-20-00-01), dont la table rivalise avec les deux grandes adresses locales : Le Balandre (tél. : 05-65-30-01-97), à Cahors, et, à 7 km de là, Claude Marco (tél. : 05-65-35-30-64), à Lamagdelaine.

La région regorge de petites auberges et de restaurants qui font honneur aux produits de terroir. Consulter le *Guide national 1999 des chambres d'hôtes prestige et gîtes de charme* (Gîtes de France, 120 F, 18 €). Dans des manoirs et châteaux, comptez entre 280 F (43 €) et 600 F (91 €) la nuit pour deux personnes, avec petits déjeuners.

● **LOCATION DE BATEAUX.** Le choix des loueurs est vaste : Locaboat Plaisance (tél. : 05-65-30-71-11), Crown Blue Line (tél. : 05-65-20-08-79), Baboumarine (tél. : 05-65-30-08-99), Safaraid (tél. : 05-65-35-98-88), Nicols (tél. : 05-65-30-24-41). Les locations se font en général à la semaine : comptez entre 4 500 F et 8 000 F (686 à 1 220 €) selon la saison pour un bateau équipé pour recevoir 4/5 personnes. Il est également possible de louer pour un week-end. La navigation sur le Lot se pratique du mois d'avril à début novembre.

● **LIVRES.** Chez Hachette consulter le Guide bleu et le Routard Midi-Pyrénées. Le guide Michelin vert Périgord-Quercy. *Le Petit Futé* édition du Lot. Deux albums : *Villages perchés de France*, de Christophe Lefebvre, photographies de Dominique Repérant (Arthaud, 200 p., 275 F, 42 €) ; *Douce France, les plus beaux villages*, de Denis Montagnon, photographies de Dominique Repérant (Le Chêne, 232 p., 260 F, 40 €).

● **RENSEIGNEMENTS.** Comité départemental du tourisme du Lot (tél. : 05-65-35-07-09) et Office de tourisme de Saint-Cirq-Lapopie (tél. : 05-65-31-29-06).

## Séjours Weekender Plus

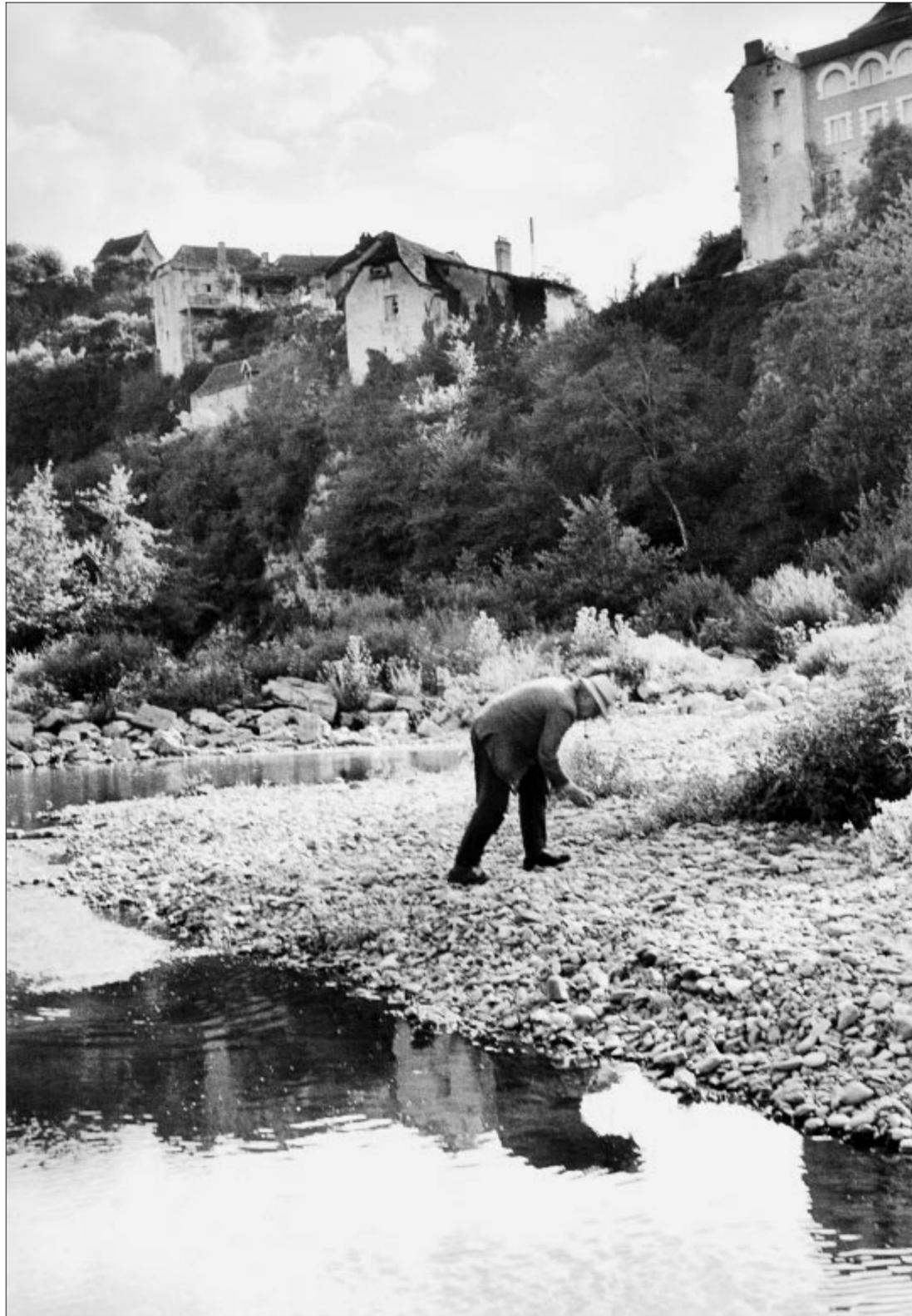
Des escapades familiales

Enfin...

Week-ends exceptionnels dans plus de 300 hôtels ! A partir de FF 399 par chambre et par nuit, petit déjeuner compris - pour deux adultes et deux enfants de 12 ans et moins.

Pour réserver, appelez le numéro vert et demandez la formule "Weekender Plus" **0800 905 999**





## Week-end parfumé dans le Loiret

Le Loiret est un département qui ne fait pas de bruit. En moins d'une heure, des Parisiens y retrouvent leur résidence secondaire. C'est une porte d'entrée discrète dans le Val de Loire. Et les châteaux qu'il abrite sont moins courus que leurs voisins des autres départements.



Ainsi Chamorrolles, en lisière de la Beauce et de la forêt d'Orléans, il y a quinze ans, était une ruine superbe et désespérée, propriété de la Ville de Paris, qui ne savait qu'en faire. Le conseil général du Loiret l'acheta et fit couler à flots l'argent pour reconstruire cette belle demeure où planait le souvenir de Lancelot du lac, qui fut un haut lieu du protestantisme et abrita au XVIII<sup>e</sup> siècle un seigneur amoureux des Lumières, ce qui ne l'empêcha pas de monter sur la guillotine.

Chamorrolles sent un peu trop le neuf. Il faut que l'édifice se patine. Il sent tout court, puisqu'il propose au visiteur une promenade des parfums. Le conseil général cherchait un thème pour l'animer. On en a fait une vitrine des entreprises de cosmétique (de Dior à Shiseido) qui ont élu domicile dans le département.

Voici donc un château où l'on raconte l'histoire des parfums, où l'on passe beaucoup de temps dans la chambre à coucher de nos ancêtres. L'intimité corporelle aussi a une histoire. Aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, on le sait, on se lavait peu, l'eau était crainte comme la peste et l'on se parfumait pour éloigner les mauvaises odeurs. C'était la « toilette sèche ». Les prêtres fustigeaient l'immoralité du bain et les dangers de la douche. Les historiens en ont peut-être un peu trop rajouté sur la crasse ancestrale. Le discours historique se modifie un peu à présent : nos aînés allaient quand même au bain. Ils y mouraient même, puisque Marat reçut son coup de couteau dans sa baignoire.

A partir du XIX<sup>e</sup>, l'eau revient en grâce, se parfumer n'est plus une question d'hygiène et relève de l'art de la séduction. La parfumerie va devenir une industrie. Tout est expliqué ici avec beaucoup d'intelligence, et la pudeur est respectée. Des vitrines exposent des myriades de flacons, portant les signatures les plus célèbres, de Lalique à Dali. En fin de parcours, on passe devant un orgue à parfums, tenu par un « nez » dont les compositions peuvent être machiavéliques.

De Chamorrolles, on peut traverser la forêt d'Orléans et pousser jusqu'au bord de la Loire à Châteauneuf-sur-Loire. Dans l'orangerie du château local est installé un musée de la Loire. Il y en a de multiples le long du fleuve mais, pour l'histoire de la navigation, c'est celui-ci qu'il faut voir. On a du mal à imaginer le fleuve sauvage d'aujourd'hui en boulevard à bateaux. La Loire était naguère l'axe économique principal du pays. La Fontaine eut même la gentillesse d'écrire un jour que le port d'Orléans avait des airs de Constantinople. L'essor du chemin de fer condamna, on le sait, cette navigation au XIX<sup>e</sup> siècle. La « sauvagerie » de la Loire est toute récente.

de notre correspondant régional Régis Guyotat

★ Le château de Chamorrolles, à 30 kilomètres au nord d'Orléans, à proximité de la N 152, commune de Chilleurs-aux-Bois, est ouvert tous les jours sauf le vendredi, de 10 heures à midi et de 14 heures à 17 heures (tél. : 02-38-39-84-66). Musée de la marine de Loire, Châteauneuf-sur-Loire (tél. : 02-38-46-84-46). Un hôtel de charme en bord de Loire : l'Orléans Parc-Hôtel (tél. : 02-38-43-26-26). Une bonne table : le Lancelot (02-38-32-91-15) à proximité du château de Chamorrolles. Un guide : *Loiret*, de Gallimard (192 p., 128 F, 14 €). Renseignements : comité départemental du tourisme du Loiret (tél. : 02-38-78-04-04).

### DÉPÊCHE

■ 1 050 F (116 €) : le week-end *Senteurs et parfums*, les 30 et 31 octobre, au château d'Artigny, où le parfumeur Nicolas de Barry, qui a fait carrière au Brésil, installera son orgue à parfum. Il animera des ateliers-laboratoires où les participants pourront s'exercer à créer leur propre eau de Cologne. La gastronomie sera en accord : plats et desserts aux essences de rose, jasmin, osmanthus, genêt, violette et bergamote régaleront les papilles. Le maître parfumeur créera une série limitée d'un parfum en hommage au fondateur du lieu, François Coty, qui avait fait du château d'Artigny sa résidence. Ce fleuron des Grandes Etapes françaises est situé à 15 km de Tours. Le prix comprend le menu parfumé, boissons incluses, et une nuit en chambre double avec petit déjeuner. Réservations au 02-47-34-30-30.

Elisa Breton, la dernière épouse du poète, ne vient plus dans la maison aux grosses pierres disjointes qui accueillait tous les amis (en haut, à gauche). Le « pape du surréalisme » (en bas, à gauche) avait eu le coup de foudre pour l'ancienne maison des marinières où il séjourna chaque été de 1950 jusqu'à sa mort, en 1966. Il y passait ses après-midi en promenades, cherchant des agates sur la berge du Lot (ci-dessus), où il avait emmené le grand photographe Henri Cartier-Bresson.

●●● d'aucune publicité, d'aucune faveur. Aucune ruelle ne porte son nom. Saint-Cirq est aussi discret que le poète souhaitait l'être ici, comme si l'homme et le lieu avaient passé un pacte.

Georges Cabessut, un des derniers témoins de l'époque, raconte que Breton se cachait derrière un journal dès qu'il croisait le moindre touriste, qu'il demandait aux habitants de ne jamais l'appeler par son nom mais par son prénom et qu'il refusait de répondre au téléphone.

La découverte de Saint-Cirq par André Breton tient de la rencontre surréaliste. C'est en venant à Cahors le 24 juin 1950, en compagnie d'Orson Welles, à une réunion des « Citoyens du monde » (un mouvement pacifiste créé après la guerre aux Etats-Unis par Garry Davis, dont les adhérents avaient

pour règle de brûler leur carte d'identité nationale), auquel 248 communes du Lot avaient adhéré sur les 340 que comptait le département, qu'il a la révélation de Saint-Cirq.

Le lieu est médiéval à souhait, avec ses ruines féodales et son église voûtée. Il a exclu fils électriques et antennes de télévision

En signant une « charte de la mondialisation et d'abolition des frontières », Cahors avait alors décidé de s'appeler Cahors-Mundi et d'inaugurer les premiers kilomètres de la « Route mondiale n° 1 ». Au cours d'une nuit de liesse, sous les feux de Saint-Jean allumés par les villageois et au son de l'*Hymne à la joie* de Beethoven, Breton s'élance sur la route, « baptisant » une à une les sept bornes qui la jalonnent et sur lesquelles sont inscrites les distances séparant les villages du Lot des « cités du monde », New York, Mexico ou Moscou. La septième et dernière borne est plantée à Saint-Cirq. Breton est abasourdi. « Saint-Cirq m'est apparue comme une rose im-

possible dans la nuit », écrit-il. Le lendemain, il décide de s'y installer.

Que fait le poète pendant toutes ces années dans ce village que la mondialisation a néanmoins laissé de côté ? Il rêve, encore et toujours. Le matin, il ouvre sa fenêtre « sur les très riches heures de la nature et de la vie » ; les longues après-midi sont consacrées à la quête d'objets, galets parfaits ou agates érotiques que charrie le Lot – « une fois, il a trouvé un fossile de salamandre », se souvient Georges Cabessut – ; la nuit l'enferme au secret de la grande demeure où il interdit à Elisa, pianiste, de mettre de la musique.

Comment se comporte-t-il dans le village, lui qu'on dit passablement hautain et provocateur ? Henri Cartier-Bresson, venu prendre quelques clichés discrets, raconte : « Il gardait la tête haute au-dessus des 404 et des 2 CV des foules de pèlerins du tourisme, mais l'inclinait fort bas en saluant les habitants de sa connaissance. »

Dans les cafés du village, fidèle aux rites du groupe surréaliste, Breton aime aller boire avec ses amis de passage, Ernst, Toyen, Perret, Legrand, Man Ray qui dit avoir découvert ici « le rêve de ma jeunesse mis en pierre tendre ». L'après-midi, c'est au café Chalou ; à midi, on mange chez Julia et, le soir, le cérémonial se prolonge Aux Bonnes Choses, autour d'un double blanc. Qu'y dit-on ? Anne-Marie Beauvillain, une voisine, se souvient : « Ils refaisaient le monde autour des mêmes choses : la liberté, l'amour, la révolution. »

Jean-Paul Besset

Évadez-vous,  
l'Irlande vous attend  
pour seulement.

Fuyez la foule, partez pour Dublin,  
Shannon ou Cork.

Pour de plus amples informations, contactez Aer Lingus  
tél: 01 55 38 38 42 Minitel 3615 Aer Lingus (2,23F/mn.)  
ou votre agence de voyages.

\*TAXES COMPRISSES. TARIF A/R. VALIDITÉ JUSQU'AU 15 DÉCEMBRE 1999. ACHAT AU MOINS 7 JOURS AVANT LE DÉPART. VOIR CONDITIONS SPECIALES. VOLS DÉPART PARIS SOUS RÉSERVE D'APPROBATION GOUVERNEMENTALE.



HÔTELS

## Le roi de Copacabana

RIO DE JANEIRO  
de notre envoyé spécial

Dès sa construction en 1923, le Copacabana Palace est devenu le plus en vue des hôtels de Rio. Tout s'est ligé pour cela : sa position les pieds dans le sable blanc de Copacabana-Plage, le dos dominé par le Christ du Corcovado ; sa crémeuse façade à la française dissimulant des terrasses panoramiques ; sa cohorte ininterrompue de clients fameux, de Walt Disney à Jean-Claude Vandamme via Juan Carlos d'Espagne, Gina Lollobrigida, plusieurs rois d'Angleterre et présidents français, sans compter Stavinsky et Toscanini, en passant par Lily Pons et Calvin Klein. La galerie des célébrités du « Copacabana » est « plus longue et plus distrayante que la galerie des Glaces de Versailles », prétendent les Cariocas...

Racheté par le groupe britannique Orient-Express (Sherwood), le palace a été rénové à grands frais, sans qu'on attente au cachet d'un édifice à la fois luso-colonial, néoclassique, british et Art déco, conçu par une famille d'origine belge. On y a ajouté le dernier cri en matière de communications (fax, modem et autre télévision escamotable) dans les deux cent vingt-deux chambres et suites.

Outre l'océan proche, le Copacabana

est doté d'une piscine ; il dispose bien sûr d'un centre d'affaires et de deux restaurants, dont le Cipriani rappelant Venise. Parmi la clientèle très jet-set, on croise de jeunes mariés argentins, français ou italiens descendus parfois ici juste pour une nuit de noces. Dans ce « paquebot » logeant cinq cents personnes, servies par quatre cents employés, l'insolite étroitesse de l'entrée contraste avec de vastes pièces de réception, une salle de bal à la piste lumineuse et un théâtre.

Pour la Saint-Sylvestre 1999, le palace a reçu « deux fois plus de réservations qu'il ne peut en satisfaire » et déjà se profilent celles de l'an 2000 où le Brésil entier célébrera le cinquième centenaire de sa découverte par les Portugais.

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

★ **Chambres à partir de 1 800 F, 274 €.** Pour se renseigner et réserver, un numéro vert, le 0-800-315-800. Egalement, Rio Incomparable, tél. : 01-42-56-06-99. Air France, qui vient de reprendre ses vols directs vers Rio, propose un forfait Paris-Paris, avec sept nuits au Copacabana pour 17 400 F, 2 652 €, en chambre double, vendu par VEA, tél. : 01-47-42-83-00.

D.R.

# Les seniors sont courtisés discrètement par les agences

De plus en plus nombreux à s'évader hors des périodes traditionnelles de vacances, ils sont en quête de « bonnes affaires »

NÉ AVEC LA CRÉATION des caisses de retraites, le tourisme des seniors rimait, il y a encore une dizaine d'années, avec voyages de groupe. Des déplacements organisés par diverses associations et collectivités. Aujourd'hui, les seniors voyagent de plus en plus en « individuel » ou en « individuels regroupés » et ils s'adressent aux voyagistes avec lesquels ils partaient avant de prendre leur retraite. L'allongement de l'espérance de vie fait des seniors - 28 % de la population - des acteurs importants dans l'univers des voyages.

Un site Internet (www.websenior.com) vient d'ailleurs d'être créé à leur intention. Inspirée des groupements américains qui, outre-Atlantique, constituent de véritables lobbies, Seniors Association (tél. : 01-55-21-43-33) propose à ses 7 000 adhérents les réductions consenties par certains prestataires, notamment Accor Episodes.

Selon une étude effectuée cet été par Ipsos (à la demande de Seniors Association), auprès de 900 personnes âgées de 50 ans à 75 ans, loisirs, distractions et voyages constituent, juste après la famille, les priorités de cette catégorie d'âge. Un constat qui confirme une précédente étude du Syndicat national des agents de voyages selon laquelle le taux de départ des plus de 50 ans est celui qui connaît la plus forte progression. Toujours d'après Seniors Association, les 55-65 ans voyagent 2,5 fois par an, contre 1,3 fois pour l'ensemble de la population. Fait nouveau : même s'ils consacrent parfois un budget important à un périple lointain, ils n'en sont pas moins à l'affût des bonnes affaires, notamment celles proposées à la dernière minute. Plus exigeants que les jeunes, ils privilégient aussi le rapport qualité-prix.

Voyageant plus souvent et plus longtemps que la moyenne, s'intéressant à la découverte d'autres cultures, disposant d'un pouvoir d'achat conséquent et libres, lorsqu'ils sont à la retraite, de partir à tout moment, les plus de 50 ans constituent la base de la clientèle (de 35 % jusqu'à 70 %) de la plupart des voyagistes. Paradoxalement et sous couvert de « ne pas enfermer les seniors dans un ghetto », les professionnels ne s'adressent que rarement à cette clientèle même si les voyageurs les

plus âgés (ils exigent un véritable encadrement et sont très pointilleux en matière de confort et de services) bénéficient d'une attention particulière.

La SNCF, qui offre divers avantages aux titulaires de la carte Seniors (elle a remplacé la carte Vermeil), propose, par exemple, un service de bagages à domicile (tél. : 0803-845-845). De son côté, Sélectour (tél. : 01-55-07-12-10), un réseau d'agences de voyages indépendantes, a privilégié des programmes qui, bien que destinés à toutes les clientèles, sont particulièrement appréciés par les seniors. Une offre présentée dans un guide « Senior » édité en collaboration avec le Routard. Rares sont les voyagistes qui, sur ce créneau, acceptent de se voir accolés l'étiquette de « spécialistes », à l'instar de Vacances bleues (tél. : 0803-39-49-59) qui propose séjours et circuits en France et à l'étranger.

Les 55-65 ans voyagent 2,5 fois par an, contre 1,3 fois pour l'ensemble de la population

Autre secteur où la moyenne d'âge de la clientèle est élevée, celui des voyages en autocar. Apparemment classique, la brochure de Terrien (tél. : 02-40-47-93-25) propose toutefois, en France et à l'étranger, des programmes très sécurisants (port des bagages, pourboires compris) qui séduisent une clientèle dont la moyenne d'âge tourne autour de 70 ans.

Sécurité garantie, bonne réputation, image multigénération, trois éléments qui justifient le succès de certains voyagistes auprès de cette clientèle. Sans pour autant faire l'objet d'une orchestration particulière. Un professionnel avoue même que le pourcentage important de seniors dans ses programmes l'oblige « à communiquer davantage sur les jeunes, histoire de rétablir l'équilibre... ». Ce qui n'empêche pas les voyagistes de multiplier leurs efforts pour séduire les têtes blanches. Notamment par le biais d'une petite men-

tion dans le cahier des prix. Si les seniors refusent l'idée qu'on puisse les regrouper, ils acceptent volontiers de se voir accorder des avantages tarifaires. Ce que font, régulièrement et discrètement, certains voyagistes, à commencer par les spécialistes des voyages de noces qui, tout en offrant de substantielles réductions aux jeunes mariés, proposent des conditions similaires, assorties de petits cadeaux, à l'occasion des divers anniversaires de mariage qui ponctuent la vie d'un couple. Tel est le cas d'Exotismes (tél. : 04-91-24-25-00) ou de Sun Vacances (tél. : 01-45-15-17-07).

Quant aux tarifs avantageux consentis, pour les longs séjours (un mois, voire plus), dans un hôtel du Bassin méditerranéen, des Antilles ou de l'océan Indien, ils s'adressent particulièrement à ceux qui ont le temps d'en profiter. Des tarifs proposés notamment dans les brochures d'Accor Tour (tél. : 01-44-11-11-50), de FRAM (tél. : 01-40-26-30-31), d'Havas Voyages Vacances (tél. : 0803-817-000), de Jet Tours (tél. : 01-45-15-70-12), de Nouvelles Frontières (tél. : 0803-33-33-33), de Republic Tours (tél. : 01-53-36-55-50) ou de Rev'Vacances (tél. : 01-47-42-16-31). Certains d'entre eux accordent même une réduction de 5 % sur quelques programmes plus courts.

Même principe pour les locations d'appartements. Chez Pierre et Vacances (tél. : 0802-37-37-37), par exemple, avec 20 % de réduction pour deux semaines consécutives et jusqu'à 30 % pour 28 jours à la mer, en France ou aux Antilles. De son côté, Sunair (tél. : 03-20-29-50-50) accorde des réductions allant de 10 % (pour 14 nuits consécutives) à 30 % (pour 28 nuits), dans certaines locations, en Guadeloupe et en Martinique mais aussi sur la Méditerranée ou l'Atlantique.

Quant aux chaînes hôtelières, elles sont de plus en plus nombreuses à appliquer, en faveur des plus de 50 ans, une politique tarifaire avantageuse pour leurs déplacements, en France et en Europe. Citons Choice (tél. : 0800-12-12-12) avec des réductions de 10 % à 30 % toute l'année, ou Best Western (tél. : 0800-90-44-90, préciser « ER ») avec une réduction de 10 % pour les plus de 60 ans.

Eve Jusseaume

### A tous prix

■ **940 F (143 €) : deux journées gourmandes à Vaison-la-Romaine**, pour la finale du « festival des Soupes de villages », du 12 au 14 novembre. Velouté, consommé, à la courge, aux champignons, à l'épautre, à l'ail ou au pistou : 150 soupes, dont les recettes se transmettent de mère en fille, auront, auparavant, été notées par la Confrérie des louchiers. Le 12 novembre, grande finale sous le chapiteau des Journées gourmandes avec dégustation des soupes servies par les finalistes. Ce prix comprend 2 nuits à l'Hôtelierie du Beffroi, un hôtel particulier du XVII<sup>e</sup> au cœur de la cité médiévale, l'entrée aux deux journées gourmandes et le « gros souper » de Noël. Réservations à l'Office du tourisme de Vaison (tél. : 04-90-36-02-11).

■ **8 190 F (1 248 €) : un quatuor golfe au Maroc** proposé, en novembre, par Sport Away Voyages. Une semaine pour découvrir quatre des plus beaux parcours du royaume dont le prestigieux Royal Golf Dar Es Salam, à Rabat. A Marrakech, quatre journées permettront de se mesurer au Royal Golf, au Golf d'Amalkis et à celui de la Palmeraie mais aussi de visiter la ville et de se perdre dans les souks. Le prix par personne comprend le vol A/R de Paris, 5 green fees et l'hébergement en chambre double avec petits déjeuners au Méridien La Tour Hassan, à Rabat, et au Palmeraie Golf Palace, à Marrakech, deux fleurons de l'hôtellerie marocaine. A noter, les promotions proposées par ce voyageur sur des séjours à Marrakech, El Jadida et Agadir. Renseignements : 0-803-01-3000.

■ **69 000 F (10 518 €) : Cuba en Concorde** via les Açores pour, du 19 au 23 novembre, assister au lancement d'un nouveau Havane, le *San Cristobal de la Habana*. Une exclusivité de TMR France pour les amateurs, fortunés, d'ambiance Caraïbes, de rythmes latinos et de cigares. Au programme, visite de la ville, de la manufacture Partagas, de la maison d'Hemingway et de son bar favori, le Florida, soirée au cabaret Tropicana et déjeuner-dégustation sur le thème de l'harmonie des mets et des cigares, dans la vieille ville coloniale. Retour via Saint-Domingue. Prix par personne en chambre double, pension complète et les vols sur Concorde. Renseignements au 0-803-888-803.

**ÉVASION**  
Publicités

Voyages d'aventure dans les montagnes et les déserts à pied, à chameau et en 4x4  
**NOMADE**  
Brochure gratuite 01 43 54 77 04 3615 Nomadav www.nomade-aventure.com

**WEEK-ENDS ?**  
► **PRAGUE 3J/2N**  
3\* **1 770 F**  
4\* **1 980 F**  
► **BUDAPEST 3J/2N**  
3\* **1 895 F**  
4\* **2 095 F**  
► **VIENNE 4J/3N**  
4\* **1 990 F**  
5\* **2 190 F**  
Vols réguliers départ PARIS. Départ province : légères variations de prix suivant les aéroports de départ. Prix valables jusqu'au 31/03/00 (sauf Millenium). Tous hôtels centre ville. Réduction enfants  
**Directours 01.45.62.62.62**  
AGENCE ouverte 9h7 au 9h Au des Champs-Élysées Paris 8e  
Minitel 3615 DIRECTOURS 2,23 F/mn.  
**www.directours.fr**  
**Directours**  
Membre SNAV - Garantie APS

**La bosse du voyage...**  
Des dunes de l'Erg Quaran en Mauritanie aux tissils de l'Akakous lybien, des oasis des déserts égyptiens aux falaises du pays dogon, cet hiver, prenez un peu d'été en marche... **ZIG ZAGUEZ.**  
☎ **01.42.85.13.93**  
Minitel : 3615 ZIG ZAG VOYAGES.  
http://www.zig-zag.tm.fr

**HAUTES-ALPES**  
05350 MOLINES-EN-QUEYRAS  
STATION VILLAGE - ÉTÉ - HIVER  
Soleil - Neige - Tous ski - Raquette  
**HÔTEL LE CHAMOIS\*\***  
LOGIS FRANCE 2 cheminées  
1/2 pension 285 F - 315 F  
Tél. : 04.92.45.83.71 - Fax : 04.92.45.80.58

3615 DAFT 23000  
**VOLS REGULIERS A PRIX REDUITS**  
LIC. 075.95.0449  
**DIAL-A-FLIGHT**  
**01 49 93 21 13**

**SKI DE FOND Haut-Jura, 3 h Paris TGV**  
Yves et Liliane vous accueillent dans une ancienne ferme Comtoise du XVII<sup>e</sup>. Grand confort, ambiance conviviale. Table d'hôte, produits maison et régionaux, chambre avec salle de bains + wc. Tarifs selon période : semaine/pers. **2 850 F à 3 500 F** tout compris (pension complète + vin ou repos, matériel et matériel de ski...)  
☎ **03.81.38.12.51 - LE CRÉT L'AGNEAU - 25650 LA LONGEVILLE**

1h30 de Paris par TGV ouest (2h30 par autoroute A10, A11 et A81)  
**La Mayenne** "un petit pays préservé" entre le Sud de la Normandie, le Val de Loire et la Bretagne.  
ici, l'automne est sympa. Les balades sont fraîches et le feu de cheminée est doux ! Pour les vacances de la Toussaint, louez votre maison de campagne tout confort avec cheminée.  
**Prix pour une semaine à partir de 1 300 F**  
Etre bien, avoir des émotions et des souvenirs... c'est ça la vie ! (hôtels, bungalow, chalets, nous consulter)  
**Anne, Maison du Tourisme Mayennais**  
☎ **02.43.53.58.81** - Fax : 02.43.53.58.82  
Se recommander du "Monde"

**Week-end à Stockholm**  
**Dernier prix avant l'an 2000 !**  
\* Prix à partir de, par personne, en chambre double, hors taxes d'aéroport, départ avant le 31/12/99, sous réserve de disponibilité. Départ samedi, retour lundi sur vol régulier SAS. 2 nuits d'hôtel, petits déjeuners scandinaves, carte découverte Stockholm : transports et entrées dans les musées gratuits. Contactez votre agence de voyage ou téléphonez au 0 801 25 25 25.  
**1999 F\***  
**STOCKHOLM**  
It's there. Go there.

**Point Afrique**  
Un train nommé désert ! Depuis 1995, POINT AFRIQUE s'est engagé à créer des VOLS DIRECTS au départ de MARSEILLE et PARIS sur : **ATAR (MAURITANIE), GAO (MALI), AGADEZ (NIGER), SEBBA (LYBIE), ER RACHIDIA (MAROC).** Désenclaver les régions les plus défavorisées en s'appuyant sur le volet touristique est notre objectif essentiel.  
**8 jours** en pension complète : **5 640 F\*** (vol inclus)  
Brochure : 01 47 73 62 64 e-mail : point@point-afrique.net

**PLUTÔT AIR PUR ? ou PLUTÔT BOL D'AIR ?**  
Locations, infos stations, enneigement, tarifs. Vols, séjours, circuits, Dégriffés...  
**3617 INFONEIGE : airévasion**  
HELIOS EDIT. - RCS B 392 399 889 - 3617 - 5,67€/min

**PROFESSIONNELS DU TOURISME, POUR COMMUNIQUER DANS CETTE RUBRIQUE APPELEZ LE : ☎ 01.42.17.39.40**



**HISTOIRE** Attendu vendredi 29 octobre à Paris, dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, Eric John Hobsbawm y débattira à partir de 14 heures, à l'invitation du *Monde*

*diplomatique*, de son dernier ouvrage, *L'Age des extrêmes (1914-1991)*, qui vient de paraître en français. ● LA POLÉMIQUE née autour de sa traduction différée – le volume

date de 1994 – pose la délicate question des enjeux intellectuels de l'édition française. ● NÉ À ALEXANDRIE en 1917, l'historien des *Primitifs de la révolte dans l'Europe moderne* est

une des figures les plus originales de l'école marxiste anglaise. ● TANDIS que le regard très personnel de Hobsbawm sur le « *court XX<sup>e</sup> siècle* » impose ce travail de

haute volée, l'historien français Pierre Goubert évoque leur première rencontre et salue cet esprit singulier comme l'un des phares de la discipline, à l'égal de Fernand Braudel.

## Décapant et polémique, le XX<sup>e</sup> siècle d'Eric Hobsbawm est publié en français

« L'Age des extrêmes » (1914-1991) paraît avec un retard que l'historien britannique octogénaire impute « à la résistance des éditeurs français ».

Cette somme d'une des figures de l'école marxiste est présentée comme le symbole du refus d'une idéologie dominante

EN FIN de course, le siècle comme le millénaire livrent en désordre synthèses hâtives et bilans réfléchis. A ce jeu épuisant, l'édition sacrifie d'ores et déjà avec une bonne volonté désarmante. Cette vogue nous vaut cependant la publication en français d'un livre rendu quasi mythique à force de polémiques. *Age of Extremes* a été largement mis en débat sans que le lecteur ait pu aborder autrement qu'en anglais la somme de l'historien britannique Eric John Hobsbawm, parue en 1994 à Londres chez Michael Joseph.

C'est à l'éditeur André Versaille et à la maison belge Complexe que l'on doit cette justice. *L'Age des extrêmes*, ce « *court XX<sup>e</sup> siècle* » (1914-1991), complète le « *long XIX<sup>e</sup>* » (1789-1914) qui occupa Hobsbawm – et trois volumes – un quart de siècle (1962-1987). Bénéficiant d'une exceptionnelle visibilité en France – la plupart des ouvrages de cet historien singulier ont été traduits dans un délai qui n'excédait pas la décennie –, l'auteur s'étonne d'un retard qu'il impute, dans sa préface à l'édition française, à une « *résistance des éditeurs français* » qui « *ne laisse pas de l'intriguer* ». Cette carence, Alain Gresh, rédacteur en chef du *Monde diplomatique*, qui coédite aujourd'hui *L'Age des extrêmes* et en assure la large diffusion depuis son numéro de septembre (l'ouvrage, proposé en souscription à un tarif préférentiel, a d'entrée séduit sept mille acquéreurs), hésite toutefois à la caricaturer en censure. L'hypo-



Bien qu'accessible, l'œuvre d'Eric Hobsbawm se vendrait mal selon les éditeurs.

thèse, peu admissible, n'a pas effrayé pourtant les publicitaires qui ont « *vendu* » le dernier grand livre du plus cosmopolite des mousquetaires de l'historiographie marxiste britannique comme un symbole de résistance à une emprise idéologique dont Pierre Nora, éditeur chez Gallimard et directeur de la revue *Le Débat*, se-rait la figure incarnée.

Il est vrai que le parti pris de l'historien français, qui consacra plus de la moitié d'une livraison de sa revue (n° 93, janvier 1997, p. 12-101) à commenter l'enjeu intellectuel d'un livre dont il avait renoncé à assurer la diffusion, a surpris. Jusqu'à alimenter la rumeur que c'était au nom de l'engagement résolument marxiste du vieux savant, jugé obsolète dans

un pays qui fit un triomphe aux révisions radicales de François Furet. Certes, la collection de Pierre Nora chez Gallimard, qui avait accueilli le précédent livre d'Hobsbawm, *Nations et nationalisme depuis 1780*, aurait été un lieu légitime. Il aurait été plus logique encore que Fayard, qui avait publié la première partie du cycle, soit l'éditeur de cet encombrant

*Age of Extremes*. Mais ni Denis Maraval, éditeur chez Fayard, ni Olivier Bétourné, vice-président de la maison (peu suspect de complaisance envers les options intellectuelles de Furet), n'avaient accepté le projet. Pas plus que Le Seuil, également contacté.

### FILTRE CULTUREL

Évaluation dépréciative ou frilosité intellectuelle ? Si le débat reste ouvert, il ne fut pas escamoté et Pierre Nora lui-même déplâça le discours de l'idéologique à l'économique. Pour accessible qu'elle soit, l'œuvre d'Hobsbawm se vendrait mal – au point de justifier les réticences d'éditeurs qui se disent soucieux de l'équilibre financier de leur entreprise. Les faibles scores atteints par les trois volets du triptyque sur le long XIX<sup>e</sup> siècle (le mieux reçu, *L'Ere des révolutions*, n'a pas dépassé les trois mille sept cents exemplaires vendus) valent mieux qu'un prétexte. Quant aux récentes tentatives de réapparition en poche, si elles ouvrent la pensée d'Hobsbawm à une clientèle étudiante, susceptible de donner une nouvelle chance à ces essais personnels qui sont aussi des manuels synthétiques, elles ne convainquent pas davantage : il semble qu'aux yeux des maisons françaises, publier Hobsbawm relève aujourd'hui du militantisme éditorial.

Faut-il s'en étonner ? Malgré son importance, *L'Histoire et les Images*, de Francis Haskell, publié par Pierre Nora au moment même

où lui parvient *Age of Extremes* (1995) et tiré à quatre mille exemplaires, n'a toujours pas écoulé le tiers du tirage initial. Sans doute l'argument financier n'est-il pas négligeable, mais il ne saurait être déterminant. A cette aune nous n'aurions jamais eu le mythique et si controversé *Kaiser Friedrich der zweite*, d'Ernst Kantorowicz (1927, trad. 1987), ni, du même – et tout aussi essentiel – *The King's Two Bodies* (1957, trad. 1989). Norbert Elias, lui, resterait un inconnu et Albert O. Hirschmann ne serait qu'une référence bibliographique pour les sociologues les plus scrupuleux. Faut-il aussi rappeler que les grands titres de Toynbee, Pannofsky et autres Warburg sont encore à traduire, pour ne rien dire des fruits des écoles historiques si lointaines qu'elles ne jouissent quasiment d'aucune passerelle vers les langues de l'Occident, tel le Japon contemporain ?

Le prisme du filtre culturel, renforcé par le poids du monolinguisme et la préférence nette donnée aux travaux nationaux, joue sans doute davantage aujourd'hui que le sectarisme idéologique dans la difficile réception de nombre de penseurs étrangers, dont Hobsbawm n'est qu'un exemple. Il reste à espérer que la soudaine – et somme toute légitime – publicité faite à la décapante vision d'Eric Hobsbawm révèle un ardeur éditoriale qui serve l'engagement intellectuel sans souci de référence nationale.

Philippe-Jean Catinchi

### Le lire

#### en version française

- 1959. *Les Primitifs de la révolte dans l'Europe moderne* (trad. Fayard, « L'Histoire sans frontières », 1966).
- 1962. *L'Ere des révolutions : 1789-1848* (trad. Fayard, 1970 – éd. Complexe, « Historiques », 1988).
- 1968. *Les Bandits* (trad. éd. Maspero, 1972 ; éd. La Découverte/Poche, 1999).
- 1969. *Histoire économique et sociale de la Grande-Bretagne 2 ; De la révolution industrielle à nos jours* (trad. Seuil, « L'Univers historique », 1977).
- 1975. *L'Ere du capital : 1848-1875* (trad. Fayard, 1978 [rééd. 1994] ; Hachette « Pluriel », 1997).
- 1987. *L'Ere des empires : 1875-1914* (trad. Fayard, 1989 ; Hachette « Pluriel », 1997).
- 1990. *Nations et nationalisme depuis 1780 : programmes, mythe et réalité* (trad. Gallimard, « Bibliothèque des histoires », 1992).
- 1998. *Magnum dans le monde* (trad. Hazan, 1998).

AVEC *L'Age des extrêmes*, Hobsbawm met la touche finale à sa vision du monde contemporain. Né en 1917 avec le commencement de l'histoire qu'il écrit, c'est un historien qui compte. Son érudition, sa capacité à brasser quantité de matériaux pour livrer des vues synthétiques, l'agilité de sa plume lui ont valu une renommée internationale. Dans ce maître ouvrage, dont la publication prit un tour exceptionnellement polémique, l'historien scinde un « *court XX<sup>e</sup> siècle* » en trois temps. Sa peinture de « *l'Ere des catastrophes* » (1914-1945), véritable « *guerre de Trente et un ans* », montre l'écroulement du « *grand édifice de la civilisation du XIX<sup>e</sup> siècle* », laminé par deux guerres mondiales, une banqueroute économique, les premiers craquements des empires coloniaux et l'émergence des régimes communiste et nazi.

Le moindre des paradoxes n'est pas que cette tonitruante entrée dans le siècle ait accouché d'un « *âge d'or* » (1945-1973). Sur fond de guerre froide, le monde, pays capitalistes développés en tête, connaît une période de croissance

exceptionnelle dont il ne prend conscience que sur le tard, ne doutant pas alors qu'elle soit appelée à se poursuivre longtemps. A partir de 1973, commence « la débâcle ». Le terme est fort et Hobsbawm s'attache à le justifier en déclinant les misères qui sont notre quotidien depuis un quart de siècle : la crise économique, la dislocation des structures politiques des pays démocratiques, le cortège d'incertitudes qui accompagne l'effondrement comme château de cartes du régime soviétique et de ses satellites, la situation difficile des arts confrontés à l'irruption d'une technologie omniprésente.

Au tournant du millénaire, des problèmes majeurs se dressent devant nous : l'évolution contrastée des démographies du Nord et du Sud avec ses frictions potentielles, le gouffre béant et croissant entre riches et pauvres, les menaces économiques, l'étiollement des autorités publiques que soulignent les déchirures du tissu social et la désagrégation des sociabilités privées. Par son ampleur et l'effort de synthèse qu'il suppose, le travail d'Hobsbawm est, au sens plein du

terme, une œuvre qui repose sur une mise en intrigue. C'est évidemment là que sa synthèse suscite la discussion.

A commencer par l'épineuse question du statut, dans ce siècle, de la révolution bolchevique dont Hobsbawm dresse, au total, un bilan globalement positif. Curieusement, il crédite surtout la révolution russe d'avoir sauvé le capitalisme libéral. En le poussant à se réformer et à renoncer à la stricte orthodoxie du marché, d'une part, en lui permettant de gagner la seconde guerre mondiale contre le nazisme, d'autre part. Enclin à l'indulgence pour le défunt régime soviétique, Hobsbawm a beau peindre Staline en « *autocrate d'une férocité, d'une cruauté et d'une absence de scrupules exceptionnelles, pour ne pas dire uniques* », cela ne saurait dispenser d'une analyse serrée des rouages gouvernementaux, et le goulag appelle plus qu'une mention rapide de sa main-d'œuvre carcérale de millions de détenus.

Sur la question controversée de l'antifascisme, dans lequel des historiens voient aujourd'hui un moyen cyniquement utilisé par Sta-

line pour tenir de fortes positions et faciliter des engagements qui se seraient voilés la face sur la réalité du système soviétique, le point de vue d'Hobsbawm eût gagné en force de conviction s'il s'était davantage appuyé sur l'engagement à la vie à la mort des militants. Quelques notations vont bien dans ce sens, telle cette affirmation que la guerre d'Espagne « *demeure la seule cause politique qui, même avec le recul, paraisse aussi pure et irrésistible qu'en 1936* ».

« Sa vision de la guerre froide ne prêterait pas moins à débat. Imputer le ton apocalyptique qui la caractérise à l'Amérique, c'est faire trop peu de cas des écrits de Jdanov, du procès Kravtchenko et de tant d'autres épisodes gravés dans notre mémoire collective. Le même biais s'observe à propos du mur de Berlin dont l'édification ne donne pas lieu à analyse. Hobsbawm ne tire pas toujours pleinement parti des observations qu'il formule. Ainsi, « *le paradoxe du communisme au pouvoir est d'avoir été conservateur* ». Est-ce un paradoxe ou l'effet de la chape de plomb que le régime faisait peser sur la société ?

C'est que « *l'arme ultime des historiens, le recul* » est sans doute ce par quoi cet ouvrage palpitant, dans la double acception du terme, est le plus vulnérable, particulièrement dans sa vision de la débâcle qui caractériserait la fin du siècle. Tout jeune homme à Berlin en janvier 1933, visiteur de l'Exposition surréaliste internationale de 1936 à Londres, spectateur du *Cuirassé Potemkine* dans les années 30, nanti de son premier transistor par un ami japonais à la fin des années 50, comptant au nombre des auditeurs attentifs de Fidel Castro, alors jeune insurgé séduisant et victorieux à Cuba, Hobsbawm mentionne en passant et avec retenue les empreintes que le siècle a laissées en lui. Son effort pour comprendre et rendre intelligible cette histoire pleine de bruit et de fureur dont, en bon historien, il ne s'accorde pas qu'elle n'ait rien significatif, s'appuie à la fois sur de vastes lectures et sur son expérience personnelle. De ce fait, son livre relève à la fois du manuel de très haut niveau et de l'essai profond.

Le projet d'Hobsbawm – embrasser l'histoire du siècle dans toutes ses dimensions – sonnait comme un pari qu'il a tenu au prix d'un impressionnant tour de force. Mais la débâcle qu'il diagnostique ne portait-elle pas la marque de la difficulté quasi insurmontable que les contemporains de toute époque éprouvent à décrypter leur présent ? « *Ce siècle finit mal* », écrit-il. Est-ce si sûr ? On pourrait aisément faire son miel de ses développements pour soutenir que cette fin de siècle autorise bien des espoirs. Mais nous sommes probablement à une croisée des chemins, et Hobsbawm, avec un talent qui n'est pas sans rappeler, *mutatis mutandis*, le meilleur Toynbee, a eu le cran d'aller contre les vents dominants de cette fin de siècle.

### Imputer le ton apocalyptique de la guerre froide à l'Amérique, c'est faire trop peu de cas des écrits de Jdanov ou du procès Kravtchenko

On conclura provisoirement, en empruntant à Krzysztof Pomian la dernière phrase de son rude article du *Débat* : « *Nul ne pourra écrire désormais une histoire du XX<sup>e</sup> siècle sans prendre position face à ce livre*. » Voilà au moins un point sur lequel admirateurs et contempteurs de ce travail de haute volée se retrouveront.

Laurent Douzou

★ *L'Age des extrêmes, Histoire du court XX<sup>e</sup> siècle, 1914-1991 (Age of Extremes. The Short Twentieth Century, 1914-1991) d'Eric J. Hobsbawm. Ed. Complexe. Le Monde diplomatique, 812 p., 124 F (18,90 €) jusqu'au 18 novembre, 174 F (26,53 €) ensuite.*

## Marxiste à l'anglaise

CE FUT à Rome, dans la torpeur d'août 1955, lors du rituel congrès international des historiens, que je le vis paraître et l'entendis m'interpeller, guidé peut-être par notre ami commun Jacques Le Goff. Longues jambes, longs bras, un regard pénétrant, un beau français, une extraordinaire aptitude à aborder simplement presque tous les aspects de l'histoire. C'était Eric Hobsbawm, inoubliable comme le sont et le restent quelques Anglais d'exception. Il s'occupait, parmi dix autres centres d'intérêt, de deux thèmes alors fort débattus : la « *crise* » du XVII<sup>e</sup> siècle, proclamée, discutée, oubliée, et les révoltes populaires, ou dites populaires, à propos desquelles s'affrontaient les catéchismes marxistes et antimarxistes, alors qu'il aurait dû s'agir surtout de les connaître et de les comprendre. Suivait une assez longue conversation : il s'apprêtait

à partir pour la Calabre, les Pouilles et la Sicile pour enquêter sur les « *primitiv rebels* », d'où sortira en 1959 un livre fascinant.

Je le retrouvais çà et là, lors de ce congrès, discutant en quatre ou cinq langues sur autant de sujets, avec humour et simplicité. Il m'avait proposé d'écrire dans la jeune revue qui lui était chère – *Past and Present* –, qu'il avait inaugurée en 1952 par un article sur *The Machine breakers* (déjà des ouvriers rebelles) ; revue d'ailleurs passablement inspirée de nos *Annales* d'alors. Je m'exécute dès 1956, et ainsi les historiens de langue anglaise purent avoir la primeur des *Paysans du Beauvaisis*. En ces temps lointains, rien ne me faisait soupçonner qu'Eric put être communiste, tant il ressemblait peu à ceux qui sévissaient dans notre pays. Il est vrai qu'il s'agissait chez Eric d'un communisme à l'anglaise, ou

plutôt d'un marxisme à la mode de Cambridge (Eric y étudia et y enseigna un temps), dont on a fini par bien savoir quelques personnalités assez remarquables cette université a secrétées. « *Un marxisme intelligent, ouvert, subtil* » comme le souligne en 1966 son premier préfacier français, Jacques Le Goff, dans ces *Primitifs de la révolte dans l'Europe moderne* (Fayard, « L'Univers sans frontières », collection fondée par François Furet et Denis Richet).

Retrouvant ce livre, qui témoigne de la chaleureuse sympathie d'Hobsbawm pour les misérables et les révoltés, on est à peine surpris de le voir dédié, entre autres, à deux cultivateurs, un cordonnier et un vétérinaire de Calabre et des Pouilles. Il les quitta et, sans oublier l'Angleterre ni Birbeck College, il vagabonda (apparemment) dans les lieux, les thèmes et les siècles, spécialement les quatre derniers,

avec une légèreté, une maîtrise et un talent, quelquefois teinté d'humour, dont je connais peu d'exemples ; Braudel cependant, qu'il connaissait bien, qui lui ressemblait par la largeur et la profondeur de vue, malgré tant d'apparences contraires : écriture, style, pensée. Historiens de race, jamais « *retraités* » au sens stupidement banal du terme ; dépassant tous deux les quatre-vingts ans avec une sorte de jubilation dans le travail, la lecture, la réflexion et l'observation du monde. J'aurais aimé entendre leur conversation, sans doute fort animée, traversée de saillies, d'enthousiasmes, d'émotions et peut-être de courtes querelles. Et, une fois encore, si peu d'apparences ressemblances, sauf l'esprit et, il faut bien finir par le dire, pour une fois, le génie.

Pierre Goubert

# La mémoire de Prince pour relancer The Artist

Le nouvel enregistrement du musicien sera distribué par la puissante compagnie Arista

**NEW YORK**  
*de notre envoyé spécial*

Dans la logique commerciale de célébration qui mobilise régulièrement l'industrie du disque, l'année 1999 aurait pu être pour Prince Roger Nelson, né le 7 juin 1958, celle du retour en force sur les ondes et dans les bacs des disques avec son hymne intitulé *1999*: il avait pulvérisé les pistes de danse en 1982 et le chanteur, guitariste et compositeur l'inscrit régulièrement depuis à son répertoire de scène. Mais celui dont le nom d'artiste est devenu un symbole mêlant dans un dessin une flèche (la masculinité) et un miroir (la féminité) a « voulu que cette année 1999 soit par-dessus tout une période de réflexion ». C'est tout juste, prétend-il, s'il a été effleuré par l'idée d'enregistrer un nouvel album.

Mais album il y a cependant: *Rave Un2 the Joy Fantastic*, dix-huit titres, moins de soixante-dix minutes, en cours de mixage lors de sa présentation à la mi-septembre (en plein ouragan Floyd). Prince, ou The Artist – le nom qu'il s'est choisi – n'a pas fait les choses à moitié. Il a signé avec la très puissante Arista Records Inc., l'une des marques de la major BMG et s'est plié à l'exercice de l'entretien, même si la probable certitude que sa musique et ses actes parlent d'eux-mêmes fait que le résident le plus célèbre de Minneapolis se livre peu. Des phrases courtes, quelques mots. Si besoin est, le site Internet officiel du chanteur diffuse rectificatifs et précisions, comme ceux qui ont concerné récemment des articles parus dans l'hebdomadaire *Billboard* ou le quotidien *New York Times*.

Prince a décidé de produire ce nouvel album à visage découvert et non plus sous son pseudonyme. Artifice commercial pour réactiver le nom de Prince identifié aux grands succès du chanteur? Doublement de la personnalité? « En studio, le producteur a le dernier mot, explique-t-il. Prince a été à l'origine de grandes choses, de grands succès. Aujourd'hui, je veux réutiliser cette conscience, ce talent. Quand on fait de la musique, il faut toujours aller chercher le meilleur. C'est donc Prince qui a le dernier mot, comme producteur de cet album. »

« Prendre un instrument, se lancer, c'est la plus grande joie »,

ajoute le chanteur. C'est sur scène qu'il invente son futur. « Vous étiez là hier, donc vous avez vu », dit-il en guise de démonstration. Dans l'auditorium de l'immeuble The Equitable, après l'écoute, à la mi-septembre, des premiers éléments de *Rave*, Prince était monté sur scène avec son groupe, New Power Generation, et quelques invités dont le batteur du groupe The Roots, Questlove. Il avait mis tout le monde d'accord sur son statut de showman époustouflant.

« J'ai pensé à ceux qui écouteront cet album, au public. Ce qui n'a pas toujours été le cas »

Qui s'intéresse aujourd'hui à celui dont les ventes de disques n'en sont plus à se compter en millions d'exemplaires – mais quand même en centaines de milliers? Clive Davis, le patron d'Arista, répond: le monde entier. « Ce que nous venons d'entendre va se répandre partout. » Derrière chaque mot, Clive Davis met son flair, sa réputation et près de quarante ans de métier. Il a signé avec Whitney Houston en 1985, après avoir travaillé avec Miles Davis, Bruce Springsteen, Grateful Dead et s'être montré attentif au développement du rap. Aujourd'hui, il soutient Prince. Il présente les morceaux, en connaît les paroles, peut les danser en rythme... Les termes financiers du contrat ne seront pas évoqués. Arista est chargée de la distribution. Les bandes *masters* (mixage final) restent la propriété de The Artist, point essentiel du désaccord avec la major Warner Bros à partir de 1993.

« J'ai pensé à ceux qui écouteront cet album, au public, dit encore Prince. Ce qui n'a pas toujours été le cas. » Plusieurs invités ont participé à *Rave*. S'agit-il d'une stratégie pour le marché américain? Sheryl Crow et Ani DiFranco pour une touche folk-rock-pop – « elles sont volontaires; Sheryl Crow est très funky. Ani DiFranco résiste à ceux qui résumant la créativité à un morceau de papier et s'autoproduit depuis des années



The Artist: « Prince a été à l'origine de grandes choses. Je veux réutiliser cette conscience, ce talent. »

avec succès»; le duo avec Gwen Stefani, chanteuse du groupe pop-rock No Doubt, lorgnera vers les adolescents; un duo avec la rappeuse Eve (du collectif Ruff Ryder) ravivera l'imagerie sexy; Chuck D., de Public Enemy, représentera le monde du rap et le saxophoniste Maceo Parker, ancien directeur musical de James Brown, celui du funk. A cet aspect un peu fourre-tout, *Rave* ajoute un rappel du son des disques *1999* ou *Purple Rain*, la diversité ludique de *Sign O' the Times* ou *Lovesexy*, généralement considérés comme les pics créatifs de Prince.

A l'avenir, le chanteur aimerait qu'un système d'échange se généralise. « J'ai joué sur scène avec Sheryl Crow, elle joue sur mon disque; Gwen Stefani chante So Far, So Pleased, je chante sur l'album de No Doubt. Il n'est pas question d'argent ou de contrat. Carlos Santana est venu dans mes studios à Paisley Park. » Mais quelle maison de disques laissera filer ses vaches à lait dans toutes les directions sans contreparties? Nouveau sur-Prince place sa confiance en la bonté de l'homme et en une force spirituelle. Dieu – « c'est l'un de ses noms » – lui montre la voie à

suivre dans son quotidien et sa créativité. Il parle alors longuement de sa recherche intérieure. Plus prosaïquement, c'est Prince qui a choisi, comme premier extrait de l'album, la ballade *The Greatest Romance Ever Sold*. Le duo techno Basement Jaxx l'aurait déjà remixée pour le circuit des *dance floors*. La plus grande romance jamais vendue?

Sylvain Siclier

★ *Rave Un2 the Joy Fantastic*, 1 CD NPG Records-Arista/BMG, sortie le 10 novembre.

## TOUTE SAGA A UN COMMENCEMENT



STAR WARS EPISODE I LA MENACE FANTÔME  
Avec LIAM NEESON EWAN MCGREGOR NATALIE PORTMAN JAKE LLOYD IAN MCDIARMID  
et ANTHONY DANIELS KENNY BAKER PERNILLA AUGUST FRANK OZ  
Musique de JOHN WILLIAMS Produit par RICK MCCALLUM

Écrit et Réalisé par GEORGE LUCAS  
Lucasfilm Ltd. © 1999  
Une Production LUCASFILM LTD. - Une Distribution TWENTIETH CENTURY FOX  
Bande Originale Disponible chez SONY CLASSICAL  
www.starwars.com

LA SAGA A DÉJÀ COMMENCÉ

# IMPOSSIBLE D'OUBLIER!

(Le Nouveau Cinéma)  
**L'HUMANITÉ**  
UN FILM DE BRUNO DUMONT  
INT - 12 ANS LE 27 OCTOBRE



## DISPARITIONS

■ **MICHEL GROJNOWSKI**, ancien directeur de *Presse nouvelle*, est mort jeudi 21 octobre à l'âge de quatre-vingt-douze ans. Né en 1906 à Radziejow (Pologne), d'une famille juive non pratiquante, Michel Grojnowski perd son père en 1918 et est placé comme apprenti chez un tailleur. Acquis aux idées communistes dès le début des années 20, il devient membre de la jeunesse communiste, illégale en Pologne. En 1928, il entre clandestinement en Belgique et adhère au Parti communiste belge. Ayant participé à des manifestations politiques, il doit quitter le pays et obtient un visa pour Paris, où il arrive en octobre 1930. Il fréquente la Ligue culturelle et entre au PCF. En 1938, il est secrétaire général permanent de l'Union des sociétés

juives de France. Mobilisé en 1939, Michel Grojnowski est fait prisonnier, demeure en captivité en Prusse orientale et n'est libéré par l'Armée rouge qu'en mars 1945. A la Libération, il devient secrétaire de l'Union des juifs pour la résistance et l'entraide (UJRE), organisation créée en 1943 sous l'occupation nazie. En octobre 1967, Michel Grojnowski devient directeur de *Presse nouvelle hebdo*, bimensuel à partir de 1968. En 1978, il prend sa retraite.

■ **MARC SIMENON**, réalisateur de cinéma et de télévision, fils aîné de l'écrivain Georges Simenon et époux de la comédienne Mylène Demongeot, a été retrouvé mort dimanche 24 octobre à son domicile parisien. Né à Bruxelles en 1939, Marc Simenon a été l'assistant de Jean Renoir, notamment sur le

tournage du *Déjeuner sur l'herbe*, avant de se faire connaître avec des films dont son épouse était la vedette, *Le Champignon* (1969), *Explosion* (1970), *Douce est la revanche* (1972), *Par le sang des autres* (1973), puis *Signé Furax* (1980), d'après le célèbre feuilleton radiophonique de Pierre Dac et Francis Blanche.

■ **ANDRAS HEGEDŰS**, ancien premier ministre communiste hongrois qui gouvernait le pays au moment de l'entrée de la Hongrie dans le Pacte de Varsovie en mai 1955, est mort samedi 23 octobre. Né à Szilaskany (nord-ouest) le 31 octobre 1922, Andras Hegedűs milita très jeune dans le mouvement communiste et devint ministre dans le gouvernement communiste de Matyas Rakosi dès l'âge de trente ans. Il a été premier ministre du 18 avril 1955 au 24 octobre 1956.

– La Mutuelle générale de l'éducation nationale, La section MGEN de Seine-Saint-Denis, ont la grande tristesse de faire part du décès de

**Albert DERRIEN**, chevalier dans l'ordre du Mérite, commandeur dans l'ordre des Palmes académiques, ancien président de la section MGEN de Seine-Saint-Denis, président de l'union départementale de Seine-Saint-Denis de la Mutualité francilienne, membre du comité directeur de la Fédération mutualiste parisienne, administrateur de la CPAM 93 et de l'URCAM Ile-de-France,

survenu le mardi 26 octobre 1999, au terme d'une longue maladie.

Une cérémonie civile sera célébrée en l'hôtel de ville de Livry-Gargan le jeudi 28 octobre, à 17 h 30.

– Odile et Jean-Louis Prugnaud, Nicole et Thierry Farjaudon, Christiane et Vincent Hervault, Pascale et Henry Fanen-Dupouty, ses enfants et ses dix petits-enfants, ont l'immense chagrin de faire part du décès de

### Raymond FANEN,

survenu le dimanche 24 octobre 1999.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 29 octobre, à 14 h 30, en l'église Notre-Dame-des-Otages, 81, rue Haxo, Paris 20<sup>e</sup>.

26, boulevard Beaumarchais, 75011 Paris.

– Les membres de l'équipe de préfiguration de l'Institut national d'histoire de l'art ont la profonde tristesse d'annoncer le décès de leur collègue et amie

### Tania HENDRIKS,

dont le rôle fut fondamental dans la mise en œuvre du futur institut.

Les obsèques auront lieu le samedi 30 octobre 1999, à 9 h 30, au funérarium de Clichy (Paris).

– M. Albert Kalika, M. et M<sup>me</sup> Jacques Kalika et leurs filles, M. et M<sup>me</sup> Serge Kalika et leurs enfants, Et toute la famille ont la douleur de faire part du décès de

**M<sup>me</sup> Lisette KALIKA**, née **Liba KERNER**,

survenu le 26 octobre 1999.

Les obsèques auront lieu le jeudi 28 octobre.

On se réunira à la porte principale du cimetière parisien de Bagneux, à 15 h 15.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Saint-Hilaire-Saint-Mesmin, (Loiret).

M. Paul Kilian, son épouse, M<sup>me</sup> Elisabeth Kilian, ses enfants, Ses petits-enfants, Et toute la famille ont la douleur de faire part du décès de

**M<sup>me</sup> Paul KILIAN**, née **Marcelle VIGNERON**,

survenu le 25 octobre 1999, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 28 octobre, à 10 heures, en l'église de Saint-Hilaire-Saint-Mesmin, où l'on se réunira.

L'inhumation aura lieu au cimetière Trivaux de Meudon (Hauts-de-Seine).

Cet avis tient lieu de faire-part.

318, route d'Olivet, 45160 Saint-Hilaire-Saint-Mesmin.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

74, rue Saint-Didier, 75116 Paris. 36, rue Abel-Hovelacque, 75013 Paris.

Andras Hegedűs avait demandé à l'Union soviétique d'intervenir contre le soulèvement de la population hongroise que les tanks soviétiques ont réprimé dans le sang le 4 novembre 1956. Il avait ensuite fui en URSS, où il a vécu jusqu'en 1958, année de son retour en Hongrie. Resté membre du PSOH (parti communiste), il renonça à la politique et devint directeur d'un centre de recherches sociologiques à Budapest. De plus en plus critique à l'égard du régime communiste, il fut exclu du parti en 1973 et rallia ensuite les intellectuels dissidents.

■ **SAMSON KISEKKA**, ancien vice-président ougandais, est mort lundi 25 octobre des suites d'une crise cardiaque dans un hôpital londonien à l'âge de quatre-vingt-sept ans. Médecin de profession, Samson Kisekka avait été nommé pre-

mier ministre par Yoweri Museveni après que celui-ci eut conquis le pouvoir par la force en 1986. Il était devenu vice-président de 1991 à 1995. Il était depuis lors conseiller du président Museveni.

■ **JOHN CHAFEE**, sénateur républicain de l'Etat de Rhode Island, sur la côte est des Etats-Unis, est mort dimanche 24 octobre à l'hôpital naval de Bethesda (Maryland) à l'âge de soixante-dix-sept ans. John Chafee, descendant de l'une des plus anciennes familles de Rhode Island, a été trois fois gouverneur de son Etat avant d'être élu au Sénat en 1976, où il conservera son siège jusqu'à sa mort. John Chafee appartenait à l'aile modérée du Parti républicain. Il était notamment partisan du contrôle des armes à feu et favorable au maintien du droit à l'avortement.

### Anniversaires de décès

– Il y a un an,

### Fabrice BARBARO

décidait de quitter ce monde.

*« Je t'ai donné tout le peu que j'ai à donner. Tu m'as donné tout, pour moi tout ce [qui est... »*

Chantal-Adèle.

– Il y a dix ans, le 28 octobre 1989,

**Maurice DESHORS**, Ministre plénipotentiaire, Ancien ambassadeur,

nous quittait.

Son épouse, ses enfants et ses petits-enfants, vous prient d'unir vos pensées dans son souvenir.

**Jean TUFFET**, 28 octobre 1960-3 août 1995.

Cher papa,

Déjà cinq anniversaires sans toi. Nous ne t'oublions pas.

Constance et Samuel Depretto-Tuffet.

– Il y a six ans s'éteignait

### Annie RAYNAUD.

Ceux qui l'ont aimée se souviennent.

### Cours

### COURS D'ARABE

Tous niveaux. Jour, soir et samedi.

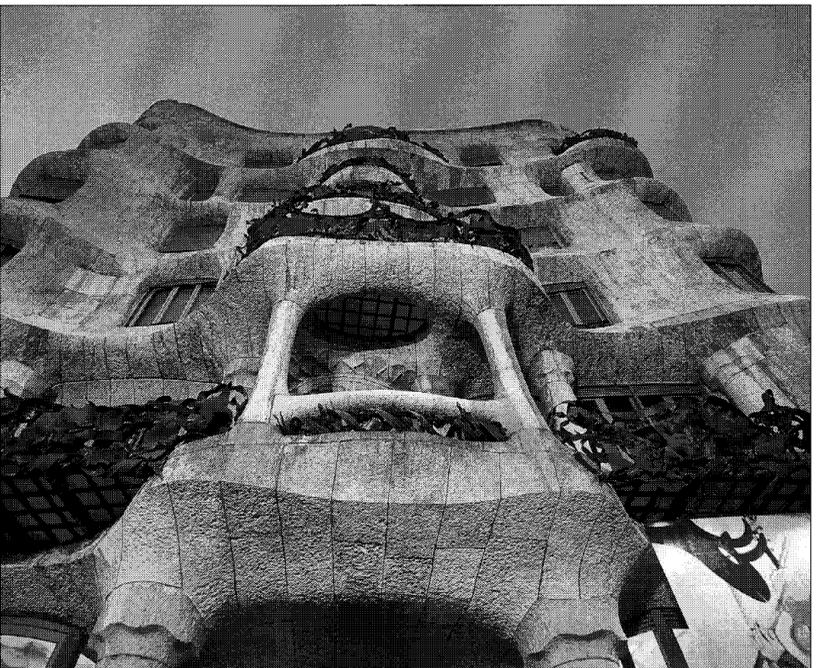
**Inscr. : AFAC, 01-42-72-20-88**

### Soutenances de thèse

– **M. Alain Préchac**, agrégé de russe, soutiendra sa thèse de doctorat : **« IIF et Petrov, témoins de leur temps »**, le samedi 30 octobre 1999, à 14 h 15, à la Sorbonne (esc. E. amph. Cauchy), devant un jury présidé par le professeur M. Aucouturier.

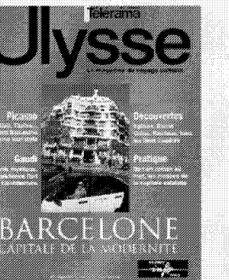
## Tous les jours

**dans le « Carnet du Monde »**
**NAISSANCES, ANNIVERSAIRES, MARIAGES, FIANÇAILLES**
**520 F TTC - 79,27 € 10 lignes**
**62 F TTC - 9,45 € toute ligne suppl.**
**☎ 01.42.17.39.80**
**Fax : 01.42.17.21.36**
**Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées.**



© Pierre-Emmanuel Rastoin

ULYSSE BARCELONE  
CULTURE-ARTS-HISTOIRES  
ESCAPADE CULTURELLE DANS LA VILLE  
DE TOUTES LES AUDACES



ULYSSE BARCELONE : 35 FRANCS CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX




# Bilan du siècle : la saison commence

## L'hebdomadaire « L'Usine nouvelle » propose à ses lecteurs un hors-série consacré aux « Cent entrepreneurs du siècle », et le mensuel « Alternatives économiques » un supplément sur les chiffres de l'économie des cent dernières années

L'ÉCONOMIE, ce sont des hommes ou des chiffres : à l'heure des bilans, chacun fait son choix ! A quelques semaines de l'entrée dans l'an 2000, deux magazines économiques français, *L'Usine nouvelle* et *Alternatives économiques*, publient, chacun dans son style, un « Bilan du siècle ». Ils prennent ainsi la suite du quotidien *Les Echos* qui avait lancé le mouvement, dès cet été, avec un volume impressionnant sur « Le Siècle de l'économie ».

Pour *L'Usine nouvelle*, l'économie est affaire d'hommes : l'hebdomadaire de l'industrie consacre donc son supplément aux « entrepreneurs du siècle » (d'une manière symptomatique, il n'y a au-

cune femme dans la sélection retenue). Le mensuel *Alternatives économiques* préfère, pour sa part, lire « les lignes de force de cent ans de transformations économiques et sociales à travers un ensemble de tableaux et graphiques, inédits pour certains ». Les deux documents donnent une image saisissante, et contrastée, des mutations que la France a connues.

Premier bilan, celui de *L'Usine nouvelle*. Parmi « les 100 entrepreneurs du siècle nommés », ses lecteurs ont été appelés à voter : ils ont choisi leur champion, il s'appelle... Marcel Dassault. Il résume, selon l'hebdomadaire, « toutes les qualités d'imagination et de caractère qui font les grands chefs d'en-

treprise » - ces hommes qui « ont l'amour de leurs produits », qui sont des « entraîneurs d'hommes », qui « se refusent à sortir de leur métier » et qui « entretiennent des relations parfois complexes avec l'Etat et la politique ». Les douze entrepreneurs élus considérés comme les plus représentatifs révèlent, pourtant, au-delà de ces traits communs de caractère, une grande diversité de personnalité.

La rédaction de l'hebdomadaire dresse le portrait de ces « visionnaires bâtisseurs », ces Marcel Boiteux (EDF), André et Edouard Michelin, Conrad et Marcel Schlumberger, les frères Lumière, Antoine Riboud (Danone), François Dalle (L'Oréal), Charles Mé-



rieux et autre Marcel Beustein-Blanchet (Publicis). Un seul est encore, à l'aube du siècle, aux commandes de son « affaire », « le premier des axiens ». Ces hommes, conclut l'hebdomadaire, « bouleversent notre vie quotidienne plus sûrement que les politiques avec les lois ».

Sans entrer dans le débat sur les

rôles respectifs des entrepreneurs et des politiques, *Alternatives économiques* met en évidence, dans une multitude de tableaux et graphiques, l'ampleur de ces bouleversements, de ce siècle où « les plus grands reculs côtoient les plus belles avancées », selon l'analyse de Louis Maurin dans l'éditorial de ce hors-série. L'animateur de ce supplément exceptionnel y écrit : « Le capitalisme a pour l'instant triomphé. Son formidable pouvoir d'innovation et d'augmentation de la production, ainsi que l'essor des échanges internationaux ont permis un enrichissement que seules la crise de 1929 et les deux guerres mondiales ont interrompu », mais il ajoute : « La victoire

du marché laisse pourtant un goût amer. Au cœur du capitalisme, en effet, les inégalités progressent de nouveau avec le ralentissement de la croissance depuis les années 70. »

Les différentes sections du supplément d'*Alternatives économiques* font ainsi ressortir un bilan contrasté. Elles rappellent « la grande aventure de la productivité », l'explosion du salariat, « la montée du chômage » et le développement de l'Etat-providence au cours d'un siècle que la revue n'hésite pas à qualifier d'« américain » - les Etats-Unis s'y étant imposés comme « la première puissance économique ». Même si les données réunies n'apportent pas de véritables révélations - ce n'est pas l'objet de ce document -, elles incitent à un retour en arrière utile. On y rappelle ainsi, et à titre d'exemple, que l'espérance de vie a augmenté de 60 % depuis 1900 (« Trente années de vie en plus »), que la population française s'est accrue de 50 %, que la consommation française d'énergie a été multipliée par huit ou que « l'éventail des inégalités n'a cessé de s'ouvrir en un siècle », en France comme dans l'ensemble du monde. On y souligne aussi que « le temps de travail a été divisé par deux ». Que sera le siècle à venir ? Ni *L'Usine nouvelle* ni *Alternatives économiques* ne se risquent à un tel exercice. Louis Maurin conclut néanmoins son éditorial par un jovial « Bon siècle ».

Erik Izraelewicz

### DANS LA PRESSE

#### RTL

Alain Duhamel

Le gouvernement Jospin a reculé sur la question du financement des 35 heures. C'est un recul technique, c'est un recul partiel, mais c'est aussi un recul hautement symbolique. Plutôt que d'engager un bras de fer avec un front du refus formé par l'ensemble des partenaires sociaux (Medef mais aussi syndicats de salariés), Lionel Jospin a préféré fléchir. L'opposition parlementaire jubilait hier, chahutait Martine Aubry, conspuait le gouvernement. C'est de la poudre aux yeux. Lionel Jospin n'a pas reculé devant ses opposants politiques mais devant ses contestataires sociaux. Cela prouve qu'aujourd'hui, le véritable contre-

pois au gouvernement, ce sont les syndicats et le Medef.

#### FRANCE-INTER

Dominique Bromberger

Les Britanniques ont l'impression d'être plus respectueux des règles européennes que nous ne le sommes. L'Europe leur a demandé de prendre des mesures draconiennes pour lever l'embargo sur leur viande de bœuf ; ils s'y sont résolus, ils ont été recalés une première fois, ils ont donc persévéré jusqu'à obtenir satisfaction et avec combien de restrictions, de conditions de leurs partenaires... Or voilà que lorsqu'ils touchent, très partiellement au but, Paris leur sort le rapport d'une agence parfaitement honorable mais tout nouvellement créée. Il ont donc le sentiment,

pour bon nombre d'entre eux, que la France se sert de l'Europe pour mener sa propre politique. Pire, que lorsque le fonctionnement européen désavantage la France, cette dernière trouve toujours les moyens de s'en affranchir.

#### THE TIMES

« Tout par raison », écrivait le cardinal de Richelieu. Le ministre français de l'Agriculture, Jean Glavany, estime que la raison est de son côté. M. Glavany s'est plaint hier que le gouvernement britannique « n'est pas raisonnable » lorsqu'il conteste l'interdiction française d'importer du bœuf britannique. « Les conditions d'un dialogue serein ne sont pas réunies », a-t-il déclaré. Rarement un Français a-t-il eu autant de toupet. Si quel-

qu'un est déraisonnable dans cette affaire, ce sont bien les Français... Les allégations des divers ministres français selon lesquelles leur décision n'est motivée que par le souci de protéger leurs consommateurs, et non pas leurs agriculteurs, n'ont pas réussi à persuader le Commissaire européen à la santé et à la protection du consommateur, David Byrne. Celui-ci a affirmé en octobre que les scientifiques français n'avaient fourni aucun élément pour justifier l'interdiction qui n'ait déjà été examinée par les experts scientifiques européens.

#### LE FIGARO

Charles Lambroschini

Les Antilles restent malades de l'esclavage. En mission d'apaisement un mois après les émeutes de

la Guadeloupe, Lionel Jospin devrait donc oser rompre avec les discours de comptables. La République ne doit plus s'adresser au porte-monnaie mais au cœur. Comme en Corse, Paris verse des milliards pour aider l'économie locale. Et, comme en Corse, cette manne est impuissante à déclencher le développement... Au lieu de s'éreinter à tenter de résoudre les problèmes en les noyant sous l'argent, le gouvernement serait mieux inspiré d'avoir enfin une politique. Il faut d'abord établir l'Etat de droit. En faisant payer l'impôt sur le revenu - fraudé à 50 % - et en imposant le respect des lois sur le cadastre ; en obligeant les entreprises à respecter le droit social, et les syndicalistes à observer les préavis de grève.

### SUR LA TOILE

#### HAUT DÉBIT

Le câblo-opérateur NNuméricable a annoncé le lancement prochain d'un service d'accès Internet à haut débit sur ses réseaux câblés numériques, en partenariat avec le fournisseur d'accès AOL France. Le forfait mensuel illimité coûtera 299 F par mois pour les abonnés au réseau de télévision câblé, et 325 F pour les autres. Le service sera offert dans un premier temps à Nice et dans 66 communes du Pas-de-Calais, puis à Lyon, dans les Yvelines et dans les Hauts-de-Seine. - (AFP)

#### ÉCHECS

Le champion du monde d'échecs Garry Kasparov a remporté la partie qui l'opposait depuis le 21 juin à une « world team » composée de milliers d'amateurs sur le site Gaming Zone, appartenant à Microsoft. Les internautes, qui étaient assistés par le grand maître britannique Danny King et quatre jeunes champions, ont déclaré forfait au soixante-deuxième coup à l'issue d'un vote général. Les archives complètes de la partie sont affichées sur le site. - (AFP) [www.zone.com](http://www.zone.com)

Yves Eudes

## perso.cybercable.fr/tranbert, et /baudron/Routeurs

### La révolte très high-tech des clients mécontents de Cybercable



LE 21 SEPTEMBRE, Cybercable, service d'accès Internet à haut débit des réseaux de télévision câblée de la Lyonnaise Communication, annonçait qu'elle divisait par quatre le débit maximal alloué à chaque abonné. Une décision présentée comme un moyen de lutter contre certains abus, et un remède aux problèmes qui perturbent le fonctionnement des sept réseaux Cybercable de Paris et de province. De plus, submergée par la demande, Cybercable Paris ne prend plus de nouveaux abonnés.

Même réduit des trois quarts, le débit de Cybercable reste très supérieur aux autres modes d'accès à la disposition du grand public. Malgré tout, de nombreux abonnés estiment que cette mesure est une nouvelle preuve d'incompétence. Organisés en associations de défense des consommateurs, ils lancent une contre-attaque collective sur le réseau et devant les tribunaux. En quelques semaines, près d'une centaine de sites Web revendicatifs sont apparus, et une vingtaine se sont fédérés en « we-

bring » (mini-réseau virtuel). Le site de l'association parisienne Lucas, très documenté et souvent mis à jour, est devenu le site de référence.

Certains des mécontents ne sont pas des clients comme les autres : informaticiens ou experts en ré-

seaux, ils disposent d'outils leur permettant d'obtenir directement les renseignements dont ils ont besoin. Olivier Baudron, étudiant à Normale sup, a reconstitué la carte de l'architecture du réseau Cybercable et l'a affichée sur le Web : « C'est assez facile à faire si on

connait les commandes et les langages informatiques requis. » Le jour même, Cybercable exige qu'il retire sa carte, pour raisons de sécurité. Il refuse et lance un message d'alerte : aussitôt, une douzaine de serveurs, téléchargent la carte et la publient à leur tour... A présent, M. Baudron coordonne un projet collectif en vue d'établir un plan de Paris. Il montrera la zone de couverture de chaque routeur et amplificateur du réseau : « Dès qu'il y aura une panne, je saurai quelle machine est en cause, et je comparera avec ce que raconte Cybercable. »

L'association Lucas et son homologue strasbourgeoise Adac considèrent qu'il s'agit d'un véritable enjeu d'aménagement du territoire, et ont décidé de porter plainte pour obliger Cybercable à rétablir le débit garanti par contrat. L'avocat Olivier Iteanu, secrétaire général d'Isoc-France (chapitre français de l'Internet Society), a accepté de se charger de l'affaire.

## Le coup de pied de l'âne par Alain Rollat

LE MAGAZINE « Célébrités » de TF 1, qui ne s'intéressait, jusqu'à présent, qu'aux sagas princières, se passionne aussi, maintenant, pour les secrets d'alcôve. On y racontait, mardi soir, sous le titre « Dallas chez les Orléans », le scandale qui ébranle la maison de France depuis que Jacques d'Orléans, troisième fils de feu le comte de Paris, accuse son défunt père d'avoir dilapidé l'héritage des Capétiens et d'avoir entretenu, pendant vingt-cinq ans, une relation adultérine avec son aide-soignante. Il sous-entend que ceci pourrait expliquer cela. Il paraît, en effet, que les onze héritiers naturels du chef de la maison de France se sont sentis nus, au lendemain de sa mort, en découvrant que le compte en banque de leur royal papa ne contenait plus que la bagatelle de 80 millions de francs. Ils se demandent où est passé le reste, et, en particulier, le produit des

ventes de quelques « multiples châteaux » et autres bijoux de famille réalisés, en catimini, depuis 1975, par le comte de Paris, en France comme à l'étranger. La justice républicaine et son fisc sont saisis de l'affaire.

L'étonnant n'est pas que « Célébrités » ait ainsi changé de registre, passant du peuple au poular, mais que cette révolution culturelle ait été proclamée, à l'écran, par l'héritier présomptif de Léon Zitronne, Sa Majesté Stéphane Bern en personne, d'habitude plus porté sur les paillettes que sur les faits-divers.

Son réquisitoire fut d'une cruauté digne d'un Fouquier-Tinville : « Le chef-d'œuvre posthume du comte de Paris aura été un formidable tour de prestidigitacion : non seulement il a ruiné toutes ses espérances politiques, bafoué publiquement son épouse, dépossédé sa famille en faisant disparaître son patrimoine mais, derrière lui,

il n'y a plus que haines... » Sa condamnation fut guillotinésque : « Tout cela était indigne d'un roi ; les Orléans sont tombés bien bas du piédestal où l'Histoire les avait placés ; ils ne sont plus vraiment légitimes... » Son retournement de veste spectaculaire : « Je préfère me tourner vers Louis XX. Un Bourbon, sinon rien ! »

D'autant plus spectaculaire que, ayant eu la délicatesse de rappeler qu'il avait, personnellement, « bien connu » le chef de la maison de France, ce faiseur de rois autoproclamé n'eut pas l'outrecuidance de préciser aux téléspectateurs que, à l'époque des faits, il mettait son talent au service promotionnel de ses relations publiques. On n'est jamais trahi que par les siens mais toutes les trahisons ne se valent pas. Dans la hiérarchie des coups de pied de l'âne celui de l'âne bâté sera désormais supplanté par celui de l'âne berné.

**Abonnez-vous au Monde** pour seulement **173F** par mois

Bulletin à compléter et renvoyer accompagné de votre relevé d'identité bancaire ou postal à : **LE MONDE, service Abonnements - 24, avenue du Général-Leclerc - 60646 Chantilly Cedex**

**Oui**, je souhaite recevoir *Le Monde* pour 173F (26,37€) par mois par prélèvement automatique.

M.  Mme Prénom : ..... Nom : .....

Adresse : .....  
Code postal : ..... Localité : ..... 901MQPA1

**Autorisation de prélèvements**

J'autorise l'établissement tireur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal *Le Monde*.

Je resterai libre de suspendre provisoirement ou d'interrompre mon abonnement à tout moment.

Date : .....

Signature : .....

**IMPORTANT** : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal, à votre autorisation. Il y en a un dans votre chéquier.

Pour tout renseignement concernant le portage à domicile, le prélèvement automatique, les tarifs d'abonnement, etc : **Téléphonez au 01.42.17.32.90 de 8h30 à 18h du lundi au vendredi.**

Pour un changement d'adresse ou une suspension vacances, un numéro exclusif : **0 803 022 021 (0,99F/mn)**

\*Le Monde\* (USPS-009729) is published daily for \$ 992 per year \*Le Monde\* 21, bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05, France, periodicals postage paid at Champlain N.Y. US, and additional mailing offices, POSTMASTER : Send address changes to IMS of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 12919 1518  
Pour les abonnements souscrits aux USA : INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23-451-2983 USA - Tel. : 800-428-30-03

MERCREDI 27 OCTOBRE

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

**21.00 Sport et télévision. Les enjeux.** Invités : Janine Langlois Glandier, Daniel Beauvois, Marc-André Feffer, Patrick Chene, Roland Faure, Bernard Brochant. **Forum Planète**

**23.00 Les Manipulations génétiques.** Invités : Arnaud Apoteker, Louis-Marie Houdebine, Axel Kahn, Claude Sureau. **Forum Planète**

MAGAZINES

**18.20 Nulle part ailleurs.** Invités : Claude Brasseur, Willy Deville, Marianne Basler, Mel C, Uderzo. **Canal +**

**20.05 Au-delà des grilles.** Violences conjugales : le poids du face-à-face. **TSR**

**20.45 Les Mercredis de l'Histoire.** La Foi du siècle [4/4] : Une fin sans fins, 1953-1993. **Arte**

**20.55 Des racines et des aïles.** Les sectes. **France 3**

**21.05 L'Hebdo.** Litiges et châtiments. Les trois frères. **TV 5**

**22.40 Ça se discute. Peut-on se remettre d'un viol ?** **France 2**

**23.30 Les Dossiers de l'Histoire.** Le Siècle des intellectuels [5/5] : Les années médias, 1980-1998. **France 3**

**0.20 E = M 6 spécial.** Enquête dans vos assiettes. **M 6**

DOCUMENTAIRES

**20.15 Reportage.** Larmes d'acier. **Arte**

**20.30 Du rugby et des hommes.** [4/5]. Une balle contre un mur. **Planète**

**20.45 Les Origines de la guerre.** [8/8]. La guerre globale. **Histoire**

**21.30 Vietnam, 10 000 jours de guerre.** [13/13]. **Planète**

**21.45 Quand on navigue sur un fleuve...** **Histoire**

**21.55 Musica.** Julia Varady. **Arte**

**22.40 Tueurs en série.** Arthur Shawcross : le monstre des rivières. **Odyssée**

**22.45 Une histoire de la médecine.** [7/8]. **Histoire**

**23.10 Lucy, 50 ans de succès.** **Téva**

**23.25 Profil.** Le Charme discret de Hans Magnus Enzensberger. **Arte**

**23.50 La Chute du Mur.** [2/3]. **Planète**

**0.20 La Lucarne.** Seule. **Arte**

**0.30 La Case de l'Oncle Doc.** Le Village au cimetière. **France 3**

SPORTS EN DIRECT

**20.30 Basket-ball.** Eurologue masculine. Bologne - Pau-Orthez. **Eurosport**

**20.35 Football.** Ligue des champions. Sturm Graz - Marseille. **TF 1**

**2.00 Base-ball.** Major League. World Series. **Pathé Sport**

DANSE

**22.45 Giselle.** Chorégraphie. Patrice Bart. Par le Ballet et l'Orchestre du Teatro alla Scala, dir. Paul Connelly. **Mezzo**

MUSIQUE

**20.45 Trio Esperança.** Avec Eva Correa ; Regina Correa ; Mariza Correa. **Mezzo**

**21.55 Motown Live.** Avec Coolio ; Deborah Cox ; Kool & The Gang ; JT Taylor. **Paris Première**

**22.50 Musica.** Julia Varady chante Wagner. Les « Wesendonck Lieder ». Œuvre de Wagner. Avec Viktoria Postnikova, piano. **Arte**

**23.10 Charlie Haden & the Liberation Music Orchestra.** **Muzzik**

TÉLÉFILMS

**20.30 Une gare en or massif.** Caroline Huppert. **Festival**

**20.55 Le Poids d'un secret.** Denis Mallevé. **France 2**

SÉRIES

**20.50 Homicide.** Crimes odieux. **Série Club**

**20.55 Ally McBeal.** Retour de flamme. La jalousie est aveugle. **M 6**

**21.05 Star Trek, Voyager.** Une fois l'impossible exclu... **Canal Jimmy**

**21.40 Ultime recours.** Provocation. **Série Club**

**21.55 Star Trek, Deep Space Nine.** Meridian. **Canal Jimmy**

**22.30 Oz.** In excelsis Deo (v.o.). **Série Club**

**0.45 Les Soprano.** La légende de Tennessee Moltsanti (v.o.). **Canal Jimmy**

FILMS

**14.45 Superman 3** ■■ Richard Lester (Etats-Unis, 1983, 100 min) O. **Cinéstar 1**

**14.55 Shining** ■■■ Stanley Kubrick (Etats-Unis, 1980, 115 min) O. **Ciné Cinémas 2**

**16.05 Pension d'artistes** ■■ Gregory La Cava (Etats-Unis, 1937, N., 90 min) O. **Ciné Classics**

**16.20 Pour rire !** ■■ Lucas Belvaux (France, 1996, 100 min) O. **Ciné Cinémas 1**

**17.15 Les Leçons de la vie** ■■ Mike Figgis (Grande-Bretagne, 1994, 95 min) O. **Cinéstar 2**

**18.45 Mars Attacks !** ■■ Tim Burton (Etats-Unis, 1996, 105 min) O. **Ciné Cinémas 2**



COLLECTION CHRISTOPHE L.

**20.30 Gentleman Jim** ■■ Raoul Walsh. Avec Errol Flynn, Alexis Smith (EU, 1942, N., v.o., 110 min) O. **Ciné Classics**

**20.30 Minuit dans le jardin du bien et du mal** ■■ Clint Eastwood (Etats-Unis, 1998, 150 min) O. **Canal + Vert**

**20.35 Danse avec les loups** ■■■ Kevin Costner (Etats-Unis, 1990, 175 min) O. **Cinéfaz**

**21.25 Avanti !** ■■ Billy Wilder (EU, 1972, v.o., 145 min) O. **Cinétoile**

**22.20 Feux croisés** ■■ Edward Dmytryk (EU, 1947, N., v.o., 90 min) O. **Ciné Classics**

**22.45 THX 1138** ■■ George Lucas (Etats-Unis, 1970, 85 min) O. **Ciné Cinémas 2**

**23.15 Les Prisons** ■■ Jacques Rivette [2/2] (France, 1993, 170 min) O. **Cinéstar 1**

**23.50 Manège** ■■ Yves Allégret (France, 1949, N., 95 min) O. **Ciné Classics**

**23.50 Les Grandes Manœuvres** ■■■ René Clair (France, 1955, 110 min) O. **Cinétoile**

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

**TF 1**

**18.25 Exclusif.**

**19.00 Etre heureux comme...**

**19.05 Le Bigdil.**

**19.57 Clic et net.**

**20.00 Journal, Météo.**

**20.30 5 millions pour l'An 2000.**

**20.35 Football.** Le chant possédé.

**22.00 Résumés des autres rencontres.**

**0.15 Nautisme.**

**0.25 Le docteur mène l'enquête.** Crime fraternel O.

FRANCE 2

**18.15 Une fille à scandales** O.

**18.40 Friends** O.

**19.10 1 000 enfants vers l'an 2000.**

**19.15 Qui est qui.**

**19.50 Un gars, une fille** O.

**20.00 Journal, Météo.**

**20.55 Le Poids d'un secret.** Téléfilm. Denis Mallevé O.

**22.40 Ça se discute.** Peut-on se remettre d'un viol ?

**0.45 100 ans de sport.**

**0.50 Journal, Météo.**

FRANCE 3

**18.20 Questions pour un champion.**

**18.48 Un livre, un jour.**

**18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.**

**20.05 Fa si la.**

**20.35 Tout le sport.**

**20.55 Des racines et des aïles.** Les sectes.

**22.55 Météo, Soir 3.**

**23.30 Les Dossiers de l'Histoire.** Le Siècle des intellectuels [5/5] : Les années médias, 1980-1998.

**0.30 La Case de l'Oncle Doc.** Le Village au cimetière.

CANAL +

► En clair jusqu'à 21.00

**18.20 Nulle part ailleurs.**

**21.00 Cuisine américaine** Film. Jean-Yves Pitoun O.

**23.30 Lautrec** Film. Roger Planchon. O.

**0.30 Champions League.**

**1.05 C'est la tangente que je préfère** Film. Charlotte Silvera O.

**2.45 Attention bandits** Film. Claude Lelouch. O.

Le Monde TELEVISION

FRANCE-MUSIQUES

**20.00 Maurice Ohana, l'Office des oracles**

Ecrite en 1974, cette œuvre, au pouvoir de séduction immédiat, est un témoignage de l'influence des idéaux de 68 sur la création musicale. Douze séquences ont ainsi été bâties de façon à pouvoir être interprétées par des amateurs. L'agnosticisme déclaré du compositeur y éclate dans sa célébration de la Pythie, du Minotaure et des cérémonies afro-cubaines.

M 6

**20.55 Ally McBeal**

Découverte par Téva, laboratoire de la fiction de son aînée M 6 au même titre que Série Club, Ally McBeal, l'avocate anorexique et romantique et le cabinet de doux dingues qui l'entoure, poursuivent ici leur chemin, en version française. En parallèle, Téva diffuse la deuxième saison des aventures du personnage incarné par Calista Flockhart, mais en version originale sous-titrée, pour les amateurs.

ARTE

**0.20 La Lucarne : Seule**

Ce premier film du cinéaste russe Dimitriy Kabakov, diffusé dans la fameuse case « La Lucarne », utilise un système de narration savant pour passer du dehors (la silhouette insignifiante d'une vieille femme courbée par son Caddie) au-dedans – la vie intérieure, un siècle d'existence et d'histoire russe et soviétique. Une vie de chien entre deux guerres, à l'aune de destins individuels broyés.

JEUDI 28 OCTOBRE

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

**21.00 Météo, science** à l'épreuve du temps. Invités : François Fandoux, Robert Kandé, Jean-Philippe Broux, Jean-Pierre Beysson, Emmanuel Bocrie. **Forum Planète**

**22.00 Déchets nucléaires,** vous avez dit stockage ? Invités : Jean-Luc Thierry, Michèle Rivasi, Monique Sené, André Aschieri. **Forum Planète**

**23.00 A l'assaut de l'Everest.** Invités : Jean Afanassieff, Catherine Destivelle, Christine Grosjean, Maurice Herzog, Robert Paragot. **Forum Planète**

**23.05 L'Armée russe,** orgueil de la nation ? **Arte**

MAGAZINES

**10.40 Arrêt sur images.** Dans le bocal du 20 heures. Invités : William Karel, Agnès Vahramian. **La Cinquième**

**17.10 et 21.10, 0.10** LCA, la culture aussi. **LCI**

**18.20 Nulle part ailleurs.** Invités : Chris Connell, Charles Trenet ; Antonio Damasio ; Alain Ducasse. **Canal +**

**19.30 Rive droite,** rive gauche. **Paris Première**

**20.05 Temps présent.** Le peuple de Blocher. Mieux vaut être riche et bien portant que pauvre et malade. **TSR**

**20.35 Thema. Cycle « Adieux à l'Urss ».** L'armée russe : orgueil de la nation ? **Arte**

**20.55 Envoyé spécial.** Les Chasseurs. Enfants travailleurs et militants. P.-S. La guerre du thon. **France 2**

**22.25 Faxculture.** Humour d'ici et d'ailleurs. **TSR**

**23.30 Le Club.** Invité : Bruno Dumont. **Ciné Classics**

**23.30 Conviviale poursuite.** Invités : Claude Semail, la chanteuse Ripley et le groupe de rock Addam's Family ; Frédéric Raevens. **RTBF 1**

**23.50 Prise directe.** A Nancy. **France 3**

**0.25 Vol de nuit.** L'école. Invités : Philippe Milner, Thierry Desjardins, Dan Franck. **TF 1**

**1.00 Saga-Cités.** Une ville, un droit [2/2]. **France 3**

SPORTS EN DIRECT

**17.30 Tennis.** Tournoi messieurs de Stuttgart (Allemagne). Huitièmes de finale. **Eurosport**

**20.30 Basket-ball.** Eurologue masculine (1<sup>re</sup> phase, 5<sup>e</sup> journée) Groupe A - Cholet - Etoile rouge de Belgrade. **Pathé Sport**

**20.40 Football.** Coupe de l'UEFA (32<sup>e</sup> de finale). Match aller. Lens - Vitesse Arnhem (PB). **Eurosport**

DANSE

**18.30 Paris danse Diaghilev.** Ballet. Chorégraphie de Michel Fokine. Par le ballet de l'Opéra de Paris, dir. Michel Tabachnik. Œuvres de Stravinski, von Weber, Debussy. **Mezzo**

Le Monde TELEVISION

HISTOIRE

**20.45 Benito Mussolini**

Un documentaire réalisé en 1962 par Roberto Rossellini, quasiment inconnu. Le pionnier du néoréalisme italien s'y sert de multiples images d'archives pour décrire l'ascension du dictateur fasciste et la catastrophe vers laquelle il entraîna la péninsule, avant de finir pendu à un esse de boucher, en 1945. C'est aussi une manière pour Rossellini de montrer le dépouillement et l'austérité de son style.

M 6

**18.10 Le Front de l'Est.** [3/4]. La marche sur Berlin [1/2]. **Planète**

**18.15 Une histoire de la médecine.** [7/8]. La médecine, conquérante ou conquise ? **Histoire**

**18.35 Journal intime de chimpanzés.** [1/6]. **TMC**

**19.00 Voyages, voyages.** Hanoi. **Arte**

**19.05 Everest.** Le pèlerinage des vainqueurs. **Planète**

**19.30 Frédéric Chopin,** le romantisme exilé. **Muzzik**

**19.30 Nomades.** Mongolie intérieure : sur les traces du passé. **Odyssée**

**19.45 Les Meilleurs Moments des JO.** [3/10]. Près de la victoire. **Histoire**

**20.25 Les Authentiques.** Le miracle des oliviers. **Odyssée**

**20.30 Artrafic.** [2/3]. Musées à ciel ouvert. **Planète**

**20.40 Spetsnaz, un commando** à la dérive. **Arte**

**20.45 Benito Mussolini.** **Histoire**

**21.05 Notre siècle.** [2/9]. 1914-1918 : Derrière le front. **TV 5**

**21.20 Equinoxe.** Dieu seul le sait. **Odyssée**

**21.30 Catastrophes naturelles.** Quelles politiques adopter ? **Planète**

**21.40 Touché, coulé !** Les sous-marins nucléaires russes. **Arte**

**22.15 Les Secrets de la guerre secrète.** Les orchestres rouges. **Odyssée**

**22.20 Du rugby et des hommes.** [4/5]. Une balle contre un mur. **Planète**

**22.45 Télé notre histoire.** Jacques Krier. **Histoire**

**23.20 Vietnam, 10 000 jours de guerre.** [13/13]. **Planète**

TÉLÉFILMS

**17.55 J'ai deux amours.** Caroline Huppert. **Festival**

**20.55 Betty Ford,** femme de président. **TMC**

**22.45 Made in America.** Tel père, tel fils ! Ted Kotcheff. O. **TF 1**

**23.45 Les Mômes.** Patrick Volson. **Festival**

SÉRIES

**19.30 Clair de lune.** Un conte de fées. **Série Club**

**20.00 Father Ted.** A moi l'Amérique ! (v.o.). **Canal Jimmy**

**20.10 Une nounou d'enfer.** La voix de son maître... d'hôtel. **M 6**

**20.15 Friends.** Celui qui faisait le lien. **RTL 9**

**20.20 Happy Days.** Un pacte avec le diable. **Série Club**

**20.30 Monty Python's Flying Circus.** Mr and Mrs Brian Noris/Ford Popular. **Canal Jimmy**

**20.45 Buffy contre les vampires.** [1/2]. Innocence. **Série Club**

**20.55 Julie Lescaut.** L'Affaire Darzac. **TF 1**

**20.55 Aux frontières du réel.** Bienvenue en Arcadie. O. **M 6**

**21.30 Zoé, Duncan, Jack & Jane.** Hard Cheese on Zoé (v.o.). **Série Club**

**21.35 Urgences.** Toute puissance. **TSR**

**22.20 Alfred Hitchcock présente.** L'impatient patient. **13<sup>ème</sup> RUE**

**0.30 L'Heure du crime.** L'arnaqueur. O. **M 6**

**0.45 Rude Awakening.** Quelle chance pour moi, son sein a éclaté ! (v.o.). **Canal Jimmy**

**1.15 That 70's Show.** Soirée au drive in (v.o.). **Canal Jimmy**

**1.40 New York Police Blues.** Tout nouveau, tout beau (v.o.). **Canal Jimmy**

MUSIQUE

**20.59 Soirée Les Grands Classiques** de la musique arabe. **Muzzik**

**21.45 Symphonie n° 25,** de Mozart. Œuvre de Mozart. Par l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. Karl Böhm. **Mezzo**

**23.00 Beethoven Gala.** Avec Yvonne Kissin, piano ; Cheryl Studer, soprano. Par l'Orchestre Philharmonique de Berlin, dir. Claudio Abbado. **Paris Première**

**0.35 La Fille du régiment.** Mise en scène de Filippo Crivelli. Par l'Orchestre et les Chœurs de la Scala de Milan, dir. Donato Renzetti. **Muzzik**

TÉLÉFILMS

**17.55 J'ai deux amours.** Caroline Huppert. **Festival**

**20.55 Betty Ford,** femme de président. **TMC**

**22.45 Made in America.** Tel père, tel fils ! Ted Kotcheff. O. **TF 1**

**23.45 Les Mômes.** Patrick Volson. **Festival**

SÉRIES

**19.30 Clair de lune.** Un conte de fées. **Série Club**

**20.00 Father Ted.** A moi l'Amérique ! (v.o.). **Canal Jimmy**

**20.10 Une nounou d'enfer.** La voix de son maître... d'hôtel. **M 6**

**20.15 Friends.** Celui qui faisait le lien. **RTL 9**

**20.20 Happy Days.** Un pacte avec le diable. **Série Club**

**20.30 Monty Python's Flying Circus.** Mr and Mrs Brian Noris/Ford Popular. **Canal Jimmy**

**20.45 Buffy contre les vampires.** [1/2]. Innocence. **Série Club**

**20.55 Julie Lescaut.** L'Affaire Darzac. **TF 1**

**20.55 Aux frontières du réel.** Bienvenue en Arcadie. O. **M 6**

**21.30 Zoé, Duncan, Jack & Jane.** Hard Cheese on Zoé (v.o.). **Série Club**

**21.35 Urgences.** Toute puissance. **TSR**

**22.20 Alfred Hitchcock présente.** L'impatient patient. **13<sup>ème</sup> RUE**

**0.30 L'Heure du crime.** L'arnaqueur. O. **M 6**

**0.45 Rude Awakening.** Quelle chance pour moi, son sein a éclaté ! (v.o.). **Canal Jimmy**

**1.15 That 70's Show.** Soirée au drive in (v.o.). **Canal Jimmy**

**1.40 New York Police Blues.** Tout nouveau, tout beau (v.o.). **Canal Jimmy**

FILMS

**16.20 Mars Attacks !** ■■ Tim Burton (Etats-Unis, 1996, 105 min) O. **Ciné Cinémas 2**

**17.05 Shining** ■■■ Stanley Kubrick (Etats-Unis, 1980, 120 min) O. **Ciné Cinémas 1**

**19.05 THX 1138** ■■ George Lucas (Etats-Unis, 1970, 85 min) O. **Ciné Cinémas 1**

**19.35 Salut l'artiste** ■■ Yves Robert (France, 1973, 95 min) O. **Cinétoile**

**20.30 Pension d'artistes** ■■ Gregory La Cava (Etats-Unis, 1937, N., v.o., 95 min) O. **Ciné Classics**

**20.30 Trois vies et une seule mort** ■■ Raoul Ruiz (France, 1995, 125 min) O. **Ciné Cinémas 1**

**20.35 Sailor et Lula** ■■ David Lynch (Etats-Unis, 1989, 120 min) O. **Cinéfaz**

**20.45 A double tour** ■■ Claude Chabrol (France, 1959, 95 min) O. **13<sup>ème</sup> Rue**

**20.50 Septembre** ■■■ Woody Allen (Etats-Unis, 1987, 90 min) O. **Téva**



PARIS PREMIERE

**21.00 L'Enjeu** ■■ Frank Capra. Avec Spencer Tracy, Katharine Hepburn (EU, 1948, N., v.o., 120 min) O. **Paris Première**

**21.00 Mars Attacks !** ■■ Tim Burton (EU, 1996, v.o., 105 min) O. **Ciné Cinémas 3**

**21.05 Itinéraire d'un enfant gâté** ■■ Claude Lelouch (France - Allemagne, 1988, 125 min) O. **Canal Jimmy**

**22.05 Rembrandt** ■■ Alexander Korda (GB, 1937, N., v.o., 85 min) O. **Ciné Classics**

**22.20 Minuit dans le jardin du bien et du mal** ■■ Clint Eastwood (EU, 1998, v.o., 149 min) O. **Canal +**

**22.30 Assaut** ■■ John Carpenter (Etats-Unis, 1976, 121 min) O. **M 6**



**22.50 Le Couteau dans l'eau** ■■■ Roman Polanski. Avec Leon Niemczyk, Jolanta Umecka (Pologne, 1962, N., v.o., 90 min) O. **13<sup>ème</sup> Rue**

**22.55 Les Prisons** ■■ Jacques Rivette [2/2] (France, 1993, 170 min) O. **Cinéstar 1**

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

**TF 1**

**13.55 Les Feux de l'amour.** O.

**14.40 et 19.00 Etre heureux comme...**

**14.45 Arabesque.** O.

**15.40 Sydney Police.** O.

**16.40 Sunset Beach.** O.

**17.35 Melrose Place.** O.

**18.25 Exclusif.**

**19.05 Le Bigdil.**

**19.57 et 1.43 Clic et net.** Halloween.

**20.00 Journal, Météo, Trafic infos.**

**20.50 5 millions pour l'An 2000.**

**20.55 Julie Lescaut.** L'Affaire Darzac O.

**22.45 Made in America.** Tel père, tel fils ! Téléfilm. Ted Kotcheff. O.

FRANCE 2

**13.50 Derrick.** O.

**14.55 Le Renard.** O.

**16.00 Tiercé.**

**16.15 La Chance aux chansons.**

**17.10 Des chiffres et des lettres.**

**17.40 Un livre, des livres.**

**17.45 Cap des Pins.** O.

**18.20 Hartley, coeurs à vif.** O.

**19.10 1 000 enfants vers l'an 2000.**

**19.15 Qui est qui.**

**19.50 Un gars, une fille.** O.

**20.00 Journal, Météo, Point route.**

**20.55 Envoyé spécial.** Les Chasseurs. Enfants travailleurs et militants. *Post-scriptum* : La guerre du thon.

**23.05 Expression directe.** UDF.

**23.15 Avec ou sans hommes** Film. Herbert Ross. O.

FRANCE 3

**13.50 Corky.** O.

**14.50 La Confrérie de la rose.** Téléfilm. Marvin J. Chomsky [1/2]. O.

**16.20 Les Zinzins de l'espace.** [1/2].

**16.35 Les Minikéums.**

**17.40 Le Kadox.**

**18.13 Comment ça va aujourd'hui ?**

**18.20 Questions pour un champion.**

**18.48 Un livre, un jour.**

**18.55 Le 19-20 de l'info, Météo.**

**20.05 Fa si la.**

**20.35 Tout le sport, Consomag.**

**20.55 Valmont** ■■ Film. Milos Forman. O.

**23.15 Météo, Soir 3.**

**23.50 Prise directe.** En direct de Nancy.

CANAL +

**14.05 Tellement Marseille.**

**16.00 Le Vrai Journal.**

**16.40 et 20.30 Le Journal du cinéma.**

**16.50 My Son the Fanatic** Film. Udayan Prasad. O.

► En clair jusqu'à 20.40

**18.20 Nulle**

## Une vertueuse taxation

par Pierre Georges

ENFIN le sentiment, en tétant un vieux mégot par les deux bouts et l'herbe à Nicot par les racines, d'une vraie utilité ! Enfin la fierté légitime du leuveur de coude à contribuer, avec zèle, à une grande avancée sociale ! « Alcool et tabac au secours des 35 heures ». La manchette du *Monde*, mardi, en sa lapidaire cruauté, donnait une idée à peu près parfaite du paradoxe politique qu'il peut y avoir parfois à vouloir faire le bonheur des gens contre eux.

Fumeurs, buveurs, 35 heures, la rime semble étrange. Et la contradiction, sinon la contre-indication, absolue. Un mal, ou plutôt deux maux, pour un bien. Deux fléaux, la réduction assez probable et statistique du temps de vie, pour un bonheur hypothétique, la réduction du temps de travail. Cherchez l'erreur !

Partant de ce constat, on pourrait multiplier à l'infini les détournements de slogans. Un verre, deux verres, 35 verres bonjour l'avancée ! On pourrait imaginer, prodigieux retournement de situation, des débits de boissons avec « zone sociale » et « zone asociale ». L'une enfumée, rouge limé, pour la bonne cause. L'autre tempérante, jus d'abricot pour les profiteurs de 35 heures. On pourrait même, et l'opposition ne s'en est pas privée, moquer un gouvernement qui annonce des mesures d'abord. Et qui, en raison du refus têtue des fameux partenaires sociaux, en cherche le financement ensuite. Encore que la taxe sur le tabac était, elle, prévue dès les origines du projet.

Mais ce serait injuste. Car rien n'interdit d'imaginer qu'en faisant du tabagisme et de l'alcoo-

lisme les mamelles d'une France radieuse, vaquant à ses loisirs élargis, le gouvernement ait voulu faire coup double. Taxer le mal à la racine pour nourrir le mieux. Eradiquer ici, encourager là. Voguer en somme vers les 35 heures les plus édifiantes et les plus tempérantes du monde. Cela deviendrait alors non plus un financement amoral, ainsi qu'une analyse impressionniste le laisserait penser, mais, au contraire, une taxation vertueuse comme les placements boursiers du même nom.

On voit, d'ici, l'objection immédiate. Imaginons que la manœuvre réussisse au-delà de toutes espérances. Qu'à force d'être taxées, les consommations de tabac et d'alcool baissent dangereusement, et heureusement. Que, de ce fait, l'équilibre du financement des 35 heures soit mis en péril. Tout le château de cartes en Espagne et de jardinage en Touraine qui s'effondre !

Eh bien non, erreur là encore ! L'extinction, après 35 heures, du tabagisme et de l'alcoolisme aboutirait, *ipso facto*, à combler le mythique trou de la Sécurité sociale. Et donc, indirectement, à une meilleure utilisation des prélèvements sociaux. Et donc à délégitimer l'ire des fameux partenaires sociaux. CQFD !

Chapeau ! Voilà une affaire diaboliquement menée, M<sup>me</sup> Aubry ! Reste cependant, outre le problème de la taxation des heures supplémentaires souvent payées en monnaie de loisirs, un aspect moral. Les 35 heures doivent-elles légitimement profiter à ceux qui, en sus de faire la morale 24 heures sur 24, ne font vraiment rien pour les financer ?

## Une filiale de la Deutsche Bank rachète la moitié de Formula One Administration

FOA détient l'exclusivité des droits commerciaux des Grands Prix

LONDRES

de notre correspondant à la City

Un air de jeune homme timide, une silhouette efflanquée, le teint blafard : l'Américain Scott Lanphere n'a pas le physique d'un trompe-la-mort des circuits automobiles. Pourtant c'est lui qui vient de réaliser, pour la somme de 1,3 milliard de dollars (1,2 milliard d'euros, plus de 7 milliards de francs), le rachat, annoncé mardi 26 octobre, de la moitié de la société Formula One Administration (FOA) du Britannique Bernie Ecclestone. L'objectif du directeur de Morgan Grenfell Private Equity (MGPE), la filiale capital-risque de la Deutsche Bank, est de préparer l'entrée en Bourse, dans deux ans, de la compagnie qui détient l'exclusivité des droits commerciaux et télévisés des Grands Prix jusqu'en 2010.

FOA régit aujourd'hui l'organisation des dix-sept Grands Prix annuels, qui, lors de la saison 1998, ont captivé 5 milliards de téléspectateurs dans 149 pays. La société réalise quelque 400 millions de dollars de chiffre d'affaires, et Ecclestone a amassé la vingtième fortune britannique, selon le dernier classement du *Sunday Times*.

Celui-ci a tenu délibérément dans l'ombre une compagnie qui a raté il y a deux ans son introduction en Bourse. Les scandales à répétition qui ont ébranlé le sport automobile (à l'exemple de la récente requalification de Ferrari), ses liens troubles avec la Fédération internationale automobile, qu'il contrôle via son ancien homme de confiance, Max Mosley, le rôle dans l'ombre de sa jeune épouse, Slavica, ex-mannequin d'origine croate, qui préside la

holding de contrôle, ont fait pâlir l'étoile du conquérant de la F1. Enfin les rumeurs sur son mauvais état de santé ont ébranlé la réputation de battant du patron de la F1.

De surcroît, la Commission européenne considère sa gestion en matière de droits de retransmission télévisés (la moitié des revenus de sa compagnie) comme un « abus de position dominante ». La décision finale risque de contraindre Ecclestone à partager une partie de ce marché.

DÉVELOPPEMENT DU SPONSORING

« La formule 1 est la première marque sportive au monde », a expliqué Scott Lanphere. MGPE n'en est pas à son premier coup d'essai dans la course automobile. La compagnie possède déjà 50 % de l'écurie britannique Arrows, et, en mettant la main sur la société d'Ecclestone, la filiale londonienne du géant allemand met les pas dans ceux de ses grands rivaux, tel Warburg Pinkus, associé à l'équipe Jordan.

D'après l'agence de notation IBCA, FOA dispose d'une trésorerie à la hauteur de ses ambitions, de revenus réguliers assurés par des contrats en béton et un marché protégé de la concurrence en raison du coût élevé du ticket d'entrée. Le développement des activités de

sponsoring, l'ouverture au marché américain grâce à la relance, en l'an 2000, du Grand Prix des Etats-Unis après neuf ans d'interruption, ou l'exploitation d'Internet offrent des perspectives alléchantes pour des spécialistes de l'ingénierie financière.

Mais, selon un analyste des fonds de capital-investissement, MGPE s'intéresse d'abord au potentiel médiatique de la compétition : « C'est un formidable marché en matière de recettes de publicité. Dans les années qui viennent, la formule 1 doit remplacer les firmes de tabac par d'autres sponsors comme les groupes de télécoms, les services financiers, l'industrie des loisirs qui visent le créneau des fans de la formule 1, les hommes de vingt à quarante ans financièrement à l'aise. » Les médias sont un des secteurs de prédilection du capital-risque, comme le montre le récent rachat par MGPE de la station Skyrock et de l'afficheur Giraudy.

D'autres partenaires devraient se joindre à l'entreprise en souscrivant une participation minoritaire, à commencer par la société d'investissement de la famille Benetton 21 Investimenti, propriétaire de l'écurie du même nom. L'après-Bernie » est en route.

Marc Roche

## Tchéchénie : les forces russes encerclent Grozny

MOSCOU

correspondance

Quatre jours après la fermeture de la frontière ingoucho-tchéchène, dernière porte de sortie pour des milliers de civils tchéchènes fuyant la guerre, les forces fédérales russes se félicitaient, mardi 26 octobre, d'avoir « rempli leurs objectifs » : se rapprocher progressivement de Grozny par une stratégie d'encercllement et bombarder massivement les zones où sont regroupés « les bandits tchéchènes ».

« Nous avons réussi à élargir notre présence et à avancer de 24 kilomètres au cours de ces derniers jours. Et cela sans aucune perte, pas un mort, ni un blessé », disait, mardi soir, le général Vladimir Chamantov, l'un des responsables de l'opération militaire.

La chaîne de télévision privée NTV a annoncé que l'armée russe était entrée, après de violents combats, dans les villages Pobendinskoïe et de Piervomaïskaïa, au nord-ouest de Grozny. Selon le correspondant, présent sur place, les Russes se trouvaient désormais à huit kilomètres de la capitale tchéchène. La veille, NTV avait diffusé des images de militaires, installés sur les crêtes du Terrek dominant l'aéroport de Grozny, d'où il était possible d'apercevoir l'avion du président tchéchène Aslan Maskhadov.

EXTENSION VERS L'INGOUCHIE ?

Confirmant l'avancée russe sur un kilomètre, les autorités tchéchènes, ont démenti le fait que les troupes fédérales se soient emparées du village de Piervomaïskaïa. Elles ont, en revanche, reconnu avoir bombardé depuis Bamout (ouest de la Tchétchénie) une base militaire russe, située à quelques kilomètres de là, en Ingouchie. Ces tirs qui font craindre une extension du conflit, auraient, selon Grozny, fait trente-huit morts et une centaine de blessés parmi les Russes. L'armée russe se heurterait à une forte résistance tchéchène à la frontière ingouche. De sanglants combats se déroulaient actuellement autour du village d'Orjoni-kidzvskaïa.

A l'Est, le long de la frontière daghestanaïse, le général Guenadi Trochev a fait état d'une « avancée décisive » dans la région de Goudermès – la deuxième ville de tchéchénie à l'est de Grozny. Plein d'optimisme, le général affirmait sur ORT (la première chaîne de télévision), que ses hommes s'étaient emparés de cinq villages, et n'étaient plus qu'à deux kilomètres de Goudermès, l'agglomération stratégique. « Ils (les combattants tchéchènes) fuient, mais nous les rattrapons », ajoutait-il. Mais, dans un reportage, le correspondant de la chaîne ORT racontait comment les Russes s'étaient trouvés nez à nez avec deux camions de « boeviki » (les combattants tchéchènes) qui loin de prendre la fuite, avaient tenté de les repousser. Des officiers reconnaissaient alors avoir perdu un homme dans les combats.

Les propos rassurants des responsables de l'armée russe ont également été mis à mal par la chaîne NTV qui, mardi soir, indiquait qu'un avion, avec à son bord au moins quatre-vingts soldats russes blessés, venait de s'élever de Mozdok. Le journaliste précisait que la presse n'avait pas été autorisée à filmer ces blessés. « Nous n'avons aucune information, mais cela veut dire que les combats qui se déroulent à l'Est et au Nord-Ouest sont beaucoup plus violents qu'on ne le dit », ajoutait-il à l'antenne.

Alors que l'inquiétude de la communauté internationale grandit – le secrétaire d'Etat américain Madeleine Albright a téléphoné à son homologue russe, Igor Ivanov, pour lui expliquer que les Russes faisaient un « pas important dans la mauvaise direction » – la presse russe reste quasiment muette sur le sort des populations civiles de Tchétchénie, littéralement prises en otages depuis la fermeture de la frontière ingouche.

Agathe Duparc

## Grasset et Calmann-Lévy renouvellent leurs états-majors

ATTENDUS depuis plusieurs mois, les changements à la tête des éditions Grasset et Calmann-Lévy, deux filiales du groupe Hachette Livre, devaient être rendus publics mercredi 27 octobre. Ils seront effectifs au 1<sup>er</sup> janvier 2000. Chez Grasset, Jean-Claude Fasquelle, PDG de la maison depuis 1980, a choisi pour lui succéder l'éditeur Olivier Nora, PDG des éditions Calmann-Lévy. Président directeur général depuis 1953 des éditions Fasquelle, fusionnées avec Grasset en 1960, Jean-Claude Fasquelle ne quitte pas pour autant la prestigieuse maison de la rue des Saint-Pères. Cette dernière devant être transformée en société à direc-

toire, M. Fasquelle deviendra président du conseil de surveillance, tandis qu'Olivier Nora présidera le directeur.

« Un rapide coup d'œil à ma date de naissance [1930] suffirait à expliquer la décision que j'ai prise d'organiser, maintenant, l'avenir et le développement d'une maison à la direction de laquelle j'ai consacré quarante-sept années de ma vie, note Jean-Claude Fasquelle. J'ajoute que notre métier se trouve aujourd'hui en face de nombreux bouleversements et que notre maison devra être menée par un éditeur qui soit pleinement de ce temps. »

A trente-neuf ans, diplômé de

l'Ecole normale supérieure de Saint-Cloud, Olivier Nora, PDG de Calmann-Lévy depuis 1996, incarne, pour le PDG de Grasset, cet homme « compétent pour diriger une maison, et fort à l'international ». Entré en 1986 chez Hachette comme secrétaire d'édition, Olivier Nora est nommé en 1991 à la direction du Bureau du livre français à New York où il demeure jusqu'en 1994, avant de prendre, en 1995, la direction générale de Calmann-Lévy. A la tête de cette maison fondée en 1836, Olivier Nora a su faire progresser le chiffre d'affaires (environ 50 millions de francs ; 7,62 millions d'euros), maîtriser le nombre de titres (moins d'une centaine) et conjuguer livres de fonds avec ouvrages à fort tirage – de Christine Deviers-Joncour à Kasuo Ishiguro...

150 TITRES ANNUELS

Cette politique d'« ouverture » sied à Grasset. De Hector Bianciotti à Virginie Despentes pour la littérature française, de Gabriel Garcia Marquez à Charles Bukowski pour les lettres étrangères, des nouveaux philosophes aux mémoires de Brigitte Bardot pour la non-fiction, cette maison s'est toujours signalée par le large spectre de son catalogue. Après deux bons crus en 1996 et 1997 – année du Goncourt pour *La Bataille* de Patrick Rambaud –, 1998 a été plus difficile pour Grasset qui a enregistré une perte de plus de 4 millions de francs. Olivier Nora rejoint une maison qui, avec un chiffre d'affaires de quelque 120 millions de francs, pour 150 titres annuels environ, espère terminer à l'équilibre l'exercice en cours.

C'est Denis Bourgeois, l'actuel directeur général de Grasset, qui sera proposé par Hachette Livre au conseil d'administration de Calmann-Lévy pour succéder à Olivier Nora. Ancien journaliste, auteur de plusieurs ouvrages, Denis Bourgeois est entré chez Grasset en 1980 avant de prendre la direction générale de la maison en 1992. Ces mouvements confirment la volonté d'Hachette Livre de faire accéder aux commandes des grandes maisons une génération de jeunes éditeurs, élevés dans le sérail, soucieux de relever le défi du renouveau en matière de littérature générale.

Florence Noiville

## MNEF : Olivier Spithakis toujours en garde à vue

LE DIRIGEANT de la société de services informatique Asystel, Alain Obadia, a été mis en examen, mardi 26 octobre, pour « complicité d'abus de confiance et recel », dans le cadre de l'affaire de la Mutuelle nationale des étudiants de France (MNEF). La justice soupçonne M. Obadia d'avoir participé au montage financier frauduleux ayant conduit, en 1990, une des filiales de la mutuelle, Immocampus, à acheter 16 millions de francs un immeuble, rue Tiphaine, à Paris, qu'il avait lui-même acquis 6 millions de francs.

Par ailleurs, les policiers interrogeaient toujours, mercredi 27 octobre dans la matinée, Wilson Bihi Zenou, l'homme d'affaires de l'ancien directeur général de la MNEF, Olivier Spithakis, qui a participé, pour le compte de la mutuelle étudiante, à l'achat de cet immeuble. La justice s'intéresse à d'autres montages financiers suspects auxquels il aurait également pu prendre part. Enfin, M. Spithakis, placé en garde à vue mardi 26 octobre, était toujours questionné par les enquêteurs mercredi 27 octobre.

## Paris : le PS et les Verts préparent la législative partielle du 20<sup>e</sup>

LE BUREAU NATIONAL du Parti socialiste a décidé, mardi 26 octobre, de s'en remettre au vote des militants de la 21<sup>e</sup> circonscription de Paris pour la désignation de son candidat à l'élection législative partielle provoquée par la démission de Véronique Carrion-Bastok. Michel Charzat, maire du 20<sup>e</sup> arrondissement et sénateur de Paris, devrait être le seul à briguer l'investiture des 250 militants du PS jeudi 28 octobre. Lors du débat, François Hollande a indiqué que « l'idéal aurait été de trouver une candidate », dans une circonscription réservée depuis 1997 à une femme, mais il a insisté sur « l'urgence » qui conduisait à privilégier « la légitimité » et la « notoriété » de M. Charzat.

De leur côté, les Verts de Paris ont choisi, mardi, Denis Baupin, qui s'était déjà présenté en 1997, avec une suppléante de la gauche des Verts, Martine Billard, conseillère de Paris. Le Mouvement des citoyens a décidé de soutenir « le candidat socialiste dès le premier tour ».

